

**Art. 7.** Le président du tribunal établit, après avoir pris l'avis de l'auditeur du travail, les jours et heures des audiences de vacations et désigne les magistrats qui y siègent.

Le président du tribunal peut, en tout temps, modifier ce tableau en raison des nécessités du service.

**Art. 8.** L'arrêté royal du 20 août 1985 fixant le règlement particulier du tribunal du travail de Charleroi est abrogé.

**Art. 9.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> septembre 2003.

**Art. 10.** Notre Ministre de la Justice et Notre Ministre du Travail et des Pensions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 29 septembre 2003.

**ALBERT**

Par le Roi :

La Ministre de la Justice,  
Mme L. ONKELINX

Le Ministre du Travail et des Pensions,  
F. VANDENBROUCKE

**Art. 7.** De voorzitter van de rechtbank stelt, na het advies van de arbeidsauditeur te hebben ingewonnen, de dag en het uur van de vakantiezittingen vast en wijst de magistraten aan die er zitting houden.

De voorzitter van de rechtbank kan die lijst te allen tijde in het belang van de dienst wijzigen.

**Art. 8.** Het koninklijk besluit van 20 augustus 1985 tot vaststelling van het bijzonder reglement voor de arbeidsrechtbank te Charleroi wordt opgeheven.

**Art. 9.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 september 2003.

**Art. 10.** Onze Minister van Justitie en Onze Minister van Werk en Pensioenen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 29 september 2003.

**ALBERT**

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,  
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Werk en Pensioenen,  
F. VANDENBROUCKE

#### SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

F. 2003 — 4432

[C — 2003/00828]

**17 OCTOBRE 2003. — Arrêté royal portant fixation du plan d'urgence nucléaire et radiologique pour le territoire belge**

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le présent projet s'inspire principalement de l'expérience acquise lors des exercices nationaux et internationaux des dix dernières années ainsi que d'événements réels survenus à l'étranger (Chernobyl, Tokai-Mura, Georgie,...).

L'organisation mise en place et les leçons apprises lors de crises réelles, comme la crise de la dioxine ou lors de situations particulières, comme l'Euro 2000 ou la Présidence belge de l'Union européenne en 2001 ont servi de base à des adaptations organisationnelles.

Le contexte international bouleversé à la suite des événements du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis a fait l'objet d'une attention toute particulière lors de l'élaboration de ce projet.

Les réformes administratives Copernic ainsi que l'entrée en fonction de l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire (AFCN) en septembre 2001 ont également été intégrées dans le texte proposé.

Ce dernier tient compte des avis de l'AFCN, du Centre gouvernemental de Coordination et de Crise (CGCCR), de la Sécurité civile, de l'Association Vinçotte Nucléaire (AVN), du Centre d'Etude de l'Energie nucléaire (SCK-CEN), de l'Institut des Radioéléments (IRE), des provinces de la Flandre orientale et de Liège.

Le projet d'arrêté royal vise, d'une part, à simplifier et clarifier le plan fixé par l'arrêté royal du 27 septembre 1991 (modifications de structure) et, d'autre part, à l'actualiser (modifications de fond), afin de bénéficier d'un outil adéquat face à la situation internationale.

Le texte actuellement en vigueur sera abrogé et remplacé par le présent projet, dans un objectif de meilleure lisibilité. Ses arrêtés d'exécution restent, bien entendu, en vigueur, sous réserve d'éventuelles dispositions ultérieures.

Les principales modifications de fond sont au nombre de cinq.

Parmi celles-ci, il convient de citer en premier lieu la création d'une cellule socio-économique. Les exercices, crises réelles ou situations particulières ont en effet démontré la nécessité d'organiser une cellule qui en analyse les conséquences sur le plan économique et social, aussi bien a priori qu'a posteriori de la prise de décision.

Ensuite, les anciens niveaux de notification N4 et d'alerte U4 sont remplacés par les niveaux NR et UR. L'objectif est d'élargir le champ d'application du présent plan. Dans la version précédente, le niveau de

#### FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

N. 2003 — 4432

[C — 2003/00828]

**17 OKTOBER 2003. — Koninklijk besluit tot vaststelling van het nucleair en radiologisch noodplan voor het Belgisch grondgebied**

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Dit ontwerp is voornamelijk gebaseerd op de verworven ervaring tijdens de nationale en internationale oefeningen van de laatste tien jaar, evenals op reële gebeurtenissen in het buitenland (Tsjernobyl, Tokai-Mura, Georgië,...).

De organisatie die aangewend werd tijdens reële crisissen, zoals de dioxinecrisis of tijdens bijzondere situaties, zoals Euro 2000 of het Belgische Voorzitterschap van de Europese Unie in 2001 en de lessen die hieruit getrokken werden, hebben als basis gediend voor organisatorische aanpassingen.

Tijdens de opstelling van dit ontwerp werd in het bijzonder aandacht besteed aan de internationale context die volledig omvergegooid werd naar aanleiding van de gebeurtenissen van 11 september 2001 in de Verenigde Staten.

De administratieve Copernicshervormingen, alsook de infunctietreding van het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle (FANC) in september 2001 werden eveneens geïntegreerd in de voorgestelde tekst.

Deze tekst houdt rekening met de adviezen van het FANC, het Crisis- en Coördinatiecentrum van de Regering (CGCCR), de Civiele Veiligheid, de Association Vinçotte Nucléaire (AVN), het Studiecentrum voor Kernenergie (SCK-CEN), het Instituut voor Radio-elementen (IRE), de provincies Oost-Vlaanderen en Luik.

Het ontwerp van koninklijk besluit strekt ertoe, enerzijds, het bij koninklijk besluit van 27 september 1991 vastgestelde plan te vereenvoudigen en te verduidelijken (structuurwijzigingen) en, anderzijds, dit plan te actualiseren (inhoudelijke wijzigingen), teneinde over een adequaat hulpmiddel te beschikken ten opzichte van de internationale situatie.

De thans van kracht zijnde tekst zal opgeheven worden en vervangen worden door dit ontwerp, met als doel een betere leesbaarheid te bereiken. De uitvoeringsbesluiten ervan blijven natuurlijk van kracht, onder voorbehoud van eventuele latere bepalingen.

Er zijn vijf belangrijke inhoudelijke wijzigingen.

De eerste daarvan die vermeld dient te worden is de oprichting van een socio-economische cel. De oefeningen, reële crisissen of bijzondere situaties hebben immers de noodzaak aangetoond om een cel te organiseren die de gevolgen ervan op economisch en sociaal vlak analyseert, zowel a priori als a posteriori van de beslissing.

Vervolgens worden het vroegere notificatieniveau N4 en alarmniveau U4 vervangen door de niveaus NR en UR. De doelstelling bestaat erin het toepassingsveld van dit plan uit te breiden. In de vorige

notification N4 combinait deux aspects de l'exposition radiologique : son caractère immédiat (cinétique rapide) et son importance. La conséquence en était que des situations brutales mais conduisant à des rejets plus limités, comme par exemple un incendie dans un local de stockage de matières radioactives, n'étaient pas couvertes par ce niveau de notification.

Le nouveau niveau NR se base exclusivement sur le caractère rapide des rejets et couvre les situations susceptibles de conduire, dans un délai de quatre heures, à la nécessité de prendre une mesure de protection directe de la population.

En attendant la mise en place des cellules et comités fédéraux et provinciaux, les mesures de protection « réflexes » (avertissement, mise à l'abri, mise à l'écoute) seront prises dans un périmètre préétabli.

La dénomination du niveau a été adaptée pour le différencier des autres niveaux N1, N2 et N3 qui se caractérisent essentiellement par leur degré de gravité. Le R constitue une référence aux mesures « réflexes » précitées.

Le niveau d'alerte UR reflète ces nouvelles dispositions.

Le niveau d'alerte U1, quant à lui, entraîne de nouvelles conséquences. A la suite des exercices nationaux et internationaux, deux mesures ont en effet été jugées utiles.

D'une part, la cellule d'information se réunira dès le niveau U1 afin de permettre aux autorités d'occuper le plus rapidement possible l'espace médiatique et d'éviter ainsi la diffusion d'informations incontrôlées.

D'autre part, la cellule de mesure entreprendra dès ce stade les premières actions de déploiement sur le terrain dans le but de garantir un fonctionnement optimal dans l'hypothèse où la situation viendrait à se dégrader.

Concernant les exercices, leur fréquence a été modifiée en fonction de trois critères principaux : le type de l'installation ou les obligations spécifiques des installations, le souci de limiter le nombre des exercices afin d'en approfondir les enseignements utiles et, enfin, une fréquence minimale pour permettre un état de préparation adapté à chaque installation concernée.

A cela a été ajouté un exercice de grande ampleur tous les trois ans avec l'objectif de tester l'ensemble des rouages et interfaces du présent plan. La fréquence proposée se justifie, d'une part, par la nécessité de bénéficier d'un certain temps de préparation et, d'autre part, par la volonté d'intégrer dans cette préparation les leçons tirées des exercices annuels.

Les modalités relatives aux exercices internationaux sont également précisées.

L'échelle internationale d'évaluation de la gravité d'un accident (INES) a, quant à elle, connu une double modification. D'une part, sa description a fait l'objet d'une reformulation et d'autre part, a été introduit le principe de la détermination du niveau INES en cas de crise au sein de la cellule d'évaluation, moyennant certaines précautions. Les acteurs concernés se sont en effet exprimés en faveur de ce principe, permettant ainsi à la cellule d'évaluation de disposer de toutes les informations nécessaires. Ce principe n'a cependant pas été intégré à ses missions, dans un double souci. En premier lieu, la gestion générale de la crise et les missions premières de la cellule devaient être garanties et ensuite, il était considéré comme judicieux de permettre une certaine souplesse dans la mise en œuvre de l'échelle INES en situation de crise.

De plus, le plan d'urgence modifié prévoit l'établissement d'un rapport annuel global accompagné d'un plan d'action, dont la date limite de production est également prévue.

Enfin, dans un souci d'optimisation et d'organisation, la responsabilité d'informer les organismes internationaux (les Communautés européennes et l'Agence Internationale d'Energie Atomique) appartient désormais à la cellule d'évaluation, alors qu'auparavant, les renseignements leur étaient communiqués par le soin de la cellule d'information.

Parmi les modifications structurelles, il convient de noter la restructuration de la partie relative au champ d'application, afin d'établir un inventaire plus systématique des différentes situations susceptibles de déclencher le plan d'urgence, ainsi que la fusion des comités restreint et général de coordination en un seul comité fédéral de coordination, à géométrie variable, puisqu'il sera constitué par l'Emergency Director des autorités en fonction du degré de gravité de la situation.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,  
de Votre Majesté,  
le très respectueux et très fidèle serviteur,  
Le Ministre de l'Intérieur,  
P. DEWAEEL

versie, combineerde het notificatieniveau N4 twee aspecten van de radiologische blootstelling : het onmiddellijke karakter (vlugge kinetiek) en de omvang ervan. Het gevolg ervan was dat brutale situaties die slechts beperktere lozingen met zich meebrachten, zoals bijvoorbeeld een brand in een opslagruimte voor radioactief materiaal, niet gedekt waren door dit notificatieniveau.

Het nieuwe niveau NR is uitsluitend gebaseerd op het snelle karakter van de lozingen en dekt de situaties die, binnen een termijn van vier uur, zouden kunnen leiden tot de noodzaak om maatregelen ter rechtstreekse bescherming van de bevolking te nemen.

In afwachting van de oprichting van de federale en provinciale cellen en comités, zullen de « reflex » beschermingsmaatregelen (waarschuwings, schuilen, luisteren) genomen worden in een vooropgestelde perimeteer.

De benaming van het niveau werd aangepast om het te onderscheiden van de andere niveaus N1, N2 en N3 die voornamelijk gekenmerkt worden door hun belangrijkheidsgraad. R vormt een verwijzing naar de voormelde « reflex » maatregelen.

Het alarmniveau UR weerspiegelt deze nieuwe bepalingen.

Het alarmniveau U1 daarentegen, brengt nieuwe gevolgen met zich mee. Naar aanleiding van de nationale en internationale oefeningen, werden immers twee maatregelen nuttig geacht.

Eenzijds zal de informatiecel vanaf niveau U1 samenkomen, teneinde het voor de autoriteiten mogelijk te maken zo vlug mogelijk de mediaruimte in te nemen en aldus de verspreiding van ongecontroleerde informatie te vermijden.

Anderzijds zal de meetcel vanaf dit stadium de eerste uitvoeringsacties op het terrein ondernemen, met als doel een optimale werking te verzekeren, ingeval de situatie zou verergeren.

De frequentie van de oefeningen werd gewijzigd naar gelang van drie belangrijke criteria : het type installatie of de specifieke verplichtingen van de installaties, de zorg om het aantal oefeningen te beperken teneinde de nuttige lessen ervan grondig te kunnen onderzoeken, en ten slotte, een minimale frequentie om een voorbereidingstoestand mogelijk te maken die aangepast is aan elke betrokken installatie.

Hieraan werd een driejaarlijkse oefening met grote omvang toegevoegd, teneinde het hele raderwerk en alle interfaces van dit plan te testen. De voorgestelde frequentie is verantwoord door eenzijdig de noodzaak om over een zekere voorbereidingstijd te beschikken en, anderzijds, de wil om in deze voorbereiding de lessen te integreren die getrokken werden uit de jaarlijkse oefeningen.

De modaliteiten betreffende de internationale oefeningen worden eveneens gepreciseerd.

De internationale schaal voor de evaluatie van de omvang van een ongeval (INES) heeft op haar beurt een dubbele wijziging ondergaan. Enerzijds werd de beschrijving ervan geherformuleerd en anderzijds werd het principe van de bepaling van het INES-niveau in geval van crisis binnen de evaluatiecel ingevoerd, op voorwaarde dat er bepaalde voorzorgsmaatregelen genomen worden. De betrokken actoren hebben zich immers ten gunste van dit principe uitgesproken, waardoor de evaluatiecel over alle nodige informatie kan beschikken. Dit principe werd echter niet geïntegreerd in haar opdrachten, om twee redenen. Eerst en vooral moesten het algemeen crisisbeheer en de voornaamste opdrachten van de cel gewaarborgd worden en vervolgens werd het verstandig geacht een zekere soepelheid toe te laten bij de aanwending van de INES-schaal in crisissituatie.

Bovendien voorziet het gewijzigde noodplan de opstelling van een jaarlijks globaal verslag, samen met een actieplan, waarvan de uiterste productiedatum eveneens voorzien is.

Ten slotte, ligt de verantwoordelijkheid om de internationale instellingen (de Europese Gemeenschappen en het Internationaal Atoomagentschap) te informeren, thans bij de evaluatiecel, omwille van de optimalisering en de organisatie, terwijl hen vroeger de inlichtingen meegedeeld werden door de informatiecel.

De volgende structuurwijzigingen dienen opgemerkt te worden : de herstructurering van het deel betreffende het toepassingsveld, teneinde een meer systematische inventaris op te stellen van de verschillende situaties die zouden kunnen leiden tot het afkondigen van het noodplan, evenals de samensmelting van de kern- en algemene coördinatiecomités in één enkel federaal coördinatiecomité, met soepel aanpassingsvermogen, aangezien het samengesteld zal zijn door de Emergency Director van de overheid naar gelang van de belangrijkheidsgraad van de situatie.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,  
Van Uwe Majesteit,  
De zeer eerbiedige en zeer getrouwe dienaar,  
De Minister van Binnenlandse Zaken,  
P. DEWAEEL

**17 OCTOBRE 2003. — Arrêté royal  
portant fixation du plan d'urgence nucléaire et radiologique  
pour le territoire belge**

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 31 décembre 1963 sur la protection civile, notamment l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup> et 2;

Vu la loi du 15 avril 1994 relative à la protection de la population et de l'environnement contre les dangers résultant des rayonnements ionisants et relative à l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire, modifiée par les arrêtés royaux du 7 août 1995 et du 30 mai 2002 et par les lois des 12 décembre 1997, 3 mai 1999, 10 février 2000, 31 janvier 2003 et 2 avril 2003;

Vu l'arrêté royal du 27 septembre 1991 portant fixation du plan d'urgence pour des risques nucléaires pour le territoire belge;

Vu l'arrêté royal du 20 juillet 2001 portant règlement général de la protection de la population, des travailleurs et de l'environnement contre le danger des rayonnements ionisants, notamment l'article 72;

Vu la communication à la Commission européenne, faite le 2 avril 2003;

Vu la réponse de la Direction générale de l'Energie et des Transports, donnée le 23 mai 2003;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 25 février 2003;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget du 13 mars 2003;

Vu l'avis n° 35.099/3 du Conseil d'Etat, donné le 20 mars 2003, en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Vu l'urgence;

Considérant que le contexte international actuel implique des risques contre lesquels il convient de protéger la population et l'environnement; qu'il exige, dès lors, que nous disposions, sans délai, d'un plan d'urgence adéquat et conforme aux évolutions en la matière;

Considérant que le plan d'urgence tel que modifié doit pouvoir être mis en œuvre dès que les conditions d'une situation d'urgence nucléaire ou radiologique sont réunies à l'échelon national;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le plan d'urgence nucléaire et radiologique pour le territoire belge, joint en annexe de cet arrêté, est fixé.

**Art. 2.** Les autorités, organismes et exploitants concernés et désignés comme responsables par le plan d'urgence, doivent établir des projets de plans spécifiques d'urgence et d'intervention.

Ils doivent porter ces projets à la connaissance du Ministre de l'Intérieur, endéans l'année suivant la publication de cet arrêté au *Moniteur belge*.

Les arrêtés de fixation des plans spécifiques d'urgence et d'intervention seront publiés par extrait dans le *Moniteur belge*.

**Art. 3.** L'arrêté royal du 27 septembre 1991 portant fixation du plan d'urgence pour des risques nucléaires pour le territoire belge est abrogé.

**Art. 4.** Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 17 octobre 2003

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,  
P. DEWAELE

**17 OKTOBER 2003. — Koninklijk besluit tot vaststelling van  
het nucleair en radiologisch noodplan voor het Belgisch grondge-  
bied**

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 31 december 1963 betreffende de civiele bescherming, inzonderheid op artikel 2, eerste en tweede lid;

Gelet op de wet van 15 april 1994 betreffende de bescherming van de bevolking en van het leefmilieu tegen de uit ioniserende stralingen voortvloeiende gevaren en betreffende het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle, gewijzigd door de koninklijke besluiten van 7 augustus 1995 en 30 mei 2002 en door de wetten van 12 december 1997, 3 mei 1999, 10 februari 2000, 31 januari 2003 en 2 april 2003;

Gelet op het koninklijk besluit van 27 september 1991 tot vaststelling van het noodplan voor nucleaire risico's voor het Belgische grondgebied;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 juli 2001 houdende algemeen reglement op de bescherming van de bevolking, van de werknemers en het leefmilieu tegen het gevaar van de ioniserende stralingen, inzonderheid op artikel 72;

Gelet op de aanmelding bij de Europese Commissie, gegeven op 2 april 2003;

Gelet op het antwoord van het Directoraat generaal Energie en Vervoer, gegeven op 23 mei 2003;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 25 februari 2003;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting van 13 maart 2003;

Gelet op advies n° 35.099/3 van de Raad van State, gegeven op 20 maart 2003, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de huidige internationale context risico's inhoudt waartegen de bevolking en het milieu beschermd dienen te worden; dat het derhalve vereist is dat wij zonder verwijl zouden beschikken over een adequaat noodplan dat conform de evoluties terzake is;

Overwegende dat het noodplan zoals het gewijzigd is, aangewend moet kunnen worden zodra de voorwaarden van een nucleaire of radiologische noodsituatie vervuld zijn op nationaal vlak;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Het nucleair en radiologisch noodplan voor het Belgisch grondgebied, als bijlage bij dit besluit bijgevoegd, wordt vastgesteld.

**Art. 2.** De betrokken autoriteiten, instellingen en exploitanten die door het noodplan aangewezen worden als verantwoordelijken, moeten ontwerpen van specifieke rampenplannen voor hulpverlening opstellen.

Zij moeten deze ontwerpen ter kennis brengen van de Minister van Binnenlandse Zaken, binnen het jaar volgend op de bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad*.

De besluiten tot vaststelling van de specifieke rampenplannen voor hulpverlening zullen door uittreksel bekendgemaakt worden in het *Belgisch Staatsblad*.

**Art. 3.** Het koninklijk besluit van 27 september 1991 tot vaststelling van het noodplan voor nucleaire risico's voor het Belgisch grondgebied, wordt opgeheven.

**Art. 4.** Onze Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 17 oktober 2003

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,  
P. DEWAELE

Annexe

# Plan d'Urgence Nucléaire et Radiologique pour le Territoire Belge



## PREFACE

L'arrêté royal portant fixation du plan d'urgence pour des risques nucléaires pour le territoire belge, publié au *Moniteur belge* le 21 janvier 1992, tenait compte des recommandations des commissions d'enquête parlementaires en matière de sûreté nucléaire.

Un certain nombre de modifications qu'il faut prendre en compte sont évidemment intervenues depuis lors. Parmi celles-ci, citons la mise en œuvre le 1<sup>er</sup> septembre 2001 de l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire.

Ceci étant, la décennie qui s'est écoulée a surtout été riche d'enseignements résultant des nombreux exercices organisés dans le cadre de ce plan. Il fallait tirer des conclusions permettant de l'adapter afin que nous disposions d'un outil encore plus performant pour protéger la population et l'environnement.

Cette tâche a principalement été confiée à un groupe de travail constitué de représentants de la Sécurité civile, du Centre gouvernemental de Coordination et de Crise, de l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire, des Gouverneurs des provinces de Liège et de Flandre orientale, de l'Association Vinçotte nucléaire, de l'Institut national des Radioéléments et du Centre d'Etude de l'Energie nucléaire. Il faut ici souligner le rôle primordial qu'a joué la présidente de ce groupe de travail qui assura d'ailleurs à de nombreuses reprises la présidence de la cellule d'évaluation instituée par le plan.

Il s'est avéré que l'essentiel du plan et ses grands principes doivent être maintenus mais qu'un certain nombre d'adaptations permettront d'augmenter son efficacité.

Parmi celles-ci, le remplacement de l'ancien niveau de notification N4 par le niveau NR. Ce « niveau réflexe » vise, en cas de rejet rapide et même si les conséquences de l'exposition restent limitées, la mise en œuvre immédiate par le Gouverneur de province de mesures de protection dans l'attente de la mise en place des cellules et comités provinciaux et fédéraux.

Les experts ont également recommandé la création d'une cellule socio-économique qui sera notamment chargée d'aviser le comité fédéral de coordination des retombées socio-économiques des décisions prises ou à prendre.

Enfin, il est évident que l'actualisation de ce plan doit être une préoccupation permanente : pour cette raison, celui-ci prévoit à présent l'établissement d'un rapport annuel global résultant des exercices et débouchant sur un plan d'action associé.

Il revient maintenant à chaque acteur du plan d'urgence nucléaire et radiologique pour le territoire belge de poursuivre les efforts entrepris afin d'assurer la protection de la population et de l'environnement.

## TABLE DES MATIERES

- 1 INTRODUCTION
  - 1.1 Généralités
  - 1.2 But du plan fédéral d'urgence
  - 1.3 Champ d'application
- 2 RESPONSABILITES ET COMPETENCES
  - 2.1 Autorités fédérales
    - 2.1.1 Intérieur
    - 2.1.2 Santé publique
    - 2.1.3 Emploi et Travail
    - 2.1.4 Agriculture
    - 2.1.5 Affaires étrangères
    - 2.1.6 Finances
    - 2.1.7 Défense
    - 2.1.8 Affaires économiques et Energie
  - 2.2 Régions
  - 2.3 Gouverneurs de province
  - 2.4 Autorités communales
  - 2.5 Autres institutions
    - 2.5.1 Agence Fédérale de Contrôle Nucléaire (AFCN)
    - 2.5.2 Agence Fédérale pour la Sécurité de la Chaîne Alimentaire (AFSCA)
    - 2.5.3 Institut Scientifique de Santé Publique (ISP)
    - 2.5.4 Institut Royal Météorologique (IRM)
    - 2.5.5 Centre d'Etude de l'Energie Nucléaire (SCK-CEN)
    - 2.5.6 Institut National des Radioéléments (IRE)
    - 2.5.7 Organismes agréés
    - 2.5.8 Croix Rouge de Belgique
    - 2.5.9 Autres expertises
  - 2.6 L'exploitant de l'installation nucléaire
  - 2.7 Organisations internationales
    - 2.7.1 Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIE)
    - 2.7.2 Union européenne (UE)
- 3 ORGANISATION GENERALE
  - 3.1 Organisation générale des responsabilités
    - 3.1.1 Emergency Director des autorités
    - 3.1.2 Emergency Director de l'exploitant
    - 3.1.3 Répartition des responsabilités
  - 3.2 Structure générale de l'organisation du plan d'urgence
    - 3.2.1 Structure et organisation fédérale
    - 3.2.2 Coordination provinciale opérationnelle de l'assistance
    - 3.2.3 Structure générale de l'organisation du plan d'urgence interne sur le site
  - 3.3 Cas particuliers
    - 3.3.1 Organisation en cas de situation d'urgence à l'étranger
    - 3.3.2 Organisation en cas de chute d'un engin spatial contenant des sources radioactives
    - 3.3.3 Organisation en cas d'accident de transport sur le territoire belge

- 3.3.4 Intervention en cas de situations d'urgence impliquant des engins ou installations militaires
- 3.3.5 Organisation en cas d'urgence radiologique suite à des actes terroristes
- 3.3.6 Autres situations d'urgence radiologique
- 4 NOTIFICATION ET ALERTE
  - 4.1 Devoir de notification de l'exploitant
    - 4.1.1 Niveaux de notification
    - 4.1.2 Modalités de notification
    - 4.1.3 TELERAD
  - 4.2 Alerte et niveaux d'alerte
  - 4.3 Schémas de notification
    - 4.3.1 Schéma de notification - niveau de notification « N0 » (pour mémoire)
    - 4.3.2 Schéma de notification - niveau de notification « N1, N2, N3 et NR »
    - 4.3.3 Schéma d'action des différents Comités et Cellules
  - 4.4 Transmission d'information ultérieure par l'exploitant
  - 4.5 Notification et transmission d'information de l'étranger
  - 4.6 Notification et transmission d'information à l'étranger
- 5 ZONES DE PLANIFICATION ET D'INTERVENTION
  - 5.1 Zones de planification
  - 5.2 Zones d'intervention
- 6 EVALUATION DE LA SITUATION AU NIVEAU RADIOLOGIQUE
  - 6.1 Introduction
  - 6.2 Evaluation initiale — reconstitution
  - 6.3 Mesures de radioactivité
  - 6.4 Evaluation de la potentialité de rejets plus importants — prévision
  - 6.5 Recommandation de mesures de protection
  - 6.6 Fin de la situation d'urgence
- 7 AVERTISSEMENT ET INFORMATION DE LA POPULATION DURANT L'ACCIDENT OU LA SITUATION D'URGENCE RADIOLOGIQUE
  - 7.1 Organisation générale
  - 7.2 Sirènes
  - 7.3 Radio et télévision
  - 7.4 Téléphone
  - 7.5 Véhicules à haut-parleurs
- 8 MESURES DE PROTECTION
  - 8.1 Protection du personnel d'intervention
  - 8.2 Mesures de protection directe de la population
    - 8.2.1 Contrôle de la circulation vers et en provenance de la zone sinistrée
    - 8.2.2 Mise à l'abri
    - 8.2.3 Prise de comprimés d'iode stable
    - 8.2.4 Evacuation
    - 8.2.5 Décontamination
    - 8.2.6 Recommandations à certains groupes de la population
  - 8.3 Actions médicales
    - 8.3.1 Philosophie de base
    - 8.3.2 Buts
    - 8.3.3 Directives de mise en œuvre
    - 8.3.4 Responsables de l'exécution
  - 8.4 Restrictions concernant la consommation d'aliments ou d'eau contaminés
    - 8.4.1 Objectifs
    - 8.4.2 Directives d'application
    - 8.4.3 Responsables de l'exécution
  - 8.5 Mesures préventives concernant la chaîne alimentaire
    - 8.5.1 Objectifs
    - 8.5.2 Principes de base d'application
    - 8.5.3 Interdiction de pâturage
    - 8.5.4 Evacuation du bétail
    - 8.5.5 Interdiction d'irrigation et d'utilisation d'eau potable pour les animaux
- 9 ASSISTANCE DE L'ETRANGER
- 10 FORMATION ET EXERCICES
  - 10.1 Formation initiale
  - 10.2 Information au corps médical et aux pharmaciens
  - 10.3 Recyclage
  - 10.4 Exercices
  - 10.5 Evaluation et leçons apprises
- 11 INFORMATION PREALABLE
  - 1. INTRODUCTION
    - 1.1 Généralités

Chaque activité industrielle comporte des risques que notre société tolère implicitement comme les conséquences d'un choix de vie conscient. Toutefois, elle exige que tout soit mis en oeuvre pour maîtriser ces risques. Aussi, les Autorités sont tenues de veiller à la prévention des accidents en imposant des règles de sécurité adéquates et en prenant des mesures radicales afin de limiter les conséquences nuisibles d'un accident qui se serait néanmoins produit, ce tout en informant la population de façon détaillée.

Malgré les mesures considérables de prévention d'accidents de grande ampleur, les autorités doivent être prêtes à prendre les mesures de protection requises, en cas d'accident nucléaire ayant des conséquences radiologiques, survenant notamment dans les installations nucléaires belges ou étrangères, ou encore lors du transport de matières radioactives.

Le présent plan d'urgence, qui vise principalement les installations nucléaires de classe I avec une potentialité de rejets nécessitant des mesures de protection, ne peut évidemment pas négliger les autres risques, quoique moins importants, notamment ceux découlant de l'utilisation de matières radioactives dans les centres hospitaliers, etc. Le cas échéant, les interventions des services de secours peuvent mener à une coordination des secours. Les situations d'urgence a priori limitées, comme décrites dans la rubrique 1.3.2., n'exigeant pas de coordination fédérale en première instance, sont prises en considération dans les plans provinciaux d'urgence et d'intervention, la coordination se situant au niveau des Gouverneurs des provinces concernées.

D'une manière générale, la population doit être informée non seulement de l'existence des risques nucléaires, chimiques et ceux liés à d'autres produits dangereux, mais elle doit aussi l'être des principales mesures d'urgence à suivre si la santé publique est menacée ou risque de l'être. Cette connaissance doit permettre de mieux gérer les risques que comporte une société en plein développement technologique, de mieux participer aux actions communes et, le cas échéant, de mieux adapter le comportement afin de pouvoir réagir adéquatement en cas d'urgence.

### 1.2 But du plan fédéral d'urgence

Le présent plan d'urgence se propose d'assurer la coordination des mesures de protection de la population et de l'environnement en cas de situation d'urgence radiologique menaçant directement ou indirectement le territoire belge

Ce document devra servir de guide pour les mesures de protection à prendre en cas de nécessité. Il établit les missions à accomplir, le cas échéant, par les différents services et organismes, chacun dans le cadre de leur compétence légale et réglementaire.

Il est à noter qu'en situation normale, le présent plan ne porte pas préjudice à l'accomplissement des missions légales et réglementaires des départements, services, organismes et institutions - y inclus les provinces et communes - concernés. En cas d'application cependant, il leur appartient de prendre les dispositions requises pour remplir les tâches confiées dans ce plan.

### 1.3 Champ d'application

Les dispositions du présent plan d'urgence s'appliquent au cas où la population belge est ou risque d'être menacée par une exposition radiologique anormale (urgence radiologique) via différentes voies d'exposition dues à :

- l'irradiation externe par la contamination de l'air et/ou des substances radioactives déposées (contamination du territoire belge);
- l'irradiation interne par l'inhalation d'air contaminé et/ou l'ingestion d'aliments ou d'eau contaminés.

#### 1.3.1 Il s'applique notamment dans les situations spécifiques suivantes :

- les situations accidentelles dans les principales installations nucléaires belges : les centrales nucléaires de Doel et de Tihange, le Centre d'Etude de l'Energie Nucléaire (CEN) à Mol, l'Institut des Radioéléments (IRE) à Fleurus, Belgoprocess et Belgonucléaire à Dessel;
- les situations accidentelles dans les centrales nucléaires étrangères notamment celles situées à proximité immédiate de la Belgique, à savoir les centrales nucléaires de Chooz, Gravelines et Cattenom (France), et la centrale nucléaire de Borssele (Pays-Bas);
- les situations d'urgence radiologique concernant des engins spatiaux ou des engins militaires ou survenant dans des installations militaires;
- les situations d'urgence radiologiques lors de transport de combustibles nucléaires ou de matières radioactives (en ce compris les déchets radioactifs);
- les situations d'urgence radiologiques suite à des actes terroristes.

1.3.2 Le présent plan ne s'applique pas en première instance dans les situations d'urgence radiologiques particulières suivantes, la coordination s'effectuant par les autorités provinciales :

- les situations d'urgence radiologiques dans toutes les autres installations nucléaires belges non citées ci avant, telles que le réacteur Thétis à Gand, le laboratoire Transuranien de l'Université de Liège (Sart-Tilman), FBFC Int'l. à Dessel et IRMM à Geel.

Ceci n'exclut pas que, en cas de besoin, les autorités provinciales puissent faire appel aux autorités fédérales pour assurer une coordination fédérale.

Le présent plan décrit l'organisation générale. Il est à compléter par :

- des plans spécifiques d'intervention aux différents niveaux soumis au Ministre de l'Intérieur ou au Gouverneur de province concerné;
- des procédures opérationnelles propres à chaque cellule.

## 2 RESPONSABILITES ET COMPETENCES

### 2.1 Autorités fédérales

#### 2.1.1 Intérieur

Sans préjudice des prérogatives du Premier Ministre, le Ministre de l'Intérieur coordonne toutes les mesures nécessaires à l'application du présent plan. Cette compétence relève de la loi du 31 décembre 1963 sur la Protection Civile, de l'arrêté royal du 23 juin 1971 organisant les missions de la Protection civile et la coordination des opérations lors d'événements calamiteux, de catastrophes et de sinistres, de l'arrêté royal du 20 juillet 2001 portant règlement général de la protection de la population, des travailleurs et de l'environnement contre le danger des rayonnements ionisants et de l'arrêté royal validant le présent plan.

Le Ministre de l'Intérieur peut mobiliser et engager tous les moyens civils et militaires afin de pouvoir contrôler ou limiter la situation d'urgence (loi du 31 décembre 1963 et arrêté royal du 3 mars 1934 relatif à l'emploi, à des travaux non militaires, du personnel et du matériel de l'armée).

Dans le cadre du présent plan d'urgence, le Ministre de l'Intérieur peut, en collaboration avec les exploitants, prendre des mesures pour lutter contre les effets de la situation d'urgence dans l'installation.

Le Ministre de l'Intérieur est habilité à mettre à exécution les dispositions des conventions bilatérales et internationales d'assistance et de notification en cas de catastrophes et d'accidents graves, passées entre la Belgique et d'autres pays et organisations.

L'information préalable, visée au chapitre INFORMATION PREALABLE de ce plan, est organisée par le Ministre de l'Intérieur, y compris l'information à donner sur la distribution préventive des comprimés d'iode stable. Le contenu de l'information est déterminé en concertation avec les Ministres concernés et avec l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire.

#### 2.1.2 Santé publique

Le Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions, organise et veille au bon fonctionnement des services de secours médical (loi du 7 juillet 1964).

Particulièrement en matière de radioprotection, il organise le contrôle de la contamination interne des personnes contaminées ainsi que leur suivi médical.

A cet effet, il organise ses services selon leur potentiel matériel, la disponibilité et la formation de leur personnel.

En outre, la Direction générale du service public fédéral Santé publique « Animaux, végétaux et alimentation », compétente pour tout ce qui concerne les aspects normatifs et réglementaires, est représentée au sein de différentes cellules et comités siégeant au CGCCR.

#### 2.1.3 Emploi et Travail

Le Ministre qui a la sécurité au travail, l'hygiène du travail et la médecine du travail dans ses attributions, exerce un contrôle sur la sécurité des installations « classiques » avoisinantes (sur le site visé ou non) et de ses travailleurs, pour lesquels la situation d'urgence peut présenter un danger.

Conformément à l'A.R. du 25/4/1997 et ses modifications, il exerce également un contrôle sur la santé de tous les travailleurs pour lesquels la situation d'urgence peut présenter un danger.

#### 2.1.4 Agriculture

En tenant compte des règlements Euratom 2218/89 du Conseil du 18 juillet 1989, 944/89 de la Commission du 12 avril 1989 et 770/90 de la Commission du 29 mars 1990, le Ministre qui a l'Agriculture dans ses attributions est chargé de proposer des mesures propres à l'agriculture, à l'horticulture et à la pêche en mer, conformément à la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits agricoles, horticoles et à la pêche en mer.

Il participe à la mise en oeuvre des dispositions pratiques dans le domaine de l'agriculture, mesures prises par le comité fédéral de coordination (voir Comité fédéral de coordination.).

#### 2.1.5 Affaires étrangères

Le Ministre des Affaires étrangères participe à la collecte d'informations disponibles à l'étranger sur les situations d'urgence radiologiques qui se sont produits en dehors de la Belgique et qui peuvent avoir une incidence soit sur le territoire belge, soit sur les ressortissants belges à l'étranger.

Dans de telles situations, il est tenu de réunir et diffuser les informations sur les intérêts et la situation à l'étranger.

#### 2.1.6 Finances

Dans le cadre de l'application des réglementations européennes en matière de commercialisation de denrées alimentaires et d'aliments pour bétail contaminés (voir Union européenne (UE)), le Ministre des Finances surveille les importations et les exportations par l'intermédiaire de l'Administration de la Douane et des Accises.

#### 2.1.7 Défense

Le Ministre de la Défense exerce des compétences générales en matière d'activités nucléaires dans les installations militaires. Il veille à la préparation et à l'exécution des mesures à prendre au sein de la force armée, en cas d'accident ou d'augmentation anormale du taux de radioactivité ambiante. Par contre, les mesures éventuelles de protection de la population et de l'environnement relèvent du présent plan (cf. A.R. du 5 décembre 1975).

Cela se concrétise par une convention entre les Ministres de la Défense et de l'Intérieur.

#### 2.1.8 Affaires économiques et Energie

Le Ministre des Affaires économiques et de l'Energie prend toutes les mesures nécessaires pour que, dans une situation d'urgence radiologique, l'approvisionnement en énergie soit assuré.

Il veille à ce que les activités économiques vitales de la Nation soient maintenues dans la mesure du possible (cf. A.R. du 27 juillet 1950 déterminant les besoins vitaux à satisfaire pour l'exécution de la loi du 19 août 1948).

Le Ministre des Affaires économiques surveille en particulier les activités des meuneries, par l'intermédiaire de la Direction générale « Contrôle et Médiation », dans le cadre du présent plan d'urgence.

#### 2.2 Régions

En fonction des circonstances et des compétences attribuées aux Régions, celles-ci sont invitées dans le comité fédéral de coordination.

#### 2.3 Gouverneurs de province

Le Gouverneur de province joue un rôle important dans la planification générale d'urgence. Dans le présent plan, notamment, son rôle coordinateur est défini :

— pour les niveaux d'alerte U1, U2 et U3, il assure la coordination des actions sur le terrain conformément au plan provincial d'urgence et d'intervention pour :

- les actions de lutte contre l'accident, le cas échéant, en concertation avec le comité fédéral de coordination;
- l'exécution des mesures de protection pour la population, selon les décisions prises par le comité fédéral de coordination.

La coordination se fait avec le bourgmestre de la commune où l'accident se produit et avec les bourgmestres de la zone d'intervention.

— lors du niveau d'alerte UR, il prend des mesures immédiates sous sa propre autorité, telles que prévues dans les rubriques Coordination provinciale opérationnelle de l'assistance, Niveau de notification « NR », Alerte et niveaux d'alerte et Schéma d'action des différents Comités et Cellules, dans l'attente de la mise en place des cellules et comités fédéraux et provinciaux.

Pour les situations reprises sous 1.3.2, le Gouverneur de province prend en charge la coordination sur base du plan provincial d'urgence et d'intervention. Ceci n'exclut pas que, en cas de besoin, le Gouverneur de province puisse faire appel à l'Emergency Director des autorités pour assurer une coordination fédérale.

La loi du 31 décembre 1963 sur la Protection Civile et l'A.R. du 23 juin 1971 organisant les missions de la protection civile et la coordination des opérations lors d'événements calamiteux, de catastrophes et de sinistres, sont à la base de la définition des compétences. Le présent plan est en outre établi par arrêté royal, en conformité avec l'article 72 de l'A.R. du 20 juillet 2001 portant règlement général de la protection de la population, des travailleurs et de l'environnement contre le danger des rayonnements ionisants.

Le plan provincial d'urgence et d'intervention contient également les informations nécessaires à l'analyse socio-économique. Ces informations sont établies en concertation avec les services fédéraux concernés, et ce, au travers de la cellule socio-économique (voir rubrique Cellule socio-économique).



#### 2.4 Autorités communales

La législation concernant la protection civile n'a pas voulu porter préjudice aux compétences communales en matière de sécurité publique et d'hygiène, relevant de l'article 135 rubrique 2 de la loi communale du 26 mai 1989.

Néanmoins, il est admis qu'un risque radiologique, et plus spécifiquement celui résultant d'un accident dans une installation nucléaire, dépasse les frontières communales et suppose une coordination directe au niveau provincial, voir national, en vertu de l'A.R. précité du 23 juin 1971, et ce dans le cadre d'un plan provincial d'urgence et d'intervention et du présent plan.

#### 2.5 Autres institutions

##### 2.5.1 Agence Fédérale de Contrôle Nucléaire (AFCN)

L'Agence assure une mission d'assistance technique et scientifique à l'élaboration des plans d'urgence que le Ministre de l'Intérieur arrête. Elle organise une cellule d'intervention pour les cas d'urgence et est chargée de constituer une documentation scientifique et technique dans le domaine de la sécurité nucléaire (cf. articles 22 et 23 de la loi du 15 avril 1994 relative à la protection de la population et de l'environnement contre les dangers résultant des rayonnements ionisants et relative à l'AFCN).

Dans le cadre du présent plan, elle doit entre autres :

- assurer la présidence de la cellule d'évaluation et de la cellule de mesure et fournir une assistance technique et scientifique à ces dernières;
- fournir des conseillers scientifiques à la cellule d'information;
- définir les niveaux d'intervention pour les situations d'urgence radiologique et les modalités d'utilisation de ceux-ci;
- être l'instance compétente vis-à-vis de l'AIEA et de la Commission européenne pour les situations d'urgence radiologique qui ont lieu sur le territoire belge.

##### 2.5.2 Agence Fédérale pour la Sécurité de la Chaîne Alimentaire (AFSCA)

L'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire (AFSCA), créée par la loi du 4 février 2000 et placée sous la responsabilité du Ministre ayant la Santé Publique dans ses attributions, est compétente pour :

- le contrôle, l'examen et l'expertise des produits alimentaires et de leurs matières premières à tous les stades de la chaîne alimentaire;
- le contrôle et l'expertise de la production, de la transformation, de la conservation, du transport, du commerce, de l'importation, de l'exportation et des sites de production, de transformation, d'emballage, de négoce, d'entreposage et de vente des produits alimentaires et de leurs matières premières.

##### 2.5.3 Institut Scientifique de Santé Publique (ISP)

L'Institut scientifique de Santé publique est une institution scientifique de l'Etat, placée sous la responsabilité du Ministre ayant la Santé publique dans ses attributions.

Dans le cadre du présent plan, l'ISP est chargé de missions techniques de mesures de radioactivité dans l'environnement.

##### 2.5.4 Institut Royal Météorologique (IRM)

L'IRM est chargé :

- du rassemblement des informations résultant des observations et de l'analyse des conditions atmosphériques existant au sol et dans les zones de pression standard dans l'atmosphère libre;
- des prévisions météorologiques et du calcul des trajets prévus de la masse d'air contaminé;
- de fournir les informations imposées par les instances internationales, au sein de la cellule d'évaluation (voir rubrique Cellule d'évaluation).

##### 2.5.5 Centre d'Etude de l'Energie Nucléaire (SCK-CEN)

Le Centre d'Etude de l'Energie nucléaire SCK-CEN, organisme d'utilité publique, exécute des recherches notamment en rapport avec les applications sûres de l'énergie nucléaire et de la radioprotection. Dans le cadre de ce plan d'urgence, il peut, à la demande du gouvernement, réaliser des missions d'expertise et d'avis, ainsi que des activités de surveillance et contrôle de nature technique.

De ces missions relèvent notamment les tâches suivantes, tant en situation de crise qu'en dehors :

- le support et la fourniture d'avis lors de l'établissement, l'application, l'apprentissage et l'adaptation des procédures et instructions pour la cellule d'évaluation et pour la cellule de mesure;
- l'exécution de mesures tant dans ses propres laboratoires que sur place (in situ); le support des équipes de mesure et leur coordination sur le terrain. Ces mesures peuvent comporter des mesures dans l'environnement, des analyses d'échantillons de la chaîne alimentaire ainsi que le contrôle de la contamination externe et interne de personnes;
- la formation du personnel engagé;
- des études d'évaluation par des modèles d'analyses;
- la décontamination d'un nombre limité de personnes;
- tout autre tâche d'avis ou de support selon les besoins des autorités dans le cadre de ce plan d'urgence;
- le support logistique associé aux domaines évoqués ci-dessus.

Les tâches ainsi confiées sont spécifiées dans une convention et ses addenda associés établis avec le Ministre de l'Intérieur.

##### 2.5.6 Institut National des Radioéléments (IRE)

L'Institut national des Radioéléments est une institution d'utilité publique disposant d'une infrastructure de surveillance de l'environnement. Dans le cadre du présent plan, le Gouvernement a la capacité de charger l'IRE de missions techniques.

Une convention cadre et ses addenda conclus avec le Ministre de l'Intérieur précisent les différentes contributions relevant de la compétence de l'Institut :

- mesures de la radioactivité dans les laboratoires de l'IRE;
- mesures sur le terrain de l'irradiation ambiante, de la contamination de l'air, des surfaces et de la chaîne alimentaire;
- mise à disposition d'équipes de surveillance;
- détermination de la contamination interne de personnes à l'institut même;
- contrôle physique au niveau de la surveillance et de la protection radiologiques;
- support à la cellule d'évaluation.

### 2.5.7 Organismes agréés

Dans le cadre des dispositions de l'article 74 de l'A.R. du 20 juillet 2001, les organismes suivants ont été agréés dans la classe I :

- Association Vinçotte Nucléaire (AVN);
- AIB-VINÇOTTE CONTROLATOM (AVC).

Dans ce contexte, ils effectuent des missions de contrôle des installations, en rapport, entre autres, avec la sécurité de l'installation et la planification d'urgence interne, conformément à l'article 23 de l'A.R. du 20.07.2001 portant règlement général de la protection de la population, des travailleurs et de l'environnement contre le danger des rayonnements ionisants. Leur savoir-faire est essentiel à la gestion de la crise, et c'est donc à ce titre que les organismes agréés concernés viennent renforcer la cellule d'évaluation (rassemblement et évaluation des informations relatives à l'établissement contrôlé, de l'état des installations, des conséquences immédiates et potentielles, etc.).

Ce renfort à la cellule d'évaluation est réglé par une convention conclue avec le Ministre de l'Intérieur.

### 2.5.8 Croix Rouge de Belgique

La Croix Rouge est chargée de l'organisation de l'assistance sanitaire à la population civile lors de catastrophes, et notamment de la création et la formation d'un cadre de secouristes compétents (A.R. du 20 avril 1967 relatif aux missions organisées par la Croix Rouge de Belgique en matière de secours sanitaire à la population civile - Intervention de l'Etat).

En vertu de la convention conclue entre la Croix Rouge de Belgique et le Département de la Santé Publique le 12 octobre 1970, en exécution de l'A.R. précité, la Croix Rouge a mis sur pied des groupes médicaux et organise des services « welfare », entre autres lors de l'évacuation de personnes.

Les interventions seront définies dans le plan provincial d'urgence et d'intervention concerné.

### 2.5.9 Autres expertises

En fonction des circonstances, il peut être fait appel à toute expertise jugée nécessaire eu égard à la situation. A titre d'illustration, des experts provenant d'universités, en vertu de leur savoir-faire et de leurs moyens d'actions spécifiques, ou de l'Organisme national des déchets radioactifs et des Matières fissiles enrichies (ONDRAF), dans l'optique de la gestion générale des déchets radioactifs, pourraient être appelés à participer à diverses activités lors de la mise en œuvre du présent plan d'urgence.

### 2.6 L'exploitant de l'installation nucléaire

L'exploitant titulaire de l'autorisation d'exploiter est et reste, en toutes circonstances, responsable de la conduite de l'installation et de la protection, notamment sur le plan radiologique, des personnes qu'il emploie. L'exploitation se fait en respectant la loi et les conditions prévues dans l'autorisation, sous le contrôle des autorités compétentes; en cette matière, elle est soumise, via le Service de Contrôle physique de l'installation, au contrôle permanent d'un organisme agréé de classe I. La responsabilité civile de l'exploitation est régie par la loi du 22 juillet 1985 relative à la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire.

En cas d'incident ou d'accident, que celui-ci entraîne ou non la mise en œuvre du plan d'urgence interne et/ou du présent plan, l'exploitant garde la responsabilité de la conduite des installations. Ayant été chargé de l'exploitation par le propriétaire de l'installation, il est tenu légalement d'y prendre, au nom de ce dernier, toutes les mesures de sauvegarde requises pour assurer la sécurité des personnes et des biens en dehors de l'installation accidentée. Il veille à circonscrire l'accident et à remettre dans les meilleurs délais l'installation en situation de sécurité.

L'exploitant informe les autorités compétentes, conformément aux dispositions prévues dans le présent plan, aux conditions fixées par la loi (e.a. articles 67 et 76 de l'A.R. du 20 juillet 2001) et par l'arrêté d'autorisation. En cas d'accident entraînant la mise en œuvre du présent plan, l'information est donnée conformément à ce plan. Cette information a priorité dans le temps sur celle précitée.

L'exploitant fournit à la cellule d'évaluation (niveaux de notification N1, N2, N3 et NR) et au gouverneur (niveau de notification NR) les renseignements sur l'état de son installation dont ceux-ci ont besoin pour accomplir leur mission. Ces renseignements sont définis dans d'autres chapitres de ce plan.

Il effectue une première évaluation des conséquences radiologiques autour de l'installation et aide aussi localement les autres intervenants, pour autant que cette aide puisse être conciliée avec l'exécution de sa propre mission.

La protection du personnel de l'exploitant au moment d'une situation d'urgence radiologique, englobe la protection des personnes présentes avec son autorisation sur le site d'exploitation. En matière radiologique, cette protection comprend la prise de mesures de regroupement, d'évacuation, de décontamination sur ou en dehors du site, de transfert vers des centres hospitaliers spécialisés, ainsi que les mesures à caractère médical que la situation nécessite ou que les médecins de l'installation requièrent.

L'ensemble des tâches à charge de l'exploitant est défini dans le plan d'urgence interne de l'installation.

### 2.7 Organisations internationales

#### 2.7.1 Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA)

En adoptant la loi du 5 juin 1998 portant assentiment aux Conventions de Vienne sur la notification rapide d'un accident nucléaire et sur l'assistance en cas d'accident nucléaire ou de situation d'urgence radiologique, la Belgique a mis en application ces conventions. Ces deux conventions ont été signées le 26 septembre 1986 et déposées à Vienne auprès de l'Agence internationale pour l'Energie atomique (AIEA).

L'AIEA est mise au courant de chaque incident pouvant avoir des conséquences pour d'autres pays, et ce conformément au format de notification à communiquer par le Ministre de l'Intérieur.

### 2.7.2 Union européenne (UE)

Le 14 décembre 1987, le Conseil de l'Union européenne a adopté une décision relative aux dispositions communautaires pour un échange rapide d'informations en cas de situation d'urgence radiologique (système « ECURIE », 87/600/EURATOM, Journal officiel n° L 371 du 30/12/1987 p. 0076 — 0078 : ). La Commission européenne est informée de toute situation d'urgence comportant des risques d'exposition aux radiations ionisantes pour laquelle les autorités décident de prendre des mesures de protection de la population, indépendamment de l'incidence sur d'autres pays.

Le Conseil de l'Union européenne a fixé des valeurs maximales admissibles pour la contamination radioactive dans le règlement (Euratom) n° 2218/89 du Conseil du 18 juillet 1989 modifiant le règlement (Euratom) n° 3954/87 fixant les niveaux maximaux admissibles de contamination radioactive pour les denrées alimentaires et les aliments pour bétail après un accident nucléaire ou dans toute autre situation d'urgence radiologique (Journal officiel N° L 211 du 22/07/1989 p. 0001 - 0003)

Il existe également un règlement fixant des valeurs maximales admissibles de contamination radioactive pour les aliments de moindre importance : règlement Euratom n° 944/89 de la Commission du 12 avril 1989 fixant les niveaux maximaux admissibles de contamination radioactive pour les denrées alimentaires de moindre importance après un accident nucléaire ou dans toute autre situation d'urgence radiologique (Journal officiel N° L 101 du 13/04/1989 p. 0017 B 0018) et aussi pour les aliments pour bétail : règlement Euratom n° 770/90 de la Commission, du 29 mars 1990, fixant les niveaux maximaux admissibles de contamination radioactive pour les aliments pour bétail après un accident nucléaire ou dans toute autre situation d'urgence radiologique (Journal officiel N° L 083 du 30/03/1990 p. 0078 — 0079).

Le Conseil de l'Union européenne a déterminé des conditions particulières d'exportation des denrées alimentaires et des aliments pour bétail après un accident nucléaire ou dans toute autre situation d'urgence radiologique : règlement CEE 2219/89 du 18 juillet 1989 (Journal officiel N° L 211 du 22/07/1989 p. 0004 — 0005).

La directive 96/29/Euratom du Conseil du 13 mai 1996 fixant les normes de base relatives à la radioprotection sanitaire de la population et des travailleurs contre les dangers résultant des rayonnements ionisants prévoit dans ses articles 49 à 53 des mesures d'intervention en cas de situation d'urgence radiologique. Ces dispositions ont été transposées dans les articles 72 et 72bis de l'A.R. du 20.07.2001.

La directive 89/618/Euratom du Conseil du 27 novembre 1989 concernant l'information de la population sur les mesures de protection sanitaire applicables et sur le comportement à adopter en cas d'urgence radiologique a également été transposée dans les articles 72.1, 72.2 et 72.3 de l'A.R. du 20.07.2001.

## 3 ORGANISATION GENERALE

### 3.1 Organisation générale des responsabilités

Il y a lieu de rappeler qu'en cas de situation d'urgence radiologique dans une installation nucléaire, l'exploitant est et reste le seul responsable de la conduite des opérations sur le site. Toutefois, l'Emergency Director des autorités peut, à tout moment, en concertation avec l'Emergency Director de l'exploitant, prendre des mesures dans le but de contrôler une situation d'urgence sur le site d'exploitation, si l'ordre public ou la sécurité de la population le nécessite.

En dehors du site, ce sont les autorités qui sont chargées de protéger la population.

#### 3.1.1 Emergency Director des autorités

La responsabilité d'Emergency Director des autorités incombe tout au long de la crise au Ministre de l'Intérieur ou à son délégué.

L'Emergency Director des autorités met en oeuvre le présent plan (voir néanmoins rubrique Alerte et niveaux d'alerte le déclenchement des dispositions pratiques du plan par le CGCCR en attendant la décision de l'Emergency Director des autorités), proclame les niveaux d'alerte, préside le comité fédéral de coordination et annonce la fin de l'état d'urgence. Il désigne en concertation avec le coordinateur de la communication le porte-parole du gouvernement.

#### 3.1.2 Emergency Director de l'exploitant

La direction des opérations sur le site d'exploitation en cas d'incident ou d'accident donnant lieu au déclenchement du plan d'urgence interne est de la responsabilité du chef d'entreprise.

L'Emergency Director de l'exploitant met en oeuvre le plan interne et détermine le niveau de notification.

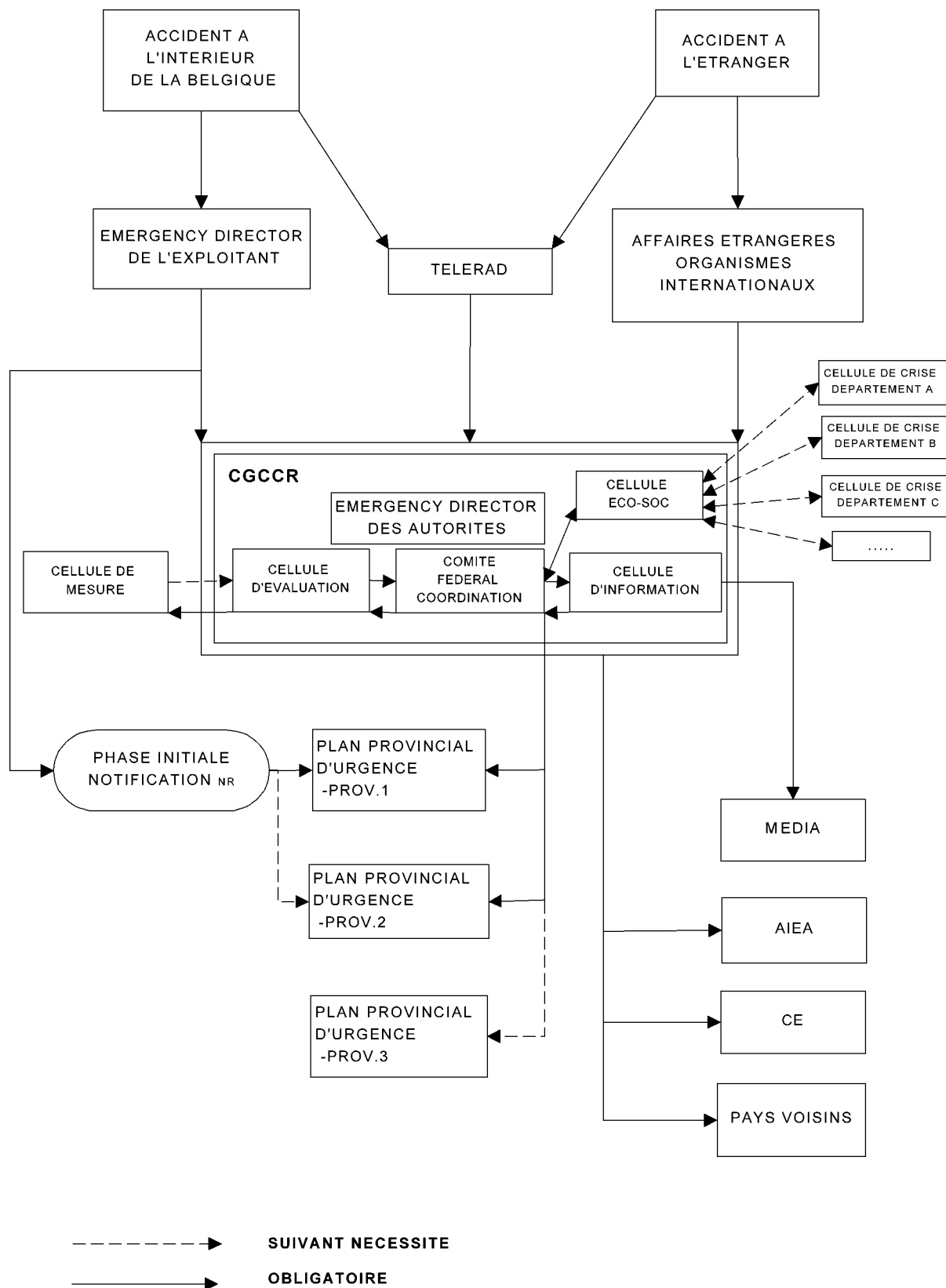
Pour les installations nucléaires directement concernées par le présent plan (centrales nucléaires de Doel et de Tihange, le SCK-CEN, l'IRE, Belgoprocess, Belgonucléaire) la fonction d'Emergency Director est exercée par un membre de la direction du site d'exploitation dûment mandaté.

#### 3.1.3 Répartition des responsabilités

Bien que l'Emergency Director des autorités ait la compétence générale de mettre en oeuvre le présent plan (voir néanmoins au par Alerte et niveaux d'alerte le déclenchement des dispositions pratiques du plan par le CGCCR en attendant la décision de l'Emergency Director des autorités) et de l'exécuter, pas à pas, suivant les directives du plan et du comité fédéral de coordination, l'Emergency Director de l'exploitant garde ses responsabilités sur le site d'exploitation. Il est responsable du plan d'urgence interne, de sa préparation et, le cas échéant, de sa mise en oeuvre et de la conduite de l'installation, tel que prévu au par Structure générale de l'organisation du plan d'urgence interne sur le site du présent plan.

Dans l'intérêt général, c'est toutefois la décision de l'Emergency Director des autorités qui a la priorité, le cas échéant.

3.2 Structure générale de l'organisation du plan d'urgence



### 3.2.1 Structure et organisation fédérale

#### 3.2.1.1 Le Centre Gouvernemental de Coordination et de Crise (CGCCR)

Le Centre Gouvernemental de Coordination et de Crise assure une permanence continue au profit du Gouvernement. Cela signifie que les collaborateurs suivent 24h/24 les événements qui, selon les informations obtenues, pourraient conduire à une situation de crise. Les autorités compétentes sont tenues au courant de la situation.

En cas de besoin, le CGCCR met une infrastructure de gestion de crise et un personnel expérimenté à la disposition des autorités amenées à gérer une crise. Cette infrastructure est régulièrement adaptée aux nouveautés technologiques.

Le CGCCR est chargé :

— de mettre en oeuvre, par ordre de l'Emergency Director des autorités, les dispositions pratiques du présent plan, suivant les instructions définies ci-après (voir néanmoins au par Alerte et niveaux d'alerte le déclenchement des dispositions pratiques du plan par le CGCCR en attendant la décision de l'Emergency Director des autorités);

— d'informer de la notification donnée les personnes et services responsables, désignés dans ce plan, d'après les niveaux d'alerte proposés;

— d'accueillir les différents comités et cellules en ses locaux;

— de diffuser les informations préparées par les différentes cellules;

— de prendre les dispositions logistiques, y compris pour les moyens de communication;

— de servir de point de contact national dans le cadre des conventions avec l'AIEA et la CE (voir rubrique Organisations internationales) ou de tout accord bilatéral ad hoc.

#### 3.2.1.2 Comité fédéral de coordination

##### 3.2.1.2.1 Missions

Le comité fédéral de coordination met au point la stratégie générale face à la crise, prend les décisions fondamentales et en assume la responsabilité politique.

Le comité fédéral de coordination s'appuie pour se faire notamment sur les avis des cellules d'évaluation et socio-économique.

Il s'assure également de la mise en oeuvre de la coordination opérationnelle (ou de sa poursuite), et ce, dans le cadre du plan provincial d'urgence et d'intervention.

##### 3.2.1.2.2 Composition

Le comité fédéral de coordination se compose de plusieurs Ministres ou Secrétaires d'Etat ou leurs délégués ayant une responsabilité directe en cas de situation d'urgence radiologique, notamment ceux qui ont dans leurs attributions l'Intérieur, la Santé publique et l'Environnement, l'Emploi et Travail, l'Agriculture, les Affaires étrangères, les Finances (Douanes), la Défense, les Affaires économiques et l'Energie. Le cas échéant, d'autres Ministres fédéraux ou régionaux ou Secrétaires d'Etat ou leurs délégués peuvent être invités à rejoindre le comité fédéral de coordination.

Le comité fédéral de coordination sera constitué par l'Emergency Director des autorités sur base du degré de gravité de la situation en cours.

Le Ministre de l'Intérieur est assisté par le(s) Gouverneur(s) de(s) province(s) concernée(s) ou leurs délégués.

##### 3.2.1.2.3 Présidence

La présidence est, d'emblée, occupée par le Ministre de l'Intérieur ou par son délégué, qui assume la fonction d'Emergency Director des autorités.

En fonction de la situation, le Ministre de l'Intérieur ou son délégué pourra déléguer au Ministre qui a la Santé Publique et l'Environnement dans ses attributions la responsabilité d'assurer la fonction d'Emergency Director des autorités.

Tout ceci ne porte pas préjudice à la prérogative du Premier Ministre de diriger lui-même l'action gouvernementale.

##### 3.2.1.2.4 Méthode de travail

La méthode de travail du comité fédéral de coordination est décrite dans des procédures internes.

##### 3.2.1.2.5 Interface avec les autres cellules et comités.

Le comité fédéral de coordination se fait informer en permanence par la cellule d'évaluation et la cellule socio-économique; en temps utile, il transmet à la cellule d'information les renseignements à fournir à la population via les médias. Un agent de liaison de la cellule d'information siège au comité fédéral de coordination

Le comité fédéral de coordination reste en outre en contact permanent avec le niveau opérationnel, le(s) Gouverneur(s) de province, via le CGCCR.

#### 3.2.1.3 Cellule d'évaluation

##### 3.2.1.3.1 Missions

La cellule d'évaluation est chargée d'évaluer la situation sur le plan radiologique et technique afin de conseiller le comité fédéral de coordination sur les mesures de protection pour la population et l'environnement. Elle est également chargée de déterminer la stratégie de mesures de radioactivité dans l'environnement.

Après délibération sur les conséquences potentielles et/ou réelles d'un incident et des mesures de protection possibles pour l'homme et son environnement, la cellule d'évaluation recommande des mesures de protection de la population au comité fédéral de coordination.

Elle fournit des renseignements sur demande du comité fédéral de coordination et peut être consultée par lui pour des problèmes radiologiques de tout ordre.

Elle prépare en concertation avec la cellule de mesure les informations à transmettre dans le cadre des obligations en matière d'alerte et d'échange d'informations aux organisations internationales (CE et AIEA).

Dans les conditions « post-emergency » (voir rubrique Fin de la situation d'urgence), c'est-à-dire quand l'état d'urgence a été officiellement levé, la cellule d'évaluation vérifiera si :

— une procédure prolongée de surveillance de l'environnement est justifiée;

— des modalités doivent être définies pour le retour à la vie normale de la population (retour de la population évacuée, distribution de denrées alimentaires, exploitation des terres,...).

Après la levée de l'état d'urgence, la cellule d'évaluation rédigera un rapport de ses activités (déroulement de la situation d'urgence, fonctionnement de la cellule de mesure, évaluation radiologique, ...).

### 3.2.1.3.2 Composition

La cellule d'évaluation se compose de représentants de services publics ayant des responsabilités en matière radiologique; il leur est adjoint des services ou organismes désignés servant d'experts.

Les services publics responsables sont :

- l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire (AFCN);
- le SPF Santé publique — Direction générale : animaux, végétaux et alimentation;
- le SPF Affaires étrangères en cas d'accident nucléaire à l'étranger;
- le département Défense;
- l'Institut royal météorologique (IRM).

Les experts sont des représentants :

- du Centre d'Etude de l'Energie Nucléaire (SCK-CEN);
- de l'Institut national des Radioéléments (IRE);
- de l'Organisme agréé de l'installation concernée;
- du représentant de l'installation concernée.

A tout moment, le Ministre responsable de la coordination des interventions publiques peut faire appel à d'autres experts pour participer aux travaux de la cellule d'évaluation.

### 3.2.1.3.3 Présidence

La présidence est assumée par un représentant de l'AFCN.

### 3.2.1.3.4 Méthode de travail

La méthode de travail de la cellule d'évaluation est décrite dans des procédures internes.

### 3.2.1.3.5 Interface avec les autres cellules et comités

Pour l'acquisition d'éléments d'évaluation radiologique, la cellule d'évaluation est principalement en relation avec :

- l'exploitant de l'installation concernée;
- la cellule de mesure;
- le comité fédéral de coordination, pour la recommandation de mesures de protection, ainsi que pour le feed-back des décisions prises et des mesures de protection exécutées;
- les institutions dont les membres de la cellule font partie (AFCN, SPF Santé publique, SCK-CEN, IRE, IRM, organisme agréé,...) pour l'exécution de sa mission d'évaluation.

Les contacts avec les cellules d'information et socio-économique s'opèrent par l'intermédiaire du comité fédéral de coordination et par un système de communication interne.

### 3.2.1.4 Cellule de Mesure

#### 3.2.1.4.1 Missions

La cellule de mesure est chargée de l'exécution de la stratégie de mesure proposée par la cellule d'évaluation (voir rubrique Missions). Pour ce faire, elle coordonne toutes les activités nécessaires pour l'obtention des données mesures, en fonction du stade de la crise (avant, pendant et après les rejets réels) et des différentes voies d'exposition. Dans la phase initiale de la crise, la cellule de mesure peut entamer des mesures de sa propre initiative dans l'attente des instructions de la cellule d'évaluation.

La cellule de mesure est chargée de l'organisation pratique de toutes les mesures et prises d'échantillons, ainsi que de la circulation rapide et efficace des données et résultats, des vérifications et validations nécessaires, et d'une présentation adéquate des résultats. Il s'agit des mesures qui peuvent être requises pour la protection de la population, soit directement en laboratoire, soit par l'intermédiaire de systèmes automatiques de mesure comme TELERAD ou via la mise en oeuvre de moyens matériels et humains (y compris les moyens hélicoptés) : détermination et délimitation des zones à risques; vérification du personnel des services de secours, du site affecté ou de la population; vérification de la chaîne alimentaire, y compris l'eau potable; vérification des produits agricoles; vérification des importations et des exportations; vérifications de la contamination et de la décontamination de personnes et biens tels que des véhicules; mesures permettant la reconstitution des doses, etc.

En outre la cellule de mesure est également chargée avec la cellule d'évaluation de la préparation de l'information devant être transmise aux organisations internationales, comme l'UE ou l'IAEA.

Après la levée de la situation d'urgence, la cellule de mesure est chargée de l'exécution ultérieure des programmes de contrôle jugés nécessaires. De plus, la cellule de mesure fournit les données nécessaires à la cellule d'évaluation pour le rapport dont il est question à la rubrique Missions (« post emergency »).

La cellule de mesure s'articule autour de deux niveaux opérationnels :

- au niveau fédéral (CGCCR), dirigé par son « Président »;
- au niveau local, dirigé par un « coordinateur local ».

#### 3.2.1.4.2 Composition

La cellule de mesure se compose d'institutions et organismes disposant des principaux moyens de mesures (TELERAD, moyens mobiles, laboratoires, ...) et de la compétence nécessaire, à savoir :

- l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire (AFCN);
- le Centre d'Etude de l'Energie nucléaire (SCK-CEN);
- l'Institut national des Radioéléments (IRE);
- l'Institut scientifique de Santé publique (ISP);
- la Protection civile;
- le département Défense;
- autres.

Les résultats des mesures de radioactivité effectuées par les exploitants à l'extérieur de leur site sont également mis à disposition de la cellule de mesure.

Enfin, il peut également être fait appel à des équipes internationales conformément à la Convention d'Assistance conclue avec l'AIEA (voir rubrique 2.7.1).

La Protection civile est chargée avec l'aide éventuelle des moyens propres des participants des communications entre le coordinateur local, les équipes de mesure et le CGCCR.

La direction et la coordination des tâches effectuées par les différents intervenants sont assurées par l'AFCN. Elle gère également les données et assure l'archivage des informations ainsi recueillies.

La fonction de coordinateur local des équipes de mesure est assumée par le SCK-CEN ou l'IRE.

### 3.2.1.4.3 Présidence

La présidence est assumée par le représentant de l'AFCN qui assure également l'interface avec la cellule d'évaluation ceci afin de garantir une collaboration étroite entre ces deux cellules.

#### 3.2.1.4.4 Méthode de travail

La méthode de fonctionnement de la cellule de mesure est décrite dans ses procédures internes en concertation avec la cellule d'évaluation.

Ces procédures décrivent notamment les tâches et le fonctionnement de la cellule de mesure en fonction de la situation :

- en cas de crise : avant, pendant et après les rejets;
- dans la phase de surveillance après la crise; dont la synthèse et l'archivage des résultats de mesure;
- en-dehors des situations d'urgence : le fonctionnement pour assurer le maintien opérationnel de la cellule et de ses moyens de mesure, notamment par l'intermédiaire d'exercices et par la formation;
- le fonctionnement de la cellule de mesure au sein du CGCCR;
- le déploiement des mesures sur le terrain, y compris les modalités pratiques associées;
- l'organisation de la prise et du transport d'échantillons vers les laboratoires, y compris les modalités pratiques associées.

#### 3.2.1.4.5 Interface avec les autres comités et cellules

La cellule de mesure est en relation avec la cellule d'évaluation, avec le coordinateur local, avec les laboratoires et avec tous les endroits où du personnel de la cellule de mesure est déployé.

### 3.2.1.5 Cellule socio-économique

#### 3.2.1.5.1 Mission

La cellule socio-économique est chargée de :

- aviser le comité fédéral de coordination des retombées socio-économiques des décisions prises ou à prendre;
- assurer le traitement de ces conséquences en fonction des décisions prises;
- informer le comité fédéral de coordination du suivi des décisions dans les secteurs concernés (au niveau de la préparation et de l'exécution des mesures);
- assurer le retour à une situation socio-économique normale après l'accident (gestion de la phase post-accidentelle).

#### 3.2.1.5.2 Composition

La cellule socio-économique est composée de représentants des départements responsables du bon fonctionnement de la vie socio-économique du pays (approvisionnements divers, soins de santé, communications, télécommunications,...).

Ces représentants assurent la liaison entre le comité fédéral de coordination et les cellules de crise des départements concernés.

Si la situation l'exige, les directeurs des cellules de crise départementales se réunissent ponctuellement au CGCCR.

Le cas échéant, la cellule peut faire appel à des experts.

#### 3.2.1.5.3 Présidence

L'Emergency Director des autorités désigne le président de la cellule en fonction des circonstances de l'accident.

#### 3.2.1.5.4 Méthode de travail

Dans le cadre de la diffusion de l'alerte — et sur décision de l'Emergency Director des autorités - le CGCCR informe les cellules de crise des départements concernés afin que celles-ci puissent s'organiser et assurer la présence de leurs représentants départementaux au CGCCR.

L'Emergency Director des autorités juge de l'opportunité de réunir la cellule socio-économique ou non. Si la cellule n'est pas réunie, la problématique socio-économique est traitée par les canaux habituels de communication entre le CGCCR et les cellules de crise départementales.

La coordination de l'action des différents départements concernés - est assurée par les représentants des départements réunis au CGCCR.

Ceux-ci travaillent en étroite liaison avec les cellules de crise de leurs départements.

Ces dernières collaborent avec les autorités fédérales et régionales et avec les fédérations des secteurs concernés.

#### 3.2.1.5.5 Interface avec les autres cellules

La cellule socio-économique est une cellule d'appui au comité fédéral de coordination.

Elle travaille aussi en étroite collaboration avec la cellule d'information afin d'informer les départements concernés. Les deux cellules organisent notamment l'information uniforme des secteurs concernés (publics cibles).

Les contacts avec les Gouverneurs de province s'organisent à travers le Comité fédéral de Coordination.

### 3.2.1.6 Cellule d'information

#### 3.2.1.6.1 Missions

La cellule d'information propose un porte-parole à l'Emergency Director des autorités et organise la coordination de l'action des porte-parole des différentes autorités.

Dès que le présent plan est déclenché, la cellule d'information veille à ce que :

- la population soit informée des mesures de protection à prendre via les chaînes nationales (radio et TV); le contenu de l'information fournie à la population est déterminé en concertation avec l'AFCN;
- les médias soient informés de façon univoque et à des intervalles réguliers de l'état d'urgence et de son évolution;
- un système adéquat d'information soit organisé afin de pouvoir répondre aux questions de la population;
- un monitoring approprié de la population et des médias soit organisé afin de pouvoir évaluer en temps réel les réactions de la population et des médias;
- les pays voisins, avec lesquels des conventions bilatérales d'assistance réciproque en cas d'accidents nucléaires ont été conclues, reçoivent les informations nécessaires;
- un certain nombre de groupes cible spécifiques soit informé directement. D'autres groupes cibles reçoivent l'information nécessaire par le biais des autorités compétentes;
- l'information des autorités concernées à partir du déclenchement du présent plan ainsi que la communication aux autorités compétentes du statut d'alerte décrété par l'Emergency Director des autorités conformément au présent plan.

Si une information des média s'avère nécessaire lorsque le présent plan n'est pas déclenché, une concertation est organisée entre l'Emergency Director des autorités, l'AFCN, la Sécurité Civile et le CGCCR.

### 3.2.1.6.2 Composition

La cellule d'information se compose :

- du coordinateur de la communication membre du CGCCR;
- de conseillers scientifiques de l'AFCN;
- de membres d'autres départements en fonction de la situation.

La cellule d'information est en outre assistée de collaborateurs désignés par les départements fédéraux et/ou des organismes privés.

### 3.2.1.6.3 Présidence

La présidence est assurée par une personne mandatée par l'Emergency Director des autorités.

### 3.2.1.6.4 Méthode de travail

La méthode de fonctionnement de la cellule d'information est décrite dans ses procédures de travail comprenant notamment :

- la méthode de travail de la cellule;
- la formation des membres;
- les moyens disponibles;
- la manière de diffuser l'information.

### 3.2.1.6.5 Interface avec les autres comités et cellules

Une personne de liaison participe aux délibérations du comité fédéral de coordination.

Le cas échéant un représentant de la cellule d'information participe aux délibérations de la cellule d'évaluation.

La cellule d'information est en contact avec la cellule de communication de l'exploitant de l'installation nucléaire accidentée (voir par. Information des médias par l'exploitant ci-dessous) et avec les Gouverneurs de province concernés, afin de délibérer avec leurs cellules d'information respectives des renseignements à diffuser ainsi que des communications qui sont ou seront faites par les autorités (et vice versa).

### 3.2.1.6.6 Information des médias par l'exploitant

L'information délivrée par l'exploitant aux médias et/ou à la population se limite aux informations relatives à la situation sur le site d'exploitation et son évolution.

Si les circonstances l'exigent, une cellule d'information peut être constituée sur le site pour accueillir la presse qui s'y présenterait, notamment la télévision.

Les responsables de l'exploitant chargés de l'information seront en contact régulier avec la cellule d'information des autorités siégeant au CGCCR.

### 3.2.1.6.7 Echelle internationale d'évaluation de la gravité d'un accident

L'AIEA a élaboré une échelle internationale ayant pour but de faciliter la perception de l'importance des incidents ou accidents survenant dans les installations nucléaires selon leur importance au niveau de la sûreté. Pour mémoire, 7 niveaux ont ainsi été fixés. L'objectif principal de cette échelle est d'informer la population rapidement et en termes clairs des conséquences sur la sûreté d'incidents dans les installations nucléaires.

L'échelle INES ne peut en aucun cas être utilisée comme outil de gestion de réponse à une situation de crise nucléaire.

Le classement d'un événement sur l'échelle INES s'effectue selon un protocole établi entre les exploitants, les autorités et l'organisme agréé.

Tout niveau sur l'échelle INES est établi sur base des éléments disponibles au moment du classement. En fonction de l'évolution de la situation ou d'éléments supplémentaires, une adaptation du niveau sur l'échelle INES peut s'avérer nécessaire.

En situation de crise, la concertation entre l'exploitant, les autorités et l'organisme agréé sur la détermination du niveau sur l'échelle INES s'effectue au sein de la cellule d'évaluation sans toutefois mettre en péril les missions de la cellule d'évaluation telles que définies dans le présent plan.

### 3.2.2 Coordination provinciale opérationnelle de l'assistance

A partir du niveau d'alerte U2, les Gouverneurs de province convoquent le comité de coordination provincial. Le Gouverneur de province coordonne les interventions conformément au plan provincial d'urgence et d'intervention.

Aux niveaux d'alerte U2 et U3, l'échelon provincial assure la mise en oeuvre des mesures de protection décidées en comité fédéral de coordination ainsi que l'information du public à propos des mesures prises par le Gouverneur.

Au niveau d'alerte UR, le Gouverneur prend sans délai et de sa propre autorité, les mesures de protection prévues dans ce cas (avertissement, mise à l'abri et mise à l'écoute), suivant les dispositions du plan provincial d'urgence et l'intervention, et ce en attendant les décisions du comité fédéral de coordination qui se réunit au CGCCR.

Le Gouverneur de province fait toujours appel au bourgmestre de la commune sinistrée et aux bourgmestres des communes faisant partie de la zone d'intervention.

### 3.2.3 Structure générale de l'organisation du plan d'urgence interne sur le site

Lors d'une situation qui conduit au déclenchement du plan d'urgence interne et/ou du présent plan, l'exploitant met en place sur le site d'exploitation un dispositif permettant de :

- disposer des informations nécessaires pour juger de la gravité de la situation, la contrôler et remettre l'installation en situation de sécurité;
- gérer et coordonner son personnel d'intervention ainsi que les organismes auxquels il fait appel et qui ont un rôle à jouer dans un tel cas;
- connaître rapidement les risques radiologiques réels ou potentiels;
- informer le personnel présent sur le site d'exploitation, les autorités et éventuellement les médias;
- prendre les mesures nécessaires de protection du personnel et de visiteurs éventuels;
- évaluer les conséquences radiologiques externes réelles et potentielles de l'accident;
- informer régulièrement les autorités sur l'évolution de l'accident et ses conséquences sur l'environnement;
- conseiller, le cas échéant, les autorités responsables vis-à-vis des mesures de protection de la population.



Ce dispositif qui est décrit en détail dans un document « Plan d'urgence interne » de chaque exploitant, permet la séparation des fonctions et des responsabilités. Il indique les tâches des différents responsables et de(s) équipe(s) d'intervention. Les modalités de regroupement du personnel non directement impliqué sont également décrites. Les responsables, leurs tâches, les aides internes et externes sur lesquelles ils peuvent compter y sont clairement précisés. Le Plan d'Urgence Interne reprend également les critères détaillés associés à chaque niveau de notification ainsi que les formulaires utilisés par l'exploitant pour la transmission aux autorités de la notification et des informations ultérieures (voir rubriques Critères de notification, Schémas de notification et Transmission d'information ultérieure par l'exploitant).

Il prévoit essentiellement deux grands types de situations :

- les situations ayant des conséquences limitées au site d'exploitation;
- les situations ayant ou pouvant avoir un impact radiologique à l'extérieur du site d'exploitation.

La structure générale de l'organisation mise en place en cas d'incident ou d'accident est une structure évolutive en fonction de l'ampleur de l'événement.

Elle est suffisamment souple pour s'adapter, suivant le type de situation, aux besoins réels (mise en place de cellules complémentaires telles que support technique interne, support technique externe, traitement des effluents et des déchets, information des médias...).

### 3.3 Cas particuliers

#### 3.3.1 Organisation en cas de situation d'urgence à l'étranger

Dans le cas d'une situation d'urgence suite à une situation accidentelle dans l'une des centrales nucléaires situées à proximité de la Belgique (centrales de Chooz, Gravelines, Cattenom et Borssele), la mise en œuvre du présent plan s'effectuera selon des modalités similaires à celles appliquées pour une situation accidentelle dans une installation nucléaire belge. Seules l'avertissement (notification et alerte) et l'échange d'informations font l'objet de dispositions spécifiques, qui sont reprises dans les procédures internes des cellules et comités fédéraux et provinciaux.

Dans les autres cas, dès que le CGCCR est informé d'un accident ou d'une situation d'urgence radiologique à l'étranger, avec une incidence réelle ou potentielle sur le territoire belge, et ce via :

- le SPF Affaires étrangères;
- les organismes internationaux AIEA et/ou CE;
- l'AFCN (réseau de mesure automatique TELERAD, ...);
- toute autre information de source sûre (accords bilatéraux d'alerte et d'échange d'information, ...);

il en avertit la présidence de la cellule d'évaluation et l'Emergency Director des autorités.

La présidence de la cellule d'évaluation propose le cas échéant à l'Emergency Director des autorités un niveau d'alerte, sur base des informations reçues ou à obtenir via les canaux appropriés ou via ses propres sources d'information. Dès lors, la procédure de notification et d'intervention se déroule conformément aux dispositions du présent plan (voir rubrique Schémas de notification).

Le service public fédéral Affaires étrangères recueille les informations sur les risques auxquels pourraient être exposés les Belges à l'étranger, notamment dans les régions sinistrées.

Si l'ampleur du sinistre et le nombre de compatriotes en danger le nécessitent, la procédure d'ouverture du centre de crise des Affaires étrangères sera mise en œuvre.

#### 3.3.2 Organisation en cas de chute d'un engin spatial contenant des sources radioactives

Le CGCCR analyse la situation avec l'aide des informations reçues de l'Agence spatiale européenne (ESA) et de l'Institut belge d'Aéronomie spatiale. Grâce à ces informations, le CGCCR suit la trajectoire du satellite et informe la présidence de la cellule d'évaluation et l'Emergency Director des autorités.

La Présidence de la cellule d'évaluation propose le cas échéant à l'Emergency Director des autorités un niveau d'alerte, sur base des informations reçues ou à obtenir via les canaux appropriés ou via ses propres sources d'information. Dès lors, la procédure de notification et d'intervention se déroule conformément aux dispositions du présent plan (voir rubrique Schémas de notification).

#### 3.3.3 Organisation en cas d'accident de transport sur le territoire belge

Dès que le CGCCR et/ou l'AFCN est informé d'un accident de transport sur le territoire belge, la présidence de la cellule d'évaluation en est avertie.

La source d'information initiale peut provenir :

- du chauffeur;
- du préposé au transport;
- du service 100;
- des services de police;
- de toute autre information de source sûre (service de contrôle physique du transporteur, ...).

En tout état de cause, le CGCCR en est informé.

La présidence de la cellule d'évaluation propose le cas échéant à l'Emergency Director des autorités un niveau d'alerte, sur base des informations reçues ou à obtenir via les canaux appropriés ou via ses propres sources d'information. Dès lors, la procédure de notification et d'intervention se déroule conformément aux dispositions du présent plan (voir rubrique Schémas de notification).

Un scénario d'intervention approprié est ensuite mis en œuvre en fonction de la situation, soit au niveau des autorités locales (bourgmestre, gouverneurs), soit au niveau fédéral.

#### 3.3.4 Intervention en cas de situations d'urgence impliquant des engins ou installations militaires

Conformément à l'A.R. du 11 mai 1971, portant règlement général militaire de la protection contre le danger des radiations ionisantes, lors d'une situation accidentelle grave, le commandant de l'établissement militaire ou l'autorité militaire responsable d'un transport met en place sur le site un dispositif permettant de :

- disposer des informations nécessaires pour juger de la gravité de l'accident;
- gérer et coordonner l'action des services militaires d'intervention;
- informer les autorités militaires et les autorités civiles des risques radiologiques réels ou potentiels si ceux-ci pouvaient s'étendre hors du domaine militaire ou menacer la population. Les autorités militaires préviendront spécialement les autorités civiles des risques spécifiques aux engins (nucléaires) militaires quant aux dangers d'explosion de certains composants ou de contamination;
- prendre les mesures immédiates nécessaires de protection du personnel et/ou de la population.

Des plans d'urgence internes par sites sont élaborés par les autorités militaires et les éléments significatifs en vue de la protection de la population civile seront communiqués au Ministre de l'Intérieur.

### 3.3.5 Organisation en cas d'urgence radiologique suite à des actes terroristes.

Dès que le CGCCR est informé d'une situation d'urgence radiologique sur ou menaçant le territoire belge provoquée par un acte terroriste, et ce via toute source sûre d'information, il en avertit les services de secours, de police et de renseignement, la présidence de la cellule d'évaluation et l'Emergency Director des autorités.

La présidence de la cellule d'évaluation propose à l'Emergency Director des autorités un niveau d'alerte, sur base des informations reçues ou à obtenir via les canaux appropriés ou via ses propres sources d'information. Les dispositions particulières sont alors mises en oeuvre en fonction de la situation d'urgence.

Les dispositions spécifiques à une telle situation seront décrites dans une procédure particulière.

### 3.3.6 Autres situations d'urgence radiologique

Dès que le CGCCR est informé d'une situation réelle ou potentielle d'urgence radiologique sur ou menaçant le territoire belge, et ce via toute source sûre d'information, il en avertit la présidence de la cellule d'évaluation et l'Emergency Director des autorités.

La présidence de la cellule d'évaluation propose le cas échéant à l'Emergency Director des autorités un niveau d'alerte, sur base des informations reçues ou à obtenir via les canaux appropriés ou via ses propres sources d'information. Dès lors, les dispositions du présent plan seront mises en oeuvre afin de gérer au mieux la situation d'urgence (voir rubrique Schémas de notification).

## 4 NOTIFICATION ET ALERTE

### 4.1 Devoir de notification de l'exploitant

#### 4.1.1 Niveaux de notification

En fonction de la gravité de l'événement anormal ou de l'accident dans une installation nucléaire, quatre niveaux de notification sont prévus dans le cadre du plan d'urgence : ces niveaux de notification par l'exploitant sont appelés N1, N2, N3 et NR et peuvent être couplés aux niveaux d'alerte dont question au par Alerte et niveaux d'alerte.

En plus de ces quatre niveaux, un niveau « N0 » a été prévu pour l'information des autorités en cas d'anomalie d'exploitation. A ce niveau, le plan d'urgence n'est pas mis en action, sauf décision contraire de l'Emergency Director des autorités.

##### 4.1.1.1 Niveau de notification « N0 »

Il s'agit ici d'événements anormaux qui doivent être notifiés à court terme aux autorités conformément à l'autorisation d'exploiter, pour lesquels on ne s'attend pas à des rejets d'effluents radioactifs qui seraient susceptibles de requérir des actions à l'extérieur du site d'exploitation et/ou des actions collectives pour le personnel. L'exploitant remet une notification au CGCCR. Le plan d'urgence n'est pas d'application, sauf décision contraire de l'Emergency Director des autorités.

##### 4.1.1.2 Niveau de notification « N1 »

Il s'agit ici d'un événement qui implique une dégradation réelle ou potentielle du niveau de sécurité de l'installation et qui pourrait dégénérer vers des conséquences radiologiques importantes pour l'environnement du site d'exploitation.

Les rejets radioactifs restent encore limités et il n'y a donc pas de danger à l'extérieur du site d'exploitation (pas d'action de protection ni pour la population ni pour la chaîne alimentaire ou l'eau potable). Des actions de protection éventuelles pour le personnel et les visiteurs à l'intérieur du site d'exploitation peuvent s'avérer nécessaires.

##### 4.1.1.3 Niveau de notification « N2 »

Il s'agit ici d'un événement où surviennent des défaillances importantes (réelles ou potentielles) de fonctions nécessaires à la sécurité de la population et des travailleurs.

Sur base de l'information et de l'évaluation, des actions de protection de la population ne s'avèrent pas immédiatement nécessaires à l'extérieur du site d'exploitation. Des actions éventuelles pour la chaîne alimentaire peuvent être prises.

##### 4.1.1.4 Niveau de notification « N3 »

Il s'agit ici d'un événement où des défaillances substantielles de l'installation surviennent ou risquent de survenir, pour lesquelles on peut raisonnablement s'attendre à des rejets atmosphériques de matières radioactives qui requièrent des mesures de protection pour la population à l'extérieur du site d'exploitation.

##### 4.1.1.5 Niveau de notification « NR »

Il s'agit ici d'un événement qui implique des rejets radioactifs à court terme (cinétique rapide) susceptibles d'entraîner une exposition supérieure à un niveau guide d'intervention dans un délai inférieur à 4 heures.

En conséquence, des actions de protection immédiates - sans autre évaluation - pour la population à l'extérieur du site d'exploitation seront initiées par le Gouverneur de province dans l'attente de la mise en place des cellules et comités fédéraux et provinciaux. Les mesures de protection immédiates seront dans cette optique limitées à l'avertissement, la mise à l'abri et la mise à l'écoute dans un périmètre réflexe pré défini.

##### 4.1.1.6 Critères de notification

Pour chaque niveau de notification N1, N2 et N3, les critères sont scindés en :

— critères relatifs aux rejets atmosphériques;

— critères relatifs à la situation de l'installation qui sont susceptibles d'occasionner un rejet correspondant aux critères mentionnés ci-dessus.

Etant donné que les événements dépendent du type d'installation affectée, des exemples de circonstances sont établis pour les différentes installations nucléaires en Belgique.

Les critères détaillés associés à ces exemples sont établis en concertation avec la cellule d'évaluation. Ils sont consignés dans un document opérationnel de cette cellule et dans le Plan d'Urgence Interne des exploitants concernés.

Dans le cas spécifique du niveau NR, les critères et périmètres associés aux différentes installations seront élaborés en concertation avec les exploitants de chacune des installations nucléaires concernées et avec les autorités et organismes spécialisés. Ils seront intégrés dans le document opérationnel de la cellule d'évaluation mentionné ci-dessus.

Dans l'intervalle, le périmètre réflexe à appliquer par le Gouverneur de la province est la zone de planification d'urgence associée à la mise à l'abri (voir par Zones de planification).

Dans les autres cas (NR décrétés pour une situation en-dehors des installations nucléaires concernées), le périmètre réflexe appliqué sera de 3 km.

#### 4.1.2 Modalités de notification

La notification initiale se fait dans les meilleurs délais aux différents organismes mentionnés dans le schéma de notification de la rubrique Schéma de notification - niveau de notification « N1, N2, N3 et NR », et conformément à ce schéma. Elle fait mention d'un niveau de notification qui constitue, pour les autorités, une proposition de niveau d'alerte.

Une confirmation écrite de cette notification et de ces niveaux se fait par transmission par l'exploitant d'un formulaire établi suivant les formats définis dans son Plan d'Urgence Interne :

- au CGCCR pour les niveaux N1, N2, N3 et NR;
- au Gouverneur de province pour le niveau NR.

#### 4.1.3 TELERAD

Sans préjudice du devoir de notification de l'exploitant, les autorités disposent via TELERAD d'un système indépendant de détection permettant le cas échéant de mettre en oeuvre le présent plan d'urgence.

#### 4.2 Alerte et niveaux d'alerte

Dans le cadre de l'application du plan d'urgence, on distingue 4 niveaux d'alerte correspondant aux niveaux de notification stipulés sous la rubrique Niveaux de notification. Le niveau d'alerte suppose une des actions suivantes des autorités :

##### Niveau d'alerte « U1 »

Préalerte : suppose un « stand by » des personnes et services concernés par le présent plan d'urgence, permettant de gagner du temps au cas où la situation dégénérerait. Toutefois, la cellule d'information se réunit au CGCCR. La cellule d'évaluation se réunit également au CGCCR, sauf décision contraire de sa présidence. De son côté, la cellule de mesure se met en stand-by et les équipes de mesure rejoignent un point rassemblement prédéterminé dans les procédures internes de cette cellule.

##### Niveau d'alerte « U2 »

Alerte : ce seuil implique que les personnes concernées (voir rubrique Structure générale de l'organisation du plan d'urgence) se réunissent aux centres de coordination, mais n'implique en principe pas d'action directe de protection de la population. Le cas échéant, des actions de protection de la chaîne alimentaire et de l'eau potable peuvent néanmoins s'imposer, de même que des actions d'information de la population.

##### Niveau d'alerte « U3 »

Alerte : ce seuil implique que toutes les personnes concernées se réunissent dans les centres de coordination et que des actions de protection de la population peuvent être prises, après évaluation de la situation par la cellule d'évaluation et décision du comité fédéral de coordination, accompagnées ou non d'actions sur la chaîne alimentaire ou l'approvisionnement en eau potable.

##### Niveau d'alerte « UR »

Alerte : ce seuil déclenche des actions réflexes immédiates de protection de la population, limitées à l'avertissement, la mise à l'abri et la mise à l'écoute dans un périmètre réflexe pré-établi. Ces actions réflexes immédiates sont déclenchées par le Gouverneur de province, sans attendre l'évaluation de la cellule d'évaluation ni les décisions du comité fédéral de coordination. Dès que les cellules et comités fédéraux seront en place et opérationnelles, le niveau d'alerte UR sera converti dans un niveau d'alerte approprié par l'Emergency Director des autorités.

Les niveaux de notification N1, N2 et N3 seront transformés en niveau d'alerte par l'Emergency Director des autorités. Le niveau d'alerte sera éventuellement rectifié plus tard sur l'avis de la cellule d'évaluation.

A titre conservatoire, le niveau de notification, qui est une proposition de niveau d'alerte, sera considéré comme tel en attendant la décision de l'Emergency Director des autorités. En effet, cela permettra au CGCCR de mettre immédiatement en oeuvre les dispositions pratiques du plan d'urgence.

Le niveau de notification NR est automatiquement transformé en niveau d'alerte UR sans intervention de l'Emergency Director des autorités.

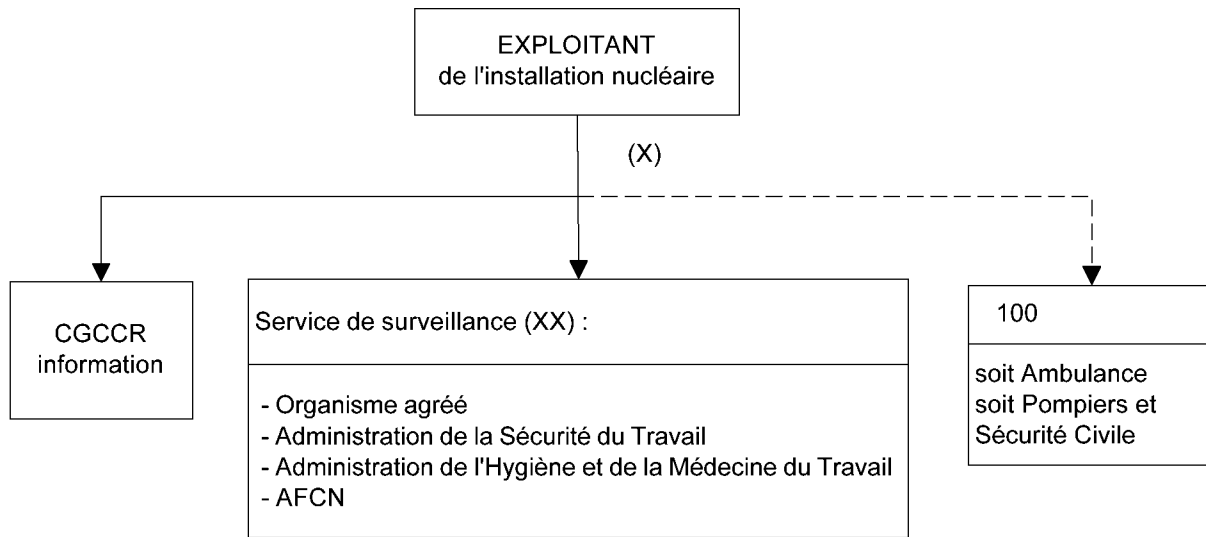
#### 4.3 Schémas de notification

L'exploitant d'une installation nucléaire se charge au moins des notifications reprises dans les schémas ci-après. Il le fait oralement, avec une confirmation écrite pour laquelle il utilise l'avis de notification suivant les formats définis dans son Plan d'Urgence Interne.

Le CGCCR utilise ces schémas de notification pour déterminer, dans son plan d'alerte interne, l'ordre des notifications et des actions à entreprendre.

##### 4.3.1 Schéma de notification - niveau de notification « N0 »

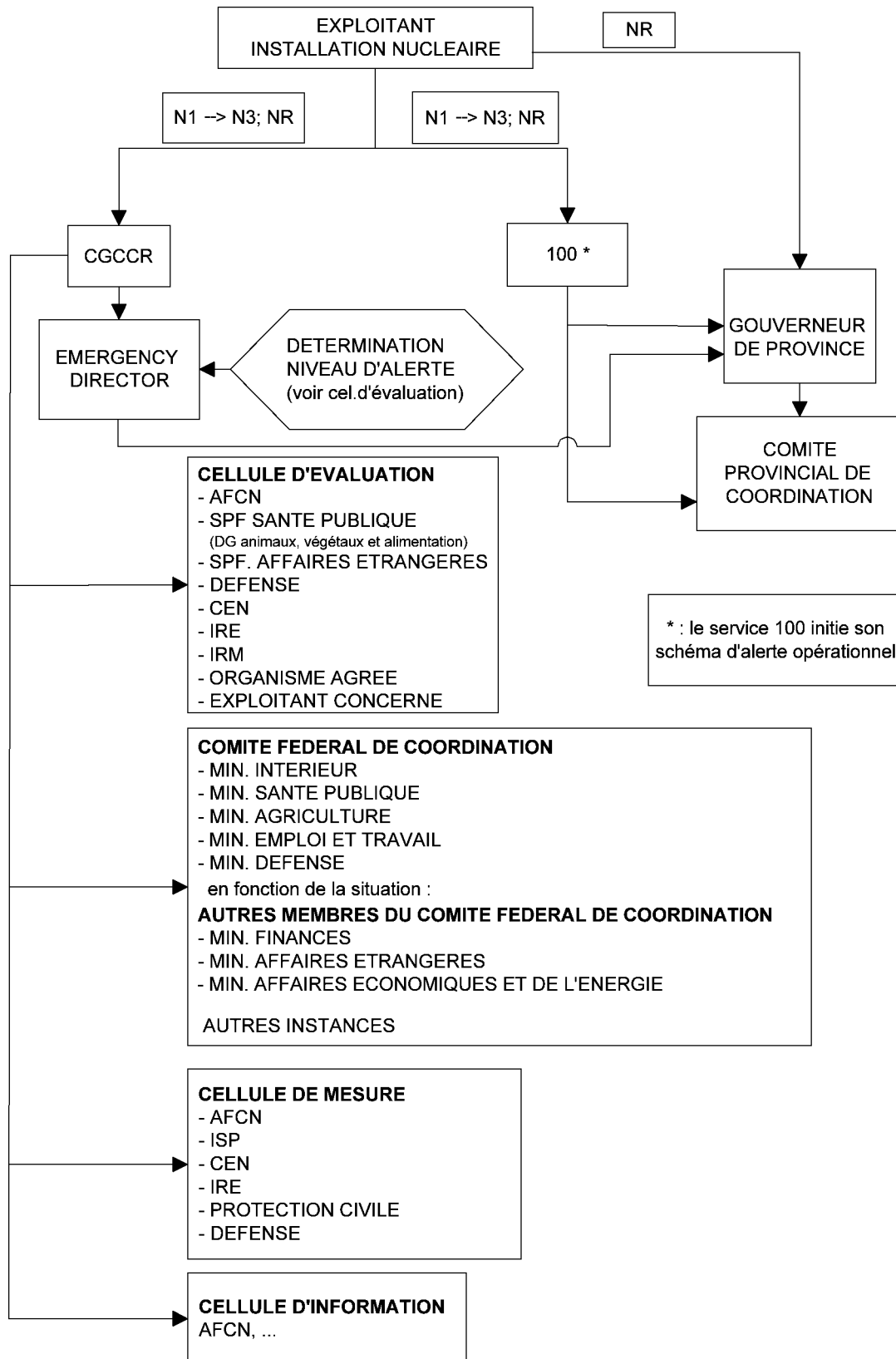
(pour mémoire)



- (X) ———▶ obligatoire  
 - - - - -▶ suivant nécessité (p.ex. blessés, incendie, explosion, ...)

(XX) L'AFCN et l'organisme agréé sont tenus de vérifier si l'incident est bien du niveau "0" ; le cas échéant, ils pourront proposer un niveau d'alerte via le CGCCR.

## 4.3.2 Schéma de notification - niveau de notification « N1, N2, N3 et NR »



## 4.3.3 Schéma d'action des différents Comités et Cellules

Niveau d'alarme *	Comité fédéral de coordination	Cellule d'évaluation	Cellule de mesure	Cellule socio-économique	Cellule d'information	Comité provincial de coordination
U1	<ul style="list-style-type: none"> <li>Stand by</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Se réunit, sauf décision contraire de la Présidence</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Stand by à un point de rassemblement préétabli</li> </ul>	N/A	<ul style="list-style-type: none"> <li>Contact média</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Stand by</li> </ul>
U2	<ul style="list-style-type: none"> <li>Décide des mesures de protection chaîne alimentaire</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Evaluation</li> <li>Recommande les mesures de protection</li> <li>Prépare information AIEA+CE.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mesures sur le terrain</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Se réunit sur décision de l'ED</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Contact médias</li> <li>Informe la population</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Prépare les mesures de protection</li> <li>Pas d'interventions sur le terrain vis-à-vis de la population</li> <li>Intervention éventuelle pour la chaîne alimentaire et l'eau potable</li> </ul>
U3	<ul style="list-style-type: none"> <li>Décide des mesures de protection population et chaîne alimentaire</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Evaluation</li> <li>Recommande les mesures de protection</li> <li>Prépare information AIEA+CE.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mesures sur le terrain</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Se réunit sur décision de l'ED</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Contact médias</li> <li>Informe la population</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Exécute décisions gouvernementales</li> </ul>
UR	<ul style="list-style-type: none"> <li>se réunit</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>se réunit</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>se réunit</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Se réunit sur décision de l'ED</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>se réunit</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Met en œuvre les mesures immédiates de protection dans le périmètre réflexe</li> </ul>

\* L'Emergency Director des autorités proclame le niveau d'alerte. En attendant, et à titre conservatoire, le présent schéma d'alerte est mis en œuvre par le CGCCR sur base du niveau de notification.

#### 4.4 Transmission d'information ultérieure par l'exploitant

Conformément à son plan d'urgence interne et selon un format défini en concertation avec les différentes cellules et comités, l'exploitant transmet au CGCCR les informations sur l'évolution de la situation technique dans l'installation, sur les rejets de matières radioactives dans l'environnement et leur évolution probable, ainsi que sur les estimations réelles et/ou potentielles des conséquences radiologiques de ces rejets.

#### 4.5 Notification et transmission d'information de l'étranger

Le CGCCR est le point de contact officiel de notification de l'AIEA et de la Commission européenne pour des accidents nucléaires ou des situations d'urgence radiologique se produisant à l'étranger.

Au cas où le Service Public Fédéral Affaires étrangères ou un autre organisme impliqué dans le présent plan serait averti via ses propres sources d'un accident nucléaire ou d'une situation d'urgence radiologique à l'étranger qui pourrait avoir une incidence sur le territoire belge, le CGCCR doit en être informé le plus vite possible.

En fonction de la notification, le CGCCR avertira les personnes et services responsables de sa propre initiative, notamment les membres de la cellule d'évaluation et du comité fédéral de coordination.

#### 4.6 Notification et transmission d'information à l'étranger

En cas de situation d'urgence radiologique sur le territoire de la Belgique conduisant à la mise en œuvre du présent plan, le CGCCR communique les informations nécessaires selon les dispositions en vigueur :

— aux pays voisins avec lesquels des conventions bilatérales d'assistance réciproque en cas d'accidents nucléaires ont été conclues (voir rubr. 9);

— à la CE (voir rubr. Union européenne (UE) ), selon les dispositions prévues dans le système ECURIE (European Community Urgent Radiological Information Exchange);

— à l'AIEA (voir rubr. Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA)), selon les dispositions prévues par les Conventions de Vienne.

### 5 Zones de planification et d'intervention

#### 5.1 Zones de planification

Une zone de planification est par convention une zone circulaire dans laquelle des mesures de protection directe de la population (mise à l'abri, prise de comprimés d'iode stable et évacuation) doivent être préparées d'avance, en vue de permettre une intervention rapide et efficace des autorités.

Dans le cadre du présent plan, ces zones sont définies dans le tableau ci-après en fonction du type de mesures de protection et des conséquences radiologiques potentielles (ce qui explique les différences entre les installations nucléaires de Mol - Dessel - Fleurus et les centrales nucléaires de Doel, Tihange, Chooz et Borssele).

Installation ou centrale nucléaire	Mesures de protection directe pour la population Zone de planification d'urgence en km		
	Evacuation	Mise à l'abri	Pré distribution de comprimés d'iode stable dans les ménages et les collectivités (*)
Doel	10	10	20
Tihange	10	10	20
Chooz (Fr)	10	10	20
Borssele (P-B)	10	10	20
Mol (SCK-CEN)	4	10	20
Dessel (BN, BP)	4	10	20
Fleurus (IRE)	—	5	10

(\*) Dans cette zone de planification d'urgence, des boîtes de comprimés d'iode stable ainsi que des brochures d'information sont préalablement distribuées dans les familles et les collectivités (écoles, hôpitaux, usines, crèches,...). Des réserves de boîtes de comprimés sont en outre disponibles dans toutes les pharmacies.

Au-delà des zones de planification d'urgence et pour tout le territoire belge, toutes les pharmacies disposent de réserves d'iode stable sous différentes formes; des réserves de boîtes de comprimés d'iode stable sont en outre disponibles en différents endroits. Des plans de distribution rapide de ces comprimés sont élaborés sous la responsabilité du Ministre de l'Intérieur.

Les comprimés d'iode stable sont également distribués à l'avance aux services d'intervention qui sont appelés à agir dans la zone d'intervention.

En ce qui concerne les mesures de protection de la chaîne alimentaire, les zones d'intervention associées peuvent être nettement plus étendues que les zones d'intervention associées aux mesures de protection directe. Dans cette optique, les centrales nucléaires françaises de Gravelines et de Cattenom doivent être prises en considération et en pratique une seule zone de planification d'urgence est associée à la protection de la chaîne alimentaire et couvre l'ensemble du territoire belge.

La zone de planification d'urgence des autres installations, telles que définies sous la rubrique 1.3.2. (les installations nucléaires de Thétis à Gand, du laboratoire Transuranien à l'Université de Liège (Sart-Tilman), de FBFC Int. à Dessel et de IRMM à Geel), sont spécifiées dans chaque plan provincial d'urgence et d'intervention en concertation avec les services compétents.

#### 5.2 Zones d'intervention

La zone d'intervention est la zone dans laquelle les mesures sont effectivement appliquées lorsque le présent plan est déclenché. La zone d'intervention est fixée par l'Emergency Director des autorités aux niveaux d'alerte U2 et U3.

Sur base d'une évaluation, par calcul et par mesure, des rejets radioactifs ou de la situation d'urgence radiologique, l'application des mesures de protection d'urgence peut, le cas échéant, être étendue ou limitée à des zones à spécifier, qui seront communiquées par l'Emergency Director des autorités.

Au niveau d'alerte UR, la zone d'intervention correspond au périmètre réflexe pré-défini (rubriques Niveau de notification « NR » et Critères de notification).

## 6 EVALUATION DE LA SITUATION AU NIVEAU RADIOLOGIQUE

### 6.1 Introduction

Dans le cadre du présent plan, il incombe à la cellule d'évaluation de déterminer et d'évaluer les risques liés à l'exposition aux radiations ionisantes. Dans ce but, il lui faut des informations et des procédures lui permettant de traduire ces informations en recommandation à destination du comité fédéral de coordination.

Les informations lui sont principalement fournies par l'exploitant de l'installation accidentée, la cellule de mesure et les organismes représentés au sein de la cellule d'évaluation.

Le minimum d'information à fournir par l'exploitant est stipulé dans le plan d'urgence interne qui est imposé par l'autorisation d'exploiter et dans les paragraphes Structure générale de l'organisation du plan d'urgence interne sur le site, Devoir de notification de l'exploitant, Schémas de notification, Transmission d'information ultérieure par l'exploitant du présent plan d'urgence. La nature des informations venant de la cellule de mesure est définie dans les procédures propres à cette cellule.

La cellule d'évaluation devra en permanence analyser le contenu et la forme des informations lui parvenant en cas de mise en oeuvre du présent plan; le cas échéant, elle devra faire des suggestions permettant de mieux conformer ces informations aux procédures d'évaluation qu'elle a prévues. Ces dernières sont régulièrement adaptées aux évolutions dans ce domaine.

A chaque instant durant la situation d'urgence, la cellule d'évaluation essaiera autant que possible de donner une image précise des événements (reconstitution) et de ce qui pourrait encore arriver selon une probabilité raisonnable et dans un délai relativement court (de l'ordre de 10 heures) (prévision).

### 6.2 Evaluation initiale — reconstitution

Le niveau de notification ainsi que les autres informations fournies par l'exploitant en vertu de son devoir de notification doivent permettre à la cellule d'évaluation d'évaluer le niveau d'alerte à faire valider par l'Emergency Director des autorités.

Selon l'urgence des mesures à prendre, les conséquences réelles ou potentielles pour la population seront évaluées soit sur base de modèles de calcul tenant compte des rejets connus ou prévus et des conditions météorologiques dominantes ou prévues, soit sur base de mesures, soit sur base des deux en même temps. En cas de niveau de notification NR, seules les mesures de protection prévues seront mises en oeuvre par le Gouverneur de province, en attendant qu'une évaluation de la situation radiologique soit faite par la cellule d'évaluation et que le comité fédéral de coordination prenne des décisions concernant le maintien, l'extension ou la levée des mesures de protection pour la population.

A défaut de notification et au cas où le réseau de mesure TELERAD signalerait une augmentation du taux de radioactivité sur le territoire belge, la cellule d'évaluation rassemblera les informations nécessaires afin de repérer l'origine de cette augmentation.

Les installations nucléaires belges pour lequel le présent plan s'applique doivent disposer de moyens de calcul permettant d'évaluer les conséquences d'un incident jusqu'à quelques dizaines de kilomètres du point de rejet. Les méthodes de calcul sont définies par la cellule d'évaluation. Les données météorologiques à introduire dans ce modèle proviennent de préférence de mesures opérées sur le site d'exploitation. Les résultats des calculs, qui doivent être faits par les exploitants sur base de procédures préalablement définies, seront transmis à la cellule d'évaluation selon les modalités définies par celle-ci.

Cette reconstitution mathématique a comme objectif :

- d'évaluer les risques d'exposition et d'en déduire des recommandations de mesures de protection;
- de définir la stratégie de mesures sur le terrain à mettre en oeuvre par la cellule de mesure;
- de tenir une comptabilité structurée des rejets, des conditions météorologiques et des conséquences calculées en fonction du déroulement de la situation d'urgence.

### 6.3 Mesures de radioactivité

Sur base de l'évaluation initiale, la cellule d'évaluation proposera éventuellement des actions. A terme, l'évaluation initiale sera complétée, le cas échéant, de données provenant de la cellule de mesure et éventuellement du fichier des mesures de l'exploitant, capables de fournir des informations sur le débit de dose dans les environs, la contamination du sol et de l'air et sur la contamination de la chaîne alimentaire.

Les résultats de mesure permettront d'évaluer :

- la répartition de la contamination par des mesures répandues sur une multitude de points de mesure devant mener à la détermination de la zone touchée;
- la variabilité de la contamination due à des facteurs locaux;
- la composition de la contamination, par analyse de laboratoire sur base d'échantillons.

De toutes ces données, la cellule d'évaluation déduira l'exposition pour les différents groupes de la population selon plusieurs voies d'exposition.

L'IRM suivra le déplacement du nuage radioactif sur les plus grandes distances à l'aide des mesures météorologiques disponibles à l'échelle continentale (modèles de trajet).

### 6.4 Evaluation de la potentialité de rejets plus importants — prévision

Une telle évaluation demande une estimation permanente des rejets et des conditions météorologiques raisonnablement prévisibles durant une période d'une dizaine d'heures.

L'estimation des rejets potentiels s'appuie sur une analyse technique de l'état de l'installation. L'exploitant donnera périodiquement un aperçu de l'état des barrières et des systèmes de sécurité dans son installation lui permettant de faire une estimation raisonnable des rejets prévisibles à court terme et de leur probabilité d'occurrence.

La cellule d'évaluation suivra l'évolution potentielle des conditions météorologiques sur base des données fournies par l'IRM et des avis émis par le représentant de l'IRM qui y siège.

Le terme source potentiel et les conditions météorologiques prévues guideront la cellule d'évaluation dans sa prévision des conséquences pour la population de façon identique à celle décrite dans le paragraphe Evaluation initiale B reconstitution « Evaluation initiale-reconstitution » ci-dessus. Une évaluation de plusieurs scénarios différents est également envisageable.

Les résultats issus de ces prévisions seront pris en considération en vue de proposer, le cas échéant, des mesures de protection préventives au comité fédéral de coordination. Il est possible d'initier des prévisions avant le début des rejets; elles doivent toutefois continuer en permanence après le début des rejets, afin de pouvoir prendre en considération l'amélioration ou la dégradation (prévue) de la situation à court et moyen terme pour élaborer les recommandations. En plus, ces prévisions permettent d'élaborer une stratégie optimale des mesures sur le terrain.



### 6.5 Recommandation de mesures de protection

La mise en oeuvre de mesures de protection telles que décrites dans le chapitre MESURES DE PROTECTION permet de réduire les risques d'exposition aux radiations ionisantes. La cellule d'évaluation recommande après délibération au comité fédéral de coordination l'opportunité de certaines actions à prendre. Ces recommandations se basent sur les principes de justification et d'optimisation (voir Mesures de protection directe de la population) et prennent en compte l'analyse socio-économique de la situation.

La cellule d'évaluation doit être informée en permanence des décisions prises par le comité fédéral de coordination et de la suite réelle qui leur a été donnée.

### 6.6 Fin de la situation d'urgence

L'Emergency Director des autorités décide de la durée de l'application du présent plan d'urgence.

Dès que l'application du présent plan d'urgence est formellement levée, la cellule d'évaluation vérifiera si :

- une procédure à long terme de surveillance sur place s'impose;
- des modalités sont à imposer permettant de rétablir le mode de vie normal de la population en fonction du temps (retour de la population évacuée, distribution des denrées alimentaires, exploitation des terres);
- le cas échéant, certaines actions à caractère non urgent pourront être intégrées dans le cadre de mesures routinières.

Elle établira un rapport de son fonctionnement, conformément au point Missions.

## 7 AVERTISSEMENT ET INFORMATION DE LA POPULATION DURANT L'ACCIDENT OU LA SITUATION D'URGENCE RADIOLOGIQUE

### 7.1 Organisation générale

L'organisation générale au niveau des méthodes et procédures d'avertissement et d'information de la population incombe aux autorités. L'alerte est liée à la prise de mesures de protection de la population. C'est l'Emergency Director des autorités qui prend l'initiative d'avertir la population, sauf au niveau d'alerte UR où le Gouverneur de la province sinistrée prend immédiatement des mesures pour alerter la population. La mise en oeuvre pratique de la procédure d'alerte est définie dans le plan provincial d'urgence et d'intervention.

La décision de procéder à l'alerte est communiquée par la cellule d'information aux médias. Elle veillera à ce que la population soit tenue au courant de l'évolution de la situation d'urgence.

Le Gouverneur de province complétera et élaborera ces informations générales en concertation avec la cellule d'information.

Les communications de l'exploitant de l'installation nucléaire sont à soumettre à la cellule d'information (voir rubrique Information des médias par l'exploitant), en vue d'une information sans équivoque de la population.

Dès le niveau d'alerte U1, la population susceptible d'être affectée devra notamment déjà recevoir les informations et consignes suivantes durant cette phase :

- invitations à la population concernée de se mettre à l'écoute de la radio et de la télévision;
- consignes préparatoires aux établissements ayant des responsabilités collectives particulières;
- recommandations aux professions spécialement concernées.

### 7.2 Sirènes

En cas de risque d'exposition, la population sera avertie le plus tôt possible par les sirènes de la Sécurité civile, les communiqués à la radio et à la télévision, et par des véhicules à haut-parleur circulant dans la zone d'intervention.

Le réseau existant d'environ 660 sirènes qui a été spécialement étendu autour des installations nucléaires et des installations dites SEVESO peut être mis en service radiophoniquement dans son ensemble, par zone, par zone partielle ou par commune, à partir de l'unité permanente de la Sécurité civile ou à partir d'un centre provincial du service 100.

Si une contamination radioactive est possible mais non encore imminente, une préalerte sera donnée.

Ce signal consiste en un son modulé rapide maintenu pendant 60 secondes.

Le véritable signal d'alerte nucléaire consiste en un son modulé identique de 60 secondes, mais interrompu deux fois. Ce signal est répété toutes les 30 secondes (voir schéma ci-dessous).

Le signal d'alerte nucléaire diffère de l'alerte normale d'incendie qui consiste en deux sons continus de 20 secondes avec un intervalle de 5 secondes.

Le signal d'alerte nucléaire a principalement pour but d'inciter la population à se mettre à l'abri sans délai afin de s'informer, via la radio et la télévision et via des véhicules à haut-parleurs circulants, des mesures de sécurité à prendre.

Pré alerte : 

Alerte nucléaire : 

### 7.3 Radio et télévision

Pour la diffusion générale des informations concernant les mesures de protection à prendre, les chemins d'évacuation, la destination, les lieux de regroupement, etc., la cellule d'information fera appel aux chaînes publiques (RTBF - VRT - BRFB) selon une procédure standardisée, pour que la communication gouvernementale soit clairement transmise à la population. Cette procédure sera définie par la Cellule d'information.

### 7.4 Téléphone

Le comité fédéral de coordination libérera des numéros de téléphone spéciaux, tant au niveau national que provincial, permettant de répondre aux questions de la population (call center).

### 7.5 Véhicules à haut-parleurs

La population habitant dans les zones d'intervention sera en plus informée par les services policiers des mesures à prendre au moyen de véhicules à haut-parleurs.

Le plan provincial d'urgence et d'intervention en définit les modalités.

## 8 MESURES DE PROTECTION

### 8.1 Protection du personnel d'intervention

Dans le cadre du présent plan, on entend par « personnel d'intervention » le personnel de tout service impliqué dans l'intervention de sauvetage ou de protection d'intérêts matériels importants tels que pompiers, sécurité civile, services de police, personnel des ambulances et services médicaux. ...ainsi que les personnes ayant une mission d'appui (chauffeurs de moyens de transport réquisitionnés, personnel des équipes de mesure,...).

L'objectif est d'offrir au personnel d'intervention une protection maximale contre le danger d'exposition aux radiations ionisantes dans toutes les situations visées par ce plan.

Les principes de protection du personnel d'intervention sont définis aux articles 20.2, 72.3 et 72.4 de l'A.R. du 20 juillet 2001.

Conformément aux mêmes dispositions réglementaires, les expositions maximales pour le personnel d'intervention sont fixées par l'AFCN.

A titre transitoire, les expositions maximales pour le personnel d'intervention actuellement en vigueur restent d'application. Pour mémoire, ces niveaux sont les suivants :

Type d'intervention	Exposition maximale (dose effective totale en mSv)
Assistance à l'évacuation ou à la mise à l'abri	250
Intervention pour sauvegarder la vie	500

Pour le personnel de la Défense, les principes de protection du personnel d'intervention et les limitations de doses sont définis par l'A.R. applicable à la Défense (actuellement A.R. du 11 mai 1971) et les réglementations militaires en la matière.

Sans préjudice de ces dispositions, le Ministre de l'Intérieur peut déterminer par circulaire les modalités d'application.

Ces expositions maximales ne valent que dans les conditions prévues par la circulaire ministérielle susmentionnée. Les méthodes de protection suivantes peuvent être appliquées en vue de limiter la dose durant l'intervention :

- utilisation de moyens de protection individuels (masque de protection, vêtements d'intervention adaptés et protection de la thyroïde par prise de comprimés d'iode stable);
- enregistrement de la dose reçue;
- protection par un écran et/ou par la limitation du temps d'exposition (rotation des équipes d'intervention).

### 8.2 Mesures de protection directe de la population

Philosophie de base et niveaux d'intervention.

Les principes de limitation des doses à la population en cas de situation d'urgence radiologiques sont définis à l'article 20.2 de l'A.R. du 20 juillet 2001.

En cas d'urgence radiologique, les principales mesures de protection directe que l'on peut prendre en vue de réduire autant que possible l'exposition aux radiations ionisantes, sont la mise à l'abri, la prise de comprimés d'iode stable et l'évacuation. En outre, des recommandations d'ordre général ou des instructions destinées à des groupes spécifiques de la population sont également prévues (port de vêtements de protection, mesures à prendre dans les exploitations agricoles, recommandations destinées aux femmes enceintes et aux jeunes enfants,...). Toutes ces mesures ne concernent bien sûr que les habitants des zones géographiques touchées ou menacées par l'accident.

Plusieurs parmi ces mesures de protection présentent par elles-mêmes un risque sanitaire ou un coût sociologique ou économique plus ou moins considérable (l'évacuation d'une grande ville par exemple). Il convient, dès lors, de peser les risques de ces mesures de protection par rapport au risque radiologique couru par le groupe de population menacé. Les données socio-économiques nécessaires sont mises à la disposition des comités fédéral et provincial de coordination. Selon les circonstances, certaines mesures de protection pourront donc être d'application générale ou partielle.

Le risque radiologique varie beaucoup quant à son ampleur et sa nature en fonction de l'importance des doses en jeu et de l'âge des personnes touchées.

Les enfants et les femmes enceintes constituent les groupes les plus vulnérables de la population. Selon les circonstances, certaines mesures de protection pourront donc être d'application uniquement pour ces groupes vulnérables.

Le principe essentiel à respecter est que l'intervention doit être justifiée, après avoir examiné et évalué tous les éléments d'appréciation principaux (médicaux, économiques, sociaux et éthiques).

En application des principes et considérations ci-dessus et conformément à l'article 20.2 de l'A.R. du 20 juillet 2001, des niveaux guides d'intervention sont élaborés par l'AFCN. Celle-ci définit également les modalités d'utilisation de ces niveaux guides d'intervention.

A titre transitoire, les niveaux guides d'intervention actuellement en vigueur restent d'application.

Pour mémoire ces niveaux guides d'intervention pour la prise de mesures de protection de la population sont

Mesure de protection	Niveaux guides d'intervention (*) (mSv)
Mise à l'abri générale de 24h. maximum	5 — 15 (dose effective totale intégrée sur 24h.)
Prise d'iode stable	50 (**) (dose thyroïde par inhalation pendant le passage du nuage, malgré la mesure de mise à l'abri)
Evacuation générale (sauf groupes spéciaux, à définir)	50 — 150 (dose effective totale intégrée sur 2 semaines, malgré la mesure de mise à l'abri)

\* En fonction de circonstances graves les niveaux guides d'intervention pourront, le cas échéant, dépasser les niveaux figurant dans le tableau sans toutefois atteindre le seuil des effets aigus.

\*\* Les niveaux indicatifs pour la prise d'iode stable pourront être modifiés en fonction des particularités des populations entourant un site nucléaire spécifique.

Sans préjudice de ces dispositions, le Ministre de l'Intérieur peut déterminer par circulaire des modalités d'application.

#### 8.2.1 Contrôle de la circulation vers et en provenance de la zone sinistrée

##### 8.2.1.1 Objectifs

Il s'agit généralement d'une action liée à la mise à l'abri et à l'évacuation. Le contrôle de la circulation, dans le but d'interdire l'accès à la zone d'intervention, et les mesures de mise à l'abri empêchent que des personnes, des véhicules ou des biens soient contaminés.

L'évacuation essaie de réduire autant que possible la propagation de la contamination. Le cas échéant, elle s'accompagne de mesures de décontamination (voir Décontamination).

##### 8.2.1.2 Principes de base d'application

La mesure sera d'application dans la zone d'intervention.

Celle-ci sera délimitée et les chemins d'accès seront surveillés par les services de police, conformément aux dispositions de la circulaire du Ministre de l'Intérieur en date du 11 juillet 1990, relative aux plans d'urgence et d'intervention.

L'installation d'un périmètre d'isolation permettra aux services de police de régler la circulation (de personnes et de véhicules) à la hauteur et à l'intérieur de ce périmètre, tout en réservant la circulation aux services de secours et à une éventuelle évacuation.

La signalisation sera prévue jusqu'au périmètre de dissuasion, qui se situe en dehors du périmètre d'isolation (\*)

##### 8.2.1.3 Responsables de l'exécution

Le Centre gouvernemental de Coordination et de Crise assure les contacts (de l'Emergency Director des autorités ou du comité fédéral de coordination) avec le(s) Gouverneur(s) concerné(s).

Le Gouverneur de province veillera à la coordination des moyens à mettre en jeu dans le cadre du plan provincial d'urgence et d'intervention.

En principe, les services de police sont chargés du contrôle des périmètres d'isolation et de dissuasion. Dans ce but, ils disposent des moyens logistiques et de signalisation adéquats.

#### 8.2.2 Mise à l'abri

Les dispositions opérationnelles sont définies dans le plan provincial d'urgence et d'intervention.

##### 8.2.2.1 Objectifs

Cette action a pour but de diminuer l'exposition directe en cas de rayonnement ambiant (effet de réduction de dose tant contre l'irradiation externe due au passage d'un nuage radioactif et à la contamination du sol que contre l'irradiation interne due à l'inhalation et par le contact avec les particules radioactives) en priant la population de rester à l'intérieur ou à se mettre à l'abri dans un bâtiment quelconque.

En général, les maisons offrent suffisamment de protection et permettent en plus d'informer adéquatement les habitants, via les médias (radio et télévision), de l'évolution de l'accident et d'autres actions qui pourraient s'indiquer (p.ex. protection des voies respiratoires, prise de comprimés d'iode stable, évacuation,...).

##### 8.2.2.2 Directives d'application

La population sera invitée, dès que possible, par les signaux émis par les sirènes d'alerte et par les instructions diffusées par radio/télévision et par les véhicules à haut-parleurs, à rejoindre au plus vite un bâtiment et/ou à rester dans les bâtiments fermés ou à les rejoindre.

Après le passage du nuage radioactif, une ventilation maximale devrait être ordonnée.

Tant que la mesure de mise à l'abri est d'application, la population sera tenue au courant de l'évolution de l'accident et des mesures complémentaires éventuelles. La mesure de mise à l'abri sera de toute façon de courte durée.

Les accès de la zone où elle sera appliquée seront rigoureusement contrôlés afin d'empêcher l'accès des personnes sans mission spécifique (voir par Contrôle de la circulation vers et en provenance de la zone sinistrée).

Afin d'éviter une surcharge du trafic téléphonique, il sera explicitement recommandé de n'utiliser le téléphone qu'en cas d'extrême nécessité.

La mise à l'abri pourra s'accompagner de la prise de comprimés d'iode stable.

Il sera conseillé à tous ceux se trouvant encore à leur lieu de travail (écoles, entreprises, hôpitaux, magasins, etc.) de rester sur place.

Des problèmes d'approvisionnement seront éventuellement à résoudre par le comité provincial de coordination.

Il sera également conseillé aux gens ne séjournant que temporairement dans cette zone (comme par exemple les vacanciers) de rester dans leur lieu de séjour ou de s'y rendre le plus vite que possible; le cas échéant, ils se mettront à l'abri dans n'importe quel bâtiment fermé, public ou autre.

### 8.2.2.3 Responsables de l'exécution

Au niveau d'alerte U3, le comité fédéral de coordination, par la voix de l'Emergency Director des autorités, décide si la mise à l'abri s'impose ou non; dans l'affirmative, il définit en même temps la zone d'intervention où la mise à l'abri sera d'application.

Au niveau d'alerte UR, le Gouverneur de province met en œuvre la mise à l'abri dans le périmètre réflexe pré-établi.

Le CGCCR assure les contacts avec le(s) Gouverneur(s) concerné(s).

Le Gouverneur de province veille à la coordination des moyens à mettre en jeu dans le cadre du plan provincial d'urgence et d'intervention.

Sans préjudice du rôle des voies d'information existantes, et dans la mesure du possible, la police communale est chargée de communiquer à la population les informations indispensables et de contrôler l'application des mesures de mise à l'abri imposées.

Les services de police sont chargés du bouclage de la zone d'intervention (voir par. Contrôle de la circulation vers et en provenance de la zone sinistrée).

### 8.2.3 Prise de comprimés d'iode stable

#### 8.2.3.1 Objectifs et principes de base

Lors d'une situation d'urgence radiologique, de l'iode radioactif peut être libéré et contenu dans le nuage radioactif. Inhalé, il se concentre rapidement dans la glande thyroïde où il peut provoquer, même à grande distance du lieu de l'accident, des expositions significatives, particulièrement chez les enfants (vu le volume de la glande). L'absorption de cet iode radioactif par la thyroïde est très fortement réduite par la prise préalable d'iode non radioactif (iode stable) afin de saturer la thyroïde. L'effet de cette mesure est largement dépendant du moment de la prise, d'où l'intérêt d'un système assurant une disponibilité aussi large et rapide que possible de l'iode stable.

Dans la zone de planification d'urgence, des boîtes de comprimés d'iode stable sont préalablement distribuées dans les familles et les collectivités (écoles, hôpitaux, usines, crèches,...). Des réserves de boîtes de comprimés sont en outre disponibles dans toutes les pharmacies.

Au-delà de la zone de planification d'urgence, toutes les pharmacies disposent de réserves d'iode stable sous différentes formes (poudre, lugol, ...); des réserves de boîtes de comprimés d'iode stable sont en outre disponibles en différentes places. Des plans de distribution rapide de ces comprimés sont élaborés sous la responsabilité du Ministre de l'Intérieur.

Vu les effets secondaires éventuels de la prise d'une quantité relativement importante d'iode stable, le « feu vert » pour l'ingestion de l'iode stable par la population ne peut être donné que lorsque le risque lié à l'irradiation de la thyroïde devient plus important que le risque lié à l'ingestion d'iode stable. En raison de la sensibilité élevée des enfants (surtout les plus jeunes) et des fœtus à la radio-induction de cancers de la thyroïde et vu le risque réduit d'effets secondaires graves chez ceux-ci, il est possible, sinon probable, que la recommandation de prise d'iode stable doive être limitée aux enfants et aux femmes enceintes.

#### 8.2.3.2 Modalités d'application

La recommandation de prendre des comprimés d'iode stable sera faite via un système d'avertissement et sous une forme appropriée aux circonstances. Les messages à délivrer à la population doivent être soigneusement étudiés et préparés à l'avance dans le cadre de la planification.

Il faudra veiller à ce que l'iode stable soit, dans la mesure du possible, pris préalablement à l'exposition à l'iode radioactif, vu que le bénéfice maximal (plus de 90 %) est obtenu à ce moment. L'administration d'iode stable 4 à 6 heures après l'absorption d'iode radioactif peut néanmoins encore réduire la dose potentielle à la thyroïde de 50 %.

En cas de contaminations de l'air espacées dans le temps, cette mesure restera utile pour les expositions futures. La quantité prescrite sera efficace pendant 24 heures. Bien que la mesure soit également efficace en cas d'ingestion d'aliments contaminés, d'autres mesures seront d'abord prises en considération dans ce cas-là (interdiction de consommation p.ex. - voir chapitre Restrictions concernant la consommation d'aliments ou d'eau contaminés).

Les services de secours sont soumis aux mêmes dispositions (distribution préalable et information) que les personnes séjournant dans la zone de planification.

#### 8.2.3.3 Responsables de l'exécution

Le comité fédéral de coordination, sur recommandation de la cellule d'évaluation, décide de déclencher la mesure de protection de la thyroïde par l'iode stable et veille à ce que les personnes concernées soient informées sans délai et de façon adéquate (via la radio, la télévision ou les véhicules d'adresse au public).

Il incombe au Ministre de l'Intérieur d'organiser la distribution préalable et le renouvellement des comprimés d'iode stable, conformément aux dispositions reprises sous la rubrique Zones de planification. Des plans de distribution rapide des réserves de comprimés sont également élaborés sous la responsabilité du Ministre de l'Intérieur.

Chaque responsable de service d'intervention qui est appelé à intervenir dans la zone d'intervention veille à ce que ces comprimés soient mis à la disposition de son personnel, en tenant compte des indications de la notice d'accompagnement, et ceci préalablement à l'intervention.

### 8.2.4 Evacuation

#### 8.2.4.1 Objectifs

La mesure de protection la plus exceptionnelle pour la protection contre l'exposition aux radiations ionisantes est l'évacuation des personnes de leur résidence située près de la source de rejet vers un lieu de séjour à contamination réduite, qui se situera en dehors de la zone de planification d'urgence.

Il s'agit d'une mesure contre les risques d'irradiation par l'air (rayonnement direct du nuage) l'inhalation et d'irradiation par le sol.

Une distinction est faite entre l'évacuation préventive, c-à-d avant l'émission de substances radioactives ou avant qu'un nuage radioactif n'ait atteint la population concernée, et l'évacuation retardée, c-à-d après le passage du nuage radioactif.

#### 8.2.4.2 Principes de base

L'évacuation se déroulera en plusieurs phases : la préparation, le transfert, l'accueil, les soins médicaux, le retour et le suivi. Les deux dernières phases sortent toutefois du cadre du présent plan d'urgence.

Comme déjà mentionné dans le par. Objectifs, deux types d'évacuation se distinguent en fonction du temps d'exécution :

— l'évacuation préventive : se décide avant le début d'un rejet important de radioactivité, c-à-d sur base des prévisions de l'exploitant;

— l'évacuation retardée : se fait après la fin du rejet, sur base des évaluations et des mesures sur le terrain. L'évacuation durant le rejet, suivant des prévisions de rejets encore plus importants, ne peut cependant pas être exclue d'office.

Dans toutes les circonstances, l'évacuation pourra s'accompagner des mesures de prise de comprimés d'iode stable ou de mise à l'abri, tout en prenant en considération les limitations inhérentes à ces mesures (durée de la protection pour a mise à l'abri, protection des autres organes que la thyroïde dans le cas de la prise d'iode stable).

Les modalités de l'évacuation sont à prévoir dans le plan provincial d'urgence et d'intervention, tout en considérant que l'évacuation devra se faire vers un lieu situé hors de la zone de planification.

En principe, tous ceux qui disposent d'un véhicule privé se chargeront de leur propre transport.

Ceux qui ne disposent pas d'un moyen de transport ou des groupes spécifiques de la population (écoles, personnes âgées, handicapés mentaux et physiques, les malades séjournant dans les hôpitaux, dans les maisons de santé ou à la maison, les malades mentaux internés, les détenus,...) pourront utiliser les moyens de transport publics et privés mis à leur disposition par les autorités. Chacune des institutions responsables de l'accueil de ces groupes spécifiques devra soumettre au Gouverneur de province un plan spécifique, dans lequel l'évacuation occupe une place prépondérante.

La zone à évacuer sera bouclée et surveillée par les services de police. Le plan provincial d'urgence et d'intervention prévoit un plan de contrôle de la circulation élaboré par les Services de police, qui définit les trajets des véhicules d'évacuation ainsi que les chemins à libérer pour les secouristes.

Le plan provincial d'urgence comprend en outre un inventaire des moyens de transport disponibles en cas d'évacuation, et contient les éléments suivants :

— la localisation de l'accueil pour chaque secteur de 30° à évacuer dans la zone de planification d'urgence (à communiquer au préalable à la population);

— une convention claire concernant l'identification des maisons qui indique que les personnes concernées ont déjà été évacuées, pour permettre aux secouristes et aux responsables de la surveillance de gagner du temps;

— assurer le maintien de l'ordre dans le cadre du plan de contrôle de la circulation et de la surveillance de l'entrée de la zone à évacuer;

— prévoir et organiser des centres d'accueil permanents et provisoires;

— organiser le ravitaillement et les soins médicaux;

— prévoir une aide médicale urgente destinée aux services de sécurité.

L'enregistrement des évacués sera réalisé dans les centres d'accueil pour ceux qui ont utilisé soit les moyens de transport fournis par les autorités, soit leur propre véhicule, et qui désirent séjourner dans les centres d'accueil prévus par les autorités.

Les évacués ayant utilisé leur véhicule personnel et qui ne désirent pas rester dans les centres d'accueil prévus se feront enregistrer au secrétariat de la commune ou de la ville où ils ont trouvé un abri provisoire.

Dans le cas d'une évacuation retardée, les évacués seront soumis à un examen de contamination dans les centres d'accueil, qui pourront également assurer la décontamination de personnes et de matériel (voir chapitre Décontamination). De là, les évacués pourront alors partir vers des destinations plus permanentes et, le cas échéant, ils bénéficieront d'un suivi médical en fonction des doses reçues.

Les personnes ayant utilisé leur propre véhicule et qui ne font pas usage des centres d'accueil prévus recevront des instructions d'auto décontamination aux postes de contrôle, lors de l'évacuation même.

Toutes ces instructions seront incorporées dans la campagne d'information sur la distribution de comprimés d'iode stable dans les zones de planification d'urgence.

Durant l'évacuation, les services publics vitaux (distribution d'eau, d'électricité et de gaz) dans les quartiers évacués seront assurés aussi longtemps que nécessaire.

Un plan spécifique est à soumettre au Ministre de l'Intérieur conformément au par. Champ d'application.

L'avertissement de la population quant à la mise en application de la mesure d'évacuation sera réglé de la même façon que pour les autres mesures.

#### 8.2.4.3 Responsables de l'exécution

L'évacuation de la population d'une zone constitue une mesure tout à fait exceptionnelle et ne peut être ordonnée que par le comité fédéral de coordination (niveau d'alerte U3).

Le Gouverneur de province coordonne sur place la mise en oeuvre des moyens nécessaires visant à l'évacuation de la population et à son accueil, conformément au plan provincial d'urgence et d'intervention.

La mise en oeuvre concrète de l'évacuation s'effectue en concertation avec le(s) bourgmestre(s) territorialement compétent(s).

Les autorités ayant l'enseignement, les installations pénitentiaires, les hôpitaux, les cliniques psychiatriques, les asiles, les homes et maisons de repos dans leurs compétences, collaborent à la préparation des plans d'évacuation et prévoient les mesures nécessaires en vue de procéder à l'évacuation :

- des personnes nécessitant des soins médicaux permanents;
- des personnes domiciliées dans ces établissements;
- des personnes dont la privation de liberté a été prescrite par une décision judiciaire.

Une attention particulière doit être portée sur l'évacuation d'installations industrielles situées à l'intérieur de la zone de planification d'urgence.

A cet effet, les autorités compétentes établiront un plan spécifique qui devra être soumis à l'approbation du Gouverneur de province.

#### 8.2.5 Décontamination

##### 8.2.5.1 Objectifs

Réduction des effets directs du rayonnement sur les individus, dus au dépôt de radioactivité sur le corps ou sur les véhicules, les vêtements, les animaux, etc., afin de réduire l'impact sur la santé et de limiter la dissémination de particules radioactives dans les zones peu ou pas contaminées.

Outre les opérations de décontamination proprement dite, cette mesure comprend les actions permettant une décontamination effective, notamment :

- la mesure des substances radioactives présentes avant et après la décontamination;
- la recherche des méthodes les plus appropriées, tenant compte des consignes de sécurité à respecter;
- la définition de la contamination résiduelle admise;
- la sélection préalable des endroits potentiels de décontamination.

Immédiatement après l'accident et le rejet radioactif, le contrôle des personnes, des animaux, des biens et des véhicules est prioritaire.

##### 8.2.5.2 Principes de base d'application

###### 8.2.5.2.1 Décontamination des personnes

Cette opération est principalement liée à l'évacuation retardée. Les résultats des mesures décideront de la nécessité d'une décontamination.

L'unité de mesure et de décontamination sera établie dans les centres d'accueil.

On part du principe que pour éviter une exposition externe prolongée des évacués, le délai d'évacuation dans la zone contaminée doit être réduit à un minimum; dans cette optique, une décontamination prévue aux postes de passage serait une perte de temps.

Les personnes qui risquent d'avoir été contaminées et qui ne se rendent pas aux centres d'accueil prévus recevront les instructions nécessaires à la sortie de la zone contaminée. Ceci leur permettra d'appliquer eux-mêmes une série de mesures de décontamination.

###### 8.2.5.2.2 Décontamination de véhicules et de biens - Directives d'application

Des biens soupçonnés d'être contaminés ou dont la contamination a été confirmée par des mesures seront soit décontaminés, soit stockés provisoirement.

Les véhicules seront décontaminés à la sortie des zones contaminées. Les services de secours se chargeront d'une première décontamination en faisant passer les véhicules au jet d'eau. Des mesures dans les centres d'accueil devront indiquer si la décontamination était suffisante ou non; le cas échéant, on procédera à une décontamination plus poussée.

Reste la décontamination à plus long terme qui fait partie des opérations de rétablissement et de suivi. Celles-ci visent surtout le rétablissement du logement, du travail et de la récréation dans une zone spécifique. Elles sortent toutefois du cadre du présent plan d'urgence.

###### 8.2.5.3 Responsables de l'exécution

Les modalités de la décontamination, qui concernent également l'assistance médicale, sont à définir dans le plan provincial d'urgence et d'intervention.

#### 8.2.6 Recommandations à certains groupes de la population

##### 8.2.6.1 Objectifs

Outre les recommandations déjà évoquées dans les rubriques précédentes, certains conseils à la population, portant sur des mesures simples et sans danger, sont de nature à diminuer la dose collective et à éviter des doses inutiles. Ces recommandations seront souvent couplées aux mesures de mise à l'abri.

##### 8.2.6.2 Directives d'application

Certaines de ces recommandations sont de nature générale et s'adressent à l'ensemble de la population. La plupart des recommandations s'adressent cependant à des groupes spécifiques de la population, entre autres aux enfants et femmes enceintes et aux agriculteurs, maraîchers et éleveurs qui peuvent être contraints de sortir malgré les recommandations de mise à l'abri et qui, les jours suivants, seront appelés à divers travaux à l'extérieur malgré ces recommandations.

##### 8.2.6.3 Responsables de l'exécution

Ces recommandations sont communiquées par la cellule d'évaluation au comité fédéral de coordination qui charge la cellule d'information de leur communication à la population.

#### 8.3 Actions médicales

##### 8.3.1 Philosophie de base

L'évacuation des victimes (à ne pas confondre avec l'évacuation des populations) se fait en passant par un point obligé où se déroulent les actes essentiels que sont le triage, la mise en condition, l'identification (même provisoire) et la régulation des adressages hospitaliers.

Les dispositions de surveillance post-accidentelle de la population touchée sont organisées et ne sont pas décrites dans le cadre de ce plan.

La chaîne médicale des secours bénéficiera de la collaboration de services spécialisés de radioprotection sur le terrain.

### 8.3.2 Buts

Les actions médicales ont pour but :

- l'évaluation de la gravité de la situation, caractérisation des types de victimes, quantification;
- la participation à la détermination des zones d'intervention sanitaire;
- les décisions d'engagement des personnels (voir Protection du personnel d'intervention);
- la mise en oeuvre et direction de la chaîne médicale des secours;
- la limitation de la contamination dans une zone déterminée à l'avance;
- l'appréciation de la nécessité de montée en puissance compte tenu du risque particulier pour les personnels et aussi de la vitesse particulière des étapes de la chaîne, décontamination comprise;
- le regroupement de tous les intervenants et ouverture d'un dossier médical spécifique;
- la validation des fiches de triage spécifiques (avec indications dosimétriques);
- la régulation des évacuations vers les centres hospitaliers en fonction des indications du centre provincial de coordination ou, le cas échéant, du CGCCR.

### 8.3.3 Directives de mise en oeuvre

Un plan médical d'intervention spécifique sera élaboré au niveau de chaque province concernée. Ce plan décrit de façon détaillée les actions de chaque équipe, les moyens de renfort systématique nationaux et internationaux, les points de regroupements, les hypothèses d'implantation des postes médicaux avancés, les voies d'accès et d'évacuation des victimes, les hôpitaux d'adressage en fonction de la gravité ou de la spécificité des lésions, les lieux de rendez-vous pour les renforts, ceux destinés aux services spécialisés, l'organisation de la surveillance dosimétrique et les modalités d'engagement des personnels. Les zones d'intervention sanitaires sont anticipées selon des schémas confectionnés avec les services spécialisés.

#### Principes généraux

- le Directeur médical des Secours ou son adjoint est un spécialiste hospitalier (préalablement désigné sur une liste d'astreintes) ayant des compétences en radioprotection;
- les personnels des services d'intervention sont identifiés au préalable et bénéficient d'une formation appropriée et d'une protection médicale spécifique;
- tous les personnels chargés du ramassage, des soins et du transport de victimes doivent être équipés d'une protection adéquate;
- des lots de matériels spécifiques (avec containers d'élimination) sont préparés en collaboration avec le Service médical d'entreprise;
- la décontamination doit être entreprise précocement (en pré hospitalier). Pour ce faire, on utilisera les structures des services médicaux du site s'ils sont accessibles. Dans le cas contraire, on fera appel à des structures provisoires répandues judicieusement sur le territoire;
- une fiche médicale de triage avec données cliniques doit être remplie;
- des postes de décontamination et de secours doivent être mis en place pour les véhicules de secours;
- des arbres décisionnels valides sont adressés à tous les médecins susceptibles d'intervenir.

### 8.3.4 Responsables de l'exécution

Conformément à la circulaire du Ministre de l'Intérieur du 11 juillet 1990 relative aux plans d'urgence et d'intervention, l'inspecteur provincial d'Hygiène du Service Public Fédéral de la Santé publique et de l'Environnement établi, sous l'autorité du Gouverneur de province, un plan médical d'intervention approprié.

Le Service de Secours sanitaire à la population civile du SPF Santé publique et Environnement veille à la coordination technique des plans sanitaires provinciaux.

Un rôle de garde des directeurs de secours est constitué par le Gouverneur, sur base des conventions à établir avec les institutions hospitalières de la province.

## 8.4 Restrictions concernant la consommation d'aliments ou d'eau contaminés

### 8.4.1 Objectifs

Ces recommandations visent à diminuer l'exposition interne de la population suite à l'ingestion d'eau ou d'aliments contaminés.

#### 8.4.1.1 Principes de base d'application

L'application de mesures concernant la chaîne alimentaire vise à diminuer l'exposition interne de la population.

Ici aussi, il faut éviter les effets directs sur la santé des consommateurs, diminuer la dose collective et le risque individuel d'effets à long terme autant que possible, tout en évitant que la contre-mesure utilisée (par exemple, interdiction de consommer un aliment) n'ait plus d'effets délétères que ceux qui seraient liés à l'exposition interne aux radiations ionisantes.

Ainsi, à l'extrême, la fixation d'un niveau zéro de contamination radioactive autorisée dans les aliments après un accident nucléaire aurait pour effet d'affamer la population. C'est pourquoi l'on fixe également des niveaux de dose d'intervention pour la prise de telles mesures de restriction et/ou d'interdiction de la distribution des aliments.

A partir de là, on calcule des niveaux de contamination radioactive maximale des aliments (un certain nombre de Becquerel de tel radionucléide par kg de tel aliment).

En pratique, les niveaux de contamination radioactive maximale sont convertis en niveaux dérivés opérationnels de contamination surfacique (en Bq/m<sup>2</sup>) par le biais d'hypothèses spécifiques (p.ex. quantité de l'aliment consommé variable selon les individus). Ces niveaux dérivés opérationnels sont intégrés dans les procédures internes de la cellule d'évaluation.

#### 8.4.1.2 Règlement européen

L'Union européenne a réglementé ce domaine et fixé, pour les suites d'un accident, des niveaux préétablis de contamination maximale d'aliments pour commercialisation qui peuvent être adaptés dans un délai de trois mois (voir tableau).

NIVEAUX MAXIMAUX ADMISSIBLES POUR LA LIBRE CIRCULATION  
A L'INTERIEUR DE L'UE DES DENREES ALIMENTAIRES  
ET LES ALIMENTS POUR BETAIL (Bq/kg).

Denrées alimentaires (1)						Aliments pour bétail (2)
	Aliments pour nourrissons (3)	Produits laitiers (4)	Autres denrées alimentaires à l'exception de celles de moindre importance (5)	Denrées alimentaires de moindre importance (5)	Liquides destinés à la consommation (6)	
Isotopes de strontium notamment Sr-90	75	125	750	7500	125	
Isotopes d'iode, notamment I-131	150	500	2000	20000	500	
Isotopes de plutonium et d'éléments transplutoniens à émission alpha, notamment Pu-239 et Am-241	1	20	80	800	20	
Tout autre nucléide à période radioactive supérieure à 10 jours, notamment Cs-134 et Cs-137 (7)	400	1000	1250	12500	1000	— porcs : 1 250 — volailles, agneaux, veaux : 2 500 — autres : 5 000

(1) Le niveau applicable aux produits concentrés ou séchés est calculé sur la base du produit reconstitué prêt à la consommation. Les États membres peuvent formuler des recommandations concernant les conditions de dilution en vue d'assurer le respect des niveaux maximaux admissibles fixés par le présent règlement.

(2) Les niveaux maximaux admissibles pour les aliments pour bétail sont déterminés conformément à l'article 7 du règlement Euratom 3954/87, modifié par le règlement Euratom 2218/89, étant donné que ces niveaux sont destinés à contribuer au respect des niveaux maximaux admissibles pour les denrées alimentaires, qu'ils ne peuvent pas, à eux seuls, assurer ce respect en toute circonstance et qu'ils ne réduisent pas l'obligation de contrôler les niveaux dans les produits d'origine animale destinés à la consommation humaine. Les niveaux s'appliquent aux aliments prêts à la consommation.

(3) On entend par aliments pour nourrissons, les denrées alimentaires destinées à l'alimentation des nourrissons pendant les quatre à six premiers mois, qui satisfont en elles-mêmes aux besoins alimentaires de cette catégorie de personnes et sont présentées pour la vente au détail dans des emballages aisément reconnaissables et munis de l'étiquette « préparation alimentaire pour nourrissons ».

(4) On entend par produits laitiers, les produits relevant des codes NC suivants, y compris, le cas échéant, les adaptations qui pourraient ultérieurement leur être apportées : 0401, 0402 (sauf 04022911).

(5) Les denrées alimentaires de moindre importance et les niveaux correspondants qui doivent être appliqués sont déterminés. Les valeurs pour les denrées alimentaires de moindre importance sont 10 fois supérieures aux valeurs du règlement 2218/89 Euratom pour la rubrique « Autres denrées alimentaires à l'exception de celles de moindre importance ».

(6) Liquides destinés à l'alimentation, tels que définis au code NC 2009 et au chapitre 22 de la nomenclature combinée. Les valeurs sont calculées compte tenu de la consommation d'eau courante et les mêmes valeurs devraient être appliquées à l'approvisionnement en eau potable suivant l'appréciation des autorités compétentes des États membres.

(7) Le carbone 14, le tritium et le potassium 40 ne sont pas compris dans ce groupe.

Le règlement prévoit cependant que des niveaux spécifiques peuvent être appliqués pour les zones proches du lieu de l'accident.

Il faut également garder à l'esprit que ces niveaux, qui ne concernent que les aspects de commercialisation, ont été établis sur base d'hypothèses générales. Des niveaux plus restrictifs doivent le cas échéant être envisagés dans le cadre notamment de la contamination du lait par l'iode 131 (consommation par les enfants) ou la contamination du lait et des légumes frais par des émetteurs alpha à vie longue (consommation des tout petits enfants).

#### 8.4.1.3 Approche pratique

En pratique, les actions prises pour diminuer l'exposition interne de la population reposeront surtout sur des restrictions et/ou interdictions de l'utilisation ou de la commercialisation des denrées alimentaires (et de l'eau potable), lorsque la contamination de celles-ci dépasse certains niveaux maximaux admissibles.

La description des mesures prises en application de la réglementation européenne (obligations pour industries agro-alimentaires, certificats, destructions,...) est fixée dans les plans spécifiques des départements concernés (AFCSA, ...).

Seules les mesures directes qui visent à limiter l'irradiation des personnes par ingestion d'aliments ou d'eau contaminés durant les premières heures de la contamination sont reprises dans ce plan.

Le début et la période de dissuasion ou d'interdiction de consommer dépendent des isotopes libérés, le type de nourriture et la voie de contamination (dépôt direct par l'air ou prise d'un terrain contaminé).

En général, la dissuasion ou l'interdiction de consommation sera surtout une mesure préventive, imposée jusqu'au moment où les mesures de contrôle nécessaires sur la contamination effective sont prises.



## 8.4.2 Directives d'application

### 8.4.2.1 Légumes frais

Dans la phase de contamination directe, on trouvera aussi bien des éléments à longue durée de vie que des éléments à courte durée de vie.

L'interdiction de consommation entrera en vigueur dès le début du rejet; elle sera annoncée à la radio et à la télévision.

Si le dépôt consiste uniquement en éléments à courte durée de vie, l'interdiction sera elle aussi de courte durée.

Cette interdiction sera nécessairement modulée selon la capacité d'absorption foliaire des différents légumes.

### 8.4.2.2 Interdiction de consommer de l'eau potable ou de l'eau de surface

L'interdiction ne concerne que l'eau potable provenant de réservoirs en plein air et des cours d'eau.

L'interdiction de consommation sera basée sur la contamination mesurée des eaux brutes traitées. Elle sera annoncée à la radio et à la télévision.

Si aucune action spécifique n'est prise, la consommation d'eau potable provenant des eaux souterraines peut continuer. La consommation des eaux de citerne (eaux de pluie) est déconseillée, sauf indications contraires.

### 8.4.2.3 Lait

Pour les isotopes de l'iode, la contamination du lait atteindra son maximum rapidement après celui des rejets radioactifs, alors qu'elle persistera durant une longue période (plusieurs années) pour les isotopes du césium et du strontium. L'importance de la contamination sera déterminée essentiellement par le degré de contamination du fourrage.

L'interdiction sera justifiée par des mesures de contrôle qui, dans le cas d'une contamination homogène, pourront s'effectuer directement dans les centres de distribution (laiteries) et, dans le cas de contamination hétérogène, devront être réalisées dans les exploitations agricoles.

La consommation hors du circuit de vente traditionnel est à déconseiller, sauf spécification contraire.

L'interdiction sera annoncée à la radio et à la télévision.

### 8.4.2.4 Viande

L'interdiction de consommation ne s'imposera pas avec la même urgence que les autres mesures. Elle peut être générale ou limitée à certaines espèces animales, en tenant compte de l'échelonnement du degré de contamination, lui-même influencé par le régime alimentaire (fourrage contaminé ou stocké), la zone d'élevage,...

La contamination maximale de la viande se situe plus tard que pour le lait et provient essentiellement des isotopes du césium ingérés. L'interdiction de consommation s'appuiera sur les contrôles prioritaires exécutés dans les abattoirs.

L'interdiction sera annoncée à la radio et à la télévision.

Un contrôle spécial devra être prévu pour les produits d'origine animale qui ne suivent pas le circuit de vente traditionnel et qui souvent ont un degré de contamination plus élevé inhérent à leur alimentation (gibier).

### 8.4.2.5 Interdiction de consommation d'autres aliments

Les aliments qui ont été exposés à l'air pendant le passage du nuage radioactif sont contaminés. Il est conseillé d'en remettre la consommation jusqu'à ce que des échantillonnages aient révélé le degré réel de contamination.

L'interdiction de consommation sera annoncée à la radio et à la télévision.

## 8.4.3 Responsables de l'exécution

Les plans spécifiques de l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire définissent les modalités d'exécution pour ce qui concerne les productions primaires.

Les plans spécifiques des Régions responsables en matière de gestion de l'eau potable déterminent les modalités d'exécution relatives à l'eau potable.

## 8.5 Mesures préventives concernant la chaîne alimentaire

### 8.5.1 Objectifs

À côté d'actions visant à protéger le consommateur, une autre série de mesures préventives peuvent être prises, afin de réduire autant que possible la contamination radiologique des denrées.

Les actions préventives au niveau de la chaîne alimentaire seront mises en route dès que le risque existe que soient dépassés les niveaux maximaux admissibles de contamination des aliments fixés par règlement européen, ceci afin de limiter les doses à la population. Il faut souligner que de telles situations pourraient se produire pour des niveaux de dose inférieurs à ceux qui provoquent la mise en oeuvre des mesures de protection de la population.

Pour des niveaux de dose supérieurs, la faisabilité et l'opportunité des contre-mesures devront faire l'objet d'une évaluation.

### 8.5.2 Principes de base d'application

Les actions préconisées dépendent de la phase de l'accident (avant, pendant ou après les rejets radioactifs) et de sa gravité (les scénarios : vigilance normale, risque limité à la chaîne d'alimentation et risques pour la population correspondant aux niveaux d'alerte U1 à U3).

Les plans spécifiques de l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire doivent être transmis au Ministre de l'Intérieur conformément au par. Champ d'application.

Le comité fédéral de coordination fait des recommandations ou donne des directives. Leurs modalités d'exécution sont définies par les services compétents l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire, comme indiqué dans le plan spécifique de ces autorités. Ces mêmes autorités décideront de la fin des actions.

### 8.5.3 Interdiction de pâturage

#### 8.5.3.1 Objectifs

La contamination des aliments (lait et viande) peut être réduite de façon importante en enlevant le bétail des prairies contaminées.

Cette opération vise à assurer le ravitaillement de la population belge et à donner des garanties pour le commerce international (exportations).

#### 8.5.3.2 Directives d'application et dispositions générales

La présente mesure de protection s'applique principalement aux accidents impliquant des dégagements d'iode, de césium et de strontium, qui se concentrent soit dans le lait (iode, strontium et césium), soit dans les tissus musculaires. Son application dépendra de la disponibilité de fourrage stocké non contaminé et de l'acceptabilité des risques d'exposition des personnes (agriculteurs).

Les communes affectées seront communiquées via la radio et la télévision.

La durée présumée de l'interdiction sera indiquée en fonction de l'incident.

### 8.5.4 Evacuation du bétail

#### 8.5.4.1 Objectifs

Tout comme l'interdiction de pâturage, cette disposition vise la protection contre la contamination des aliments. Toutefois, elle ne sera envisagée que dans le cadre d'un scénario d'évacuation.

Une évacuation ne sera envisagée qu'à condition qu'il y ait un manque d'étables dans la zone affectée et que la zone soit suffisamment petite.

#### 8.5.4.2 Directives d'application

L'évacuation du bétail est une opération qui est principalement inspirée par des arguments économiques et par conséquent elle est subordonnée à la protection des individus contre l'irradiation. C'est pourquoi elle ne fait partie que du scénario de l'évacuation retardée.

L'opération sera annoncée à la radio et à la télévision.

### 8.5.5 Interdiction d'irrigation et d'utilisation d'eau potable pour les animaux

#### 8.5.5.1 Objectifs

Prévention de la contamination des cultures par l'irrigation avec de l'eau contaminée. La contamination des animaux par l'absorption d'eau provenant de citernes d'eau de pluie doit être évitée. L'eau souterraine restera exempte de contamination radioactive durant les premiers temps qui suivent l'accident nucléaire.

#### 8.5.5.2 Directives d'application

La mesure est surtout pertinente en cas de contamination radioactive des réservoirs d'eau de pluie, résultant de chutes de pluie pendant la contamination de l'air et/ou de dépôts secs sur les réservoirs ouverts et les eaux de surface. L'interdiction sera annoncée à la radio et à la télévision.

## 9 ASSISTANCE DE L'ETRANGER

La Belgique a conclu des conventions bilatérales avec les pays voisins, réglant l'assistance réciproque en cas de catastrophes ou de calamités, y compris les accidents nucléaires :

- avec le grand-duché du Luxembourg (loi du 31 janvier 1978);
- avec la France (loi du 9 décembre 1983);
- avec l'Allemagne (loi du 17 janvier 1984);
- avec les Pays-Bas (loi du 9 septembre 1988).

Le Ministre de l'Intérieur peut, en vertu de ces conventions, invoquer une assistance spéciale en cas d'urgence radiologique.

En plus, le Ministre de l'Intérieur peut invoquer l'assistance :

— de tous les pays membres ayant signé la Convention sur l'assistance dans le cas d'une urgence radiologique (Convention on Assistance in the Case of a Radiological Emergency, Vienne 26.09.1986) (voir rubrique Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA));

— via le mécanisme communautaire visant à fournir une coopération renforcée dans le cadre des interventions de secours relevant de la Protection Civile (Décision du Conseil Européen du 23.10.2001, publiée au Journal Officiel n° L-297 du 15.11. 2001 p. 0007-0011).

## 10 FORMATION ET EXERCICES

Toutes les autorités et personnes privées concernées par le présent plan d'urgence se chargeront de la formation et de l'entraînement requis de leur propre personnel, en étroite collaboration avec toutes les autres parties associées au présent plan d'urgence.

En matière de formation des personnes intervenant dans ce plan, la directive européenne 89/618/Euratom en date du 27 novembre 1989 est d'application.

Conformément à l'article 2 de l'arrêté royal du 29 juillet 1991 portant création d'un institut supérieur de planification d'urgence, cet institut a également pour mission de diffuser, auprès des personnes susceptibles d'intervenir dans l'organisation des secours en cas d'urgence, une information adéquate et régulièrement mise à jour sur les risques que leur intervention présenterait pour leur santé et sur les mesures de précaution à prendre en pareil cas.

### 10.1 Formation initiale

Chaque organisation participante veille à la formation initiale de ses agents susceptibles d'intervenir dans le cadre du présent plan. Le schéma et le programme de formation (cours théoriques et pratiques), sont soumis au Ministre de l'Intérieur, qui peut demander des adaptations si nécessaire.

### 10.2 Information au corps médical et aux pharmaciens.

Le Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions donne au corps médical et aux pharmaciens une information spécifique aux situations d'urgence radiologique.

### 10.3 Recyclage

Les différentes organisations intervenant dans le présent plan assurent le recyclage de leur personnel. Le Ministre de l'Intérieur reçoit annuellement, de chaque organisation intervenant dans le présent plan, un rapport qui décrit les actions de recyclage engagées. Ici également, des adaptations peuvent être demandées par le Ministre de l'Intérieur.

### 10.4 Exercices

Parmi les principales installations nucléaires belges définies au par.1.3.1 (champs d'application) du présent plan, un exercice se tient chaque année pour les centrales nucléaires de Doel et Tihange et un exercice se tient tous les deux ans pour les quatre autres installations (Institut des Radioéléments, Belgonucléaire, Belgoprocess et Centre d'Etude de l'Energie nucléaire).

L'étendue de ces exercices est définie par le Ministre de l'Intérieur ou son délégué, en concertation avec l'exploitant de l'installation concernée, le Gouverneur de province et d'éventuels autres acteurs. Lors de la définition de l'étendue des exercices, il est tenu compte des leçons et des conclusions des exercices antérieurs.

A minima, l'interaction et les échanges d'informations entre l'exploitant, le CGCCR et la cellule d'évaluation sont testés lors de ces exercices.

Un programme annuel et/ou pluriannuel d'exercices est établi par le Ministre de l'Intérieur ou son délégué, en concertation avec les exploitants des installations nucléaires concernées, les Gouverneurs de province et les autres acteurs concernés. Il comprend, le cas échéant, d'autres situations d'urgence que celles reprises au §1.3.1 du présent plan.

Un exercice de grande ampleur (exercice global) est organisé tous les 3 ans. Les modalités pratiques de l'exercice global sont définies par le Ministre de l'Intérieur ou son délégué, en concertation avec les acteurs concernés.

Par ailleurs, la participation de la Belgique à des exercices à caractère international, tels que des exercices bilatéraux ou des exercices organisés par des instances internationales (CE, AIEA, OCDE/AEN), sera intégrée dans le programme annuel et/ou pluriannuel évoqué ci-dessus.

### 10.5 Evaluation et leçons apprises

Chaque exercice est évalué par toutes les parties concernées, qui en tirent des leçons pour leur propre usage.

Un rapport annuel global d'évaluation des exercices est établi sous la responsabilité du CGCCR et transmis au Ministre de l'Intérieur, au plus tard pour la fin du mois de mars de chaque année.

Ce rapport global inclut également un plan d'action qui reprend les actions correctives issues du retour d'expérience des exercices.

Sur base des rapports annuels globaux d'évaluation, le Ministre de l'Intérieur peut réunir les différentes parties concernées par le présent plan afin d'en déduire des propositions de modification de celui-ci.

## 11 INFORMATION PREALABLE

Conformément à la directive 89/618/Euratom du Conseil des Communautés européennes du 27 novembre 1989, la population qui peut être affectée en cas de danger radiologique -en fait, la population qui se trouve à l'intérieur de la zone générale de planification d'urgence des sites nucléaires- doit être informée préventivement des mesures de protection sanitaires qui lui seront applicables ainsi que du comportement à adopter en cas d'urgence radiologique.

L'information préalable doit au moins porter sur :

- les notions de base sur la radioactivité et ses effets sur l'être humain ainsi que sur l'environnement;
- les différents cas d'urgence radiologique pris en compte et leurs conséquences pour la population et pour l'environnement;
- les mesures d'urgence prévues pour alerter, protéger et secourir la population en cas d'urgence radiologique;
- les informations adéquates relatives au comportement que la population devrait adopter en cas d'urgence radiologique.

L'information est mise à jour en permanence, également quand des modifications significatives dans les mesures décrites interviennent. Elle est communiquée régulièrement à la population sans qu'elle ait à en faire la demande, par le biais de campagnes d'information.

Bien que l'information préalable ne fasse pas partie en soi du présent plan d'urgence, il est néanmoins important, lorsque' une urgence radiologique réelle se produit, que la population soit mieux à même de suivre les mesures prévues dans ce plan et de déterminer le comportement à adopter.

La population sera avertie, lors des campagnes d'information, que le plan d'urgence pourra toujours être consulté, dans le cadre de la publicité de l'administration, dans chaque administration communale située dans la zone de planification d'urgence.

Vu pour être annexé à Notre Arrêté du 17 octobre 2003.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,  
P. DEWAEL

Notes

(\*) Périmètre de dissuasion (zone jaune) : zone sans effets nocifs, sans séquelles irréversibles pour la santé. Elle peut être franchie librement par les habitants et les employés. Cette zone est néanmoins contre indiquée à la circulation et aux badauds.

Périmètre d'isolation (zone orange) : zone où des effets nocifs peuvent soit, être présents, soit être attendus. Cette zone est accessible à tous les services de secours.

Bijlage

# Nucleair en Radiologisch Noodplan voor het Belgische Grondgebied



## VOORWOORD

Het koninklijk besluit houdende vaststelling van het rampenplan voor nucleaire risico's voor het Belgisch grondgebied, gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 21 januari 1992, hield rekening met de aanbevelingen van de parlementaire onderzoekscommissies inzake nucleaire veiligheid.

Sedertdien vonden vanzelfsprekend een aantal wijzigingen plaats waarmee rekening dient gehouden te worden, waaronder de inwerkingstelling op 1 september 2001 van het Federaal Agentschap voor Nucleaire controle.

De voorbije tien jaar konden vooral heel wat lessen getrokken worden uit de talrijke oefeningen die in het kader van dit plan georganiseerd werden. Er dienden conclusies uit getrokken te worden om het te kunnen aanpassen zodat we over een nog performanter werkmiddel zouden beschikken om de bevolking en het milieu te beschermen.

Deze taak werd hoofdzakelijk toevertrouwd aan een werkgroep samengesteld uit afgevaardigden van de Civiele veiligheid, het Crisis- en coördinatiecentrum van de Regering, het Federaal agentschap voor nucleaire controle, de gouverneurs van de provincies Luik en Oost-Vlaanderen, de Associatie Vinçotte Nucléaire, het nationaal Instituut voor Radio-elementen en het Studiecentrum voor Kernenergie. Hier moet de essentiële rol onderstreept worden van de voorzitter van deze werkgroep die trouwens herhaaldelijk het voorzitterschap heeft waargenomen van de door het plan opgerichte evaluatiecel.

Er blijkt dat de kern van het plan en van de grote principes gehandhaafd moeten blijven maar dat de efficiëntie ervan verbeterd moet worden door een aantal aanpassingen.

Onder deze aanpassingen, werd het vroegere notificatieniveau N4 door het niveau NR vervangen. In geval van snelle uitstoot en zelfs indien de gevolgen van de blootstelling beperkt blijven, beoogt dit « reflexniveau » de onmiddellijke inwerkingstelling door de Provinciegouverneur van beschermingsmaatregelen in afwachting dat provinciale en federale cellen en comités opgericht worden.

De experts hebben eveneens aanbevolen een socio-economische cel op te richten die meer bepaald het federaal coördinatiecomité zal moeten adviseren over de socio-economische gevolgen van de genomen of te nemen beslissingen.

Het spreekt tenslotte vanzelf dat de actualisering van dit plan een permanente bekommernis moet zijn : om die reden voorziet dit laatste in de opstelling van een jaarlijks globaal plan dat voortvloeit uit de oefeningen en dat uitmondt op een daaruit voortvloeiend actieplan.

Het is nu de taak van elke actor in het nucleair en radiologisch rampenplan voor het Belgisch grondgebied om de gedane inspanningen verder te zetten zodat de veiligheid van de bevolking en van het milieu gegarandeerd kunnen worden.

## INHOUDSTAFEL

- 1 INLEIDING
  - 1.1 Algemeen
  - 1.2 Doel van het federaal noodplan
  - 1.3 Toepassingsveld
- 2 VERANTWOORDELIJKHEDEN EN BEVOEGDHEDEN
  - 2.1 Federale overheden
    - 2.1.1 Binnenlandse Zaken
    - 2.1.2 Volksgezondheid
    - 2.1.3 Tewerkstelling en Arbeid
    - 2.1.4 Landbouw
    - 2.1.5 Buitenlandse Zaken
    - 2.1.6 Financiën
    - 2.1.7 Landsverdediging
    - 2.1.8 Economische Zaken en Energie
  - 2.2 Gewesten
  - 2.3 Provinciegouverneurs
  - 2.4 Gemeentelijke overheden
  - 2.5 Andere instellingen
    - 2.5.1 Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle (FANC)
    - 2.5.2 Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen (FAVV)
    - 2.5.3 Wetenschappelijk Instituut Volksgezondheid (WIV)
    - 2.5.4 Koninklijk Meteorologisch Instituut (KMI)
    - 2.5.5 Studiecentrum voor Kernenergie (SCK-CEN)
    - 2.5.6 Nationaal Instituut voor Radio-elementen (IRE)
    - 2.5.7 Erkende instellingen
    - 2.5.8 Rode Kruis van België
    - 2.5.9 Andere expertises
  - 2.6 De exploitant van de nucleaire installatie
  - 2.7 Internationale organisaties
    - 2.7.1 Internationaal Atoomagentschap (IAAE)
    - 2.7.2 Europese Unie (EU)
- 3 ALGEMENE ORGANISATIE
  - 3.1 Algemene organisatie van de verantwoordelijkheden
    - 3.1.1 Emergency Director van de overheid
    - 3.1.2 Emergency Director van de exploitant
    - 3.1.3 Verdeling van de verantwoordelijkheden
  - 3.2 Algemene structuur van de organisatie van het noodplan
    - 3.2.1 Structuur en federale organisatie
    - 3.2.2 Provinciale operationele coördinatie van de hulpverlening
    - 3.2.3 Algemene organisatiestructuur van het interne noodplan op de site
  - 3.3 Bijzondere gevallen
    - 3.3.1 Organisatie in geval van noodsituatie in het buitenland
    - 3.3.2 Organisatie in geval van neerstorten van een ruimtetuig met radioactieve producten
    - 3.3.3 Organisatie in geval van ongeval tijdens het vervoer op het Belgische grondgebied
    - 3.3.4 Interventie in geval van noodsituaties met militaire tuigen of installaties
    - 3.3.5 Organisatie in geval van radiologische noodsituatie naar aanleiding van terroristische daden
    - 3.3.6 Andere radiologische noodsituaties
- 4 MELDING EN ALARMERING
  - 4.1 Meldingsplicht van de exploitant
    - 4.1.1 Notificatieniveaus
    - 4.1.2 Notificatiewijzen
    - 4.1.3 TELERAD
  - 4.2 Alarmering en alarmniveaus
  - 4.3 Notificatieschema's
    - 4.3.1 Notificatieschema - notificatieniveau « N0 » (pro memorie)
    - 4.3.2 Notificatieschema - notificatieniveau « N1, N2, N3 en NR »
    - 4.3.3 Actieschema van de verschillende Comités en Cellen
  - 4.4 Overdracht van latere informatie door de exploitant
  - 4.5 Notificatie en informatieoverdracht vanuit het buitenland
  - 4.6 Notificatie en informatieoverdracht naar het buitenland
- 5 NOODPLANNINGS- EN INTERVENTIEZONES
  - 5.1 Noodplanningszones
  - 5.2 Interventiezones
- 6 EVALUATIE VAN DE SITUATIE OP RADIOLOGISCH VLAK
  - 6.1 Inleiding
  - 6.2 Initiële evaluatie — reconstructie
  - 6.3 Radioactiviteitsmetingen
  - 6.4 Evaluatie van de potentialiteit van grotere lozingen — voorspelling

6.5 Adviseren van beschermingsmaatregelen

6.6 Einde van de noodsituatie

## 7 VERWITTIGEN EN INFORMEREN VAN DE BEVOLKING TIJDENS HET ONGEVAL OF DE RADIOLOGISCHE NOODSITUATIE

7.1 Algemene organisatie

7.2 Sirenes

7.3 Radio en TV

7.4 Telefoon

7.5 Wagens met luidsprekers

## 8 BESCHERMINGSMAATREGELEN

8.1 Bescherming van het interventiepersoneel

8.2 Rechtstreekse beschermingsmaatregelen voor de bevolking

8.2.1 Controle van het verkeer naar en vanuit de getroffen zone

8.2.2 Schuilen

8.2.3 Nemen van stabiele jodiumtabletten

8.2.4 Evacuatie

8.2.5 Decontaminatie

8.2.6 Aanbevelingen naar bepaalde bevolkingsgroepen

8.3 Medische acties

8.3.1 Basisfilosofie

8.3.2 Doelstellingen

8.3.3 Richtlijnen van aanwending

8.3.4 Verantwoordelijken voor de uitvoering

8.4 Beperkingen inzake de consumptie van besmet voedsel of water

8.4.1 Doelstellingen

8.4.2 Richtlijnen van toepassing

8.4.3 Verantwoordelijken voor de uitvoering

8.5 Preventieve maatregelen betreffende de voedselketen

8.5.1 Doelstellingen

8.5.2 Basisprincipes van toepassing

8.5.3 Graasverbod

8.5.4 Evacuatie van het vee

8.5.5 Verbod op irrigatie en op verbruik van drinkwater voor de dieren

## 9 HULP UIT HET BUITENLAND

## 10 OPLEIDING EN OEFENINGEN

10.1 Initiële opleiding

10.2 Informatie aan het medische korps en aan de apothekers

10.3 Bijscholing

10.4 Oefeningen

10.5 Evaluatie en getrokken lessen

## 11 VOORAFGAANDE INFORMATIE

### 1 INLEIDING

#### 1.1 Algemeen

Iedere industriële activiteit houdt bepaalde risico's in die onze samenleving impliciet gedooft als de gevolgen van een doelbewuste levenskeuze. Onze samenleving eist nochtans dat alles in het werk gesteld wordt om deze risico's te beheersen. Zij verlangt dat de overheid waakt over de voorkoming van ongevallen door het opleggen van aangepaste veiligheidsregels en dat, wanneer zich toch een ongeval heeft voorgedaan, maatregelen genomen worden om de schadelijke gevolgen ervan te beperken. Van de overheid wordt tevens verwacht dat zij de bevolking daarover afdoende inlicht.

Hoewel er aanzienlijke voorzorgen genomen worden om ongevallen van grote omvang in nucleaire installaties te voorkomen, dient de overheid er toch voor te zorgen klaar te zijn om beschermende maatregelen te kunnen nemen in geval van een nucleair ongeval met radiologische gevolgen, niet enkel voortkomende van de kerninstallaties op het Belgische grondgebied, maar evenzeer voortkomende van installaties in het buitenland gevestigd, evenals ten gevolge van het transport van radioactieve stoffen.

Dit noodplan, dat voornamelijk op de nucleaire installaties van klasse I gericht is met een potentialiteit van vrijstelling van radioactiviteit in de omgeving die beschermingsmaatregelen kan vereisen, mag de andere, hoewel in omvang beperktere risico's niet verwaarlozen, met name deze ingevolge het gebruik van radioactief materiaal in hospitalen enz. De interventies van de hulpdiensten kunnen in voorkomend geval aanleiding geven tot een coördinatie van de hulpverlening. Die a-priori beperktere noodsituaties, zoals beschreven in de rubriek 1.3.2, dienen in de provinciale rampenplannen voor hulpverlening opgenomen te worden, aangezien ze in eerste instantie geen federale coördinatie vereisen en de coördinatie zich op het niveau van de betrokken Provinciegouverneurs situeert.

In algemene zin dient de bevolking geïnformeerd te worden, niet alleen over het bestaan van de nucleaire en chemische risico's en de risico's verbonden aan andere gevaarlijke producten, maar ook over de voornaamste noodmaatregelen die gevolgd dienen te worden wanneer de volksgezondheid geschaad wordt of kan worden. Die kennis moet het mogelijk maken de risico's die een samenleving in volle technologische ontwikkeling met zich meebrengt, beter te beheersen, beter aan de gezamenlijke acties deel te nemen en, in voorkomend geval, het gedrag beter aan te passen om bij noodsituaties gepast te kunnen reageren.

#### 1.2 Doel van het federaal noodplan

Dit noodplan heeft tot doel de coördinatie van de maatregelen te verzekeren die ter bescherming van de bevolking en het leefmilieu moeten worden genomen bij een radiologische noodsituatie die het Belgische grondgebied rechtstreeks of onrechtstreeks bedreigt.

Dit document is bedoeld als leidraad voor de te nemen beschermingsmaatregelen, wanneer daartoe de noodzaak zich voordoet. Het beschrijft de opdrachten die de verschillende organismen en diensten, ieder binnen hun wettelijke en reglementaire bevoegdheid, in voorkomend geval, dienen uit te voeren.

Er dient opgemerkt te worden dat in een normale situatie dit plan geen invloed heeft op de uitvoering van de wettelijke en reglementaire taken van de betrokken departementen, diensten, organismen en instituten — met inbegrip van de provincies en gemeenten. In geval van toepassing echter, dienen zij de nodige maatregelen te nemen om de in dit plan toevertrouwde taken uit te voeren.

#### 1.3 Toepassingsveld

De bepalingen van dit noodplan zijn van toepassing wanneer de Belgische bevolking bedreigd wordt of het risico loopt bedreigd te worden door een abnormale radiologische blootstelling (radiologische noodsituatie), langs verschillende blootstellingswegen, te wijten aan :

— externe bestraling door luchtbesmetting en/of afgezette radioactieve stoffen (vervuiling van het Belgische grondgebied);

— interne bestraling door inademing van besmette lucht en/of door inname van besmet voedsel of drinkwater.

##### 1.3.1 Het is met name van toepassing in de volgende bijzondere situaties :

— de ongevallen in de voornaamste Belgische nucleaire installaties : de kerncentrales van Doel en van Tihange, het Studiecentrum voor Kernenergie (SCK) te Mol, het Instituut voor Radio-elementen (IRE) te Fleurus, Belgoprocess en Belgonucleaire te Dessel;

— de ongevallen in de buitenlandse nucleaire installaties, gelegen in de onmiddellijke nabijheid van België, namelijk de kerncentrales van Chooz, Gravelines en Cattenom (Frankrijk), en de kerncentrale van Borssele (Nederland);

— de radiologische noodsituaties betreffende ruimtetuigen of militaire tuigen of in militaire installaties;

— de radiologische noodsituaties bij vervoer van splijtstoffen, of radioactieve bestanddelen (met inbegrip van het radioactief afval);

— de radiologische noodsituaties naar aanleiding van terroristische daden.

1.3.2 Dit plan is in eerste instantie niet van toepassing in de volgende radiologische noodsituaties, aangezien de coördinatie door de provinciale overheden gebeurt :

— de radiologische noodsituaties in alle andere dan hierboven vermelde Belgische nucleaire installaties, zoals de reactor Thetis te Gent, het Transuranium laboratorium van de « Université de Liège (Sart-Tilman) », FBFC Int. te Dessel en CBNM te Geel.

Dit sluit niet uit dat de provinciale overheden, indien nodig, een beroep kunnen doen op de federale overheden om een federale coördinatie te verzekeren.

Dit plan beschrijft de algemene organisatie. Het dient aangevuld te worden met :

— bijzondere interventieplannen op de verschillende niveau's, voorgelegd aan de Minister van Binnenlandse Zaken of aan de betrokken Provinciegouverneur;

— operationele procedures eigen aan elke cel.

## 2 VERANTWOORDELIJKHEDEN EN BEVOEGDHEDEN

### 2.1 Federale overheden

#### 2.1.1 Binnenlandse Zaken

Onverminderd de voorrechten van de Eerste Minister coördineert de Minister van Binnenlandse Zaken alle maatregelen die nodig zijn bij de toepassing van dit plan. Deze bevoegdheid steunt op de wet van 31 december 1963 betreffende de Civiele Bescherming, op het koninklijk besluit van 23 juni 1971 houdende organisatie van de opdrachten van de Civiele Bescherming en coördinatie van de operaties bij rampspoedige gebeurtenissen, catastrofes en schadegevallen, op het koninklijk besluit van 20 juli 2001 houdende algemeen reglement op de bescherming van de bevolking, van de werknemers en het leefmilieu tegen het gevaar van de ioniserende stralingen en op het koninklijk besluit dat dit plan bekrachtigt.

De Minister van Binnenlandse Zaken kan alle burgerlijke en militaire middelen opeisen en inzetten teneinde de noodsituatie onder controle te krijgen of in te perken (wet van 31 december 1963 en koninklijk besluit van 3 maart 1934 betreffende het bezigen van personeel en materieel van het leger en niet-militaire werken).



In het kader van het huidige noodplan kan de Minister van Binnenlandse Zaken in samenwerking met de exploitanten maatregelen nemen ter bestrijding van de gevolgen van de noodsituatie binnen de installatie.

De Minister van Binnenlandse Zaken is bevoegd om de bepalingen van de bilaterale en internationale overeenkomsten van hulpverlening en notificatie in geval van catastrofes en zware ongevallen, afgesloten tussen België en andere landen en organisaties, uit te voeren.

De voorafgaande informatieverstrekking, bedoeld in hoofdstuk 11 van dit plan, wordt door de Minister van Binnenlandse Zaken georganiseerd, met inbegrip van de informatie over de preventieve verdeling van jodiumtabletten. De inhoud van de informatie wordt bepaald in overleg met de betrokken Ministers en met het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle.

#### 2.1.2 Volksgezondheid

De Minister die Volksgezondheid onder zijn bevoegdheid heeft, organiseert en kijkt toe op de goede werking van de diensten voor dringende medische hulpverlening (wet van 7 juli 1964).

In het bijzonder inzake radioprotectie, organiseert hij de controle van de inwendige besmetting van de besmette personen, evenals hun medische opvolging.

Daartoe organiseert hij zijn diensten volgens hun potentieel materieel, de beschikbaarheid en de opleiding van hun personeel.

Bovendien is de Algemene Directie van de federale overheidsdienst Volksgezondheid « Dieren, planten en voeding », die bevoegd is voor alles wat betrekking heeft op de normatieve en reglementaire aspecten, vertegenwoordigd binnen verschillende cellen en comités die in het CGCCR zetelen.

#### 2.1.3 Tewerkstelling en Arbeid

De Minister die de arbeidsveiligheid, de arbeidshygiëne en de arbeidsgeneeskunde onder zijn bevoegdheid heeft, houdt toezicht op de veiligheid van de nabijgelegen « klassieke » installaties (al dan niet op de getroffen site) en van haar werknemers, die door het nucleair ongeval in gevaar gebracht kunnen worden.

Overeenkomstig het KB van 25/4/1997 en zijn wijzigingen, houdt hij eveneens toezicht op de gezondheid van al de werknemers, die door het nucleair ongeval in gevaar gebracht kunnen worden.

#### 2.1.4 Landbouw

De Minister tot wiens bevoegdheid Landbouw behoort, is, rekening houdend met de Euratom verordeningen 2218/89 van de Raad van 18 juli 1989, 944/89 van de Commissie van 12 april 1989 en 770/90 van de Commissie van 29 maart 1990, belast met het voorstellen van maatregelen voor de landbouw, de tuinbouw en de zeevisserij, overeenkomstig de wet van 28 maart 1975 houdende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten.

Hij werkt mee aan de aanwending van de praktische bepalingen op het vlak van de landbouw, maatregelen genomen door het federale coördinatiecomité (zie 3.2.1.2.).

#### 2.1.5 Buitenlandse Zaken

De Minister van Buitenlandse Zaken verzamelt alle informatie die in het buitenland beschikbaar is over de radiologische noodsituaties die zich buiten de Belgische grenzen hebben voorgedaan en gevolgen kunnen hebben hetzij voor het Belgisch grondgebied, hetzij voor de Belgische onderdanen in het buitenland.

In dergelijke situaties, is hij belast met het inwinnen en verstreken van inlichtingen over de belangen en de toestand in het buitenland.

#### 2.1.6 Financiën

In het kader van de toepassing van de Europese reglementeringen inzake de commercialisatie van besmette levensmiddelen en diervoeders (zie Europese Unie (EU)) houdt de Minister van Financiën, via de administratie voor Douane en Accijnzen, toezicht op de in- en uitvoer.

#### 2.1.7 Landsverdediging

De Minister van Landsverdediging is algemeen bevoegd inzake nucleaire activiteiten in de militaire installaties. Hij waakt over de voorbereiding en de uitvoering van de te nemen maatregelen binnen de krijgsmacht in geval van een ongeval of bij abnormale stijging van de omgevingsradioactiviteit. De maatregelen om de bevolking en het leefmilieu eventueel te beschermen behoren evenwel tot dit noodplan (zie K.B. van 5 december 1975).

Dit wordt geconcretiseerd door een conventie tussen de Ministers van Landsverdediging en van Binnenlandse Zaken.

#### 2.1.8 Economische Zaken en Energie

De Minister van Economische Zaken en Energie neemt alle maatregelen die nodig zijn opdat de energievoorziening verzekerd blijft in een radiologische noodsituatie.

Hij waakt erover dat de vitale economische activiteiten van de Natie in de mate van het mogelijke behouden blijven (zie K.B. van 27 juli 1950 houdende bepaling van de te bevredigen levensbehoeften voor de uitvoering van de wet van 19 augustus 1948).

De Minister van Economische Zaken houdt in het bijzonder toezicht op de activiteiten van de maalderijen via de Algemene Directie « Controle en Bemiddeling », in het kader van dit nationaal noodplan.

#### 2.2 Gewesten

Naar gelang van de omstandigheden en de aan de Gewesten toegekende bevoegdheden, worden de Gewesten uitgenodigd in het federale coördinatiecomité.

#### 2.3 Provinciegouverneurs

De Provinciegouverneur speelt een belangrijke rol in de algemene noodplanning. In dit plan is zijn coördinerende rol met name bepaald :

— voor de alarmniveau's U1, U2 en U3, verzekert hij de coördinatie van de acties op het terrein, overeenkomstig het provinciale rampenplan voor hulpverlening voor :

— de bestrijding van het ongeval, indien nodig, in overleg met het federale coördinatiecomité;

— de uitvoering van de maatregelen ter bescherming van de bevolking, volgens de door het federale coördinatiecomité genomen beslissingen.

De coördinatie gebeurt met de burgemeester van de gemeente waar het ongeval zich voorgedaan heeft en met de burgemeesters van de interventiezone.

— bij het alarmniveau UR, neemt hij onmiddellijk maatregelen op eigen verantwoordelijkheid, zoals voorzien in de rubrieken 3.2.2, 4.1.1.5, 4.2 en 4.3.3, in afwachting van de instelling van de federale en provinciale cellen en comités.

Voor de onder 1.3.2 vermelde situaties verzekert de Provinciegouverneur de coördinatie op basis van het provinciale rampenplan voor hulpverlening. Dit sluit niet uit dat, indien nodig, de Provinciegouverneur een beroep kan doen op de Emergency Director van de overheden om een federale coördinatie te verzekeren.

De wet van 31 december 1963 betreffende de civiele bescherming en het K.B. van 23 juni 1971 betreffende de opdrachten van de civiele bescherming en de coördinatie van de opdrachten bij rampspoedige gebeurtenissen, catastrofes en schadegevallen liggen aan de basis van de bevoegdheidsstructuur. Bovendien wordt dit plan bij

koninklijk besluit vastgesteld, overeenkomstig artikel 72 van het K.B. van 20 juli 2001 houdende algemeen reglement op de bescherming van de bevolking, van de werknemers en het leefmilieu tegen het gevaar van de ioniserende stralingen.

Het provinciale rampenplan voor hulpverlening bevat eveneens de nodige informatie voor de socio-economische analyse. Deze informatie wordt opgesteld in overleg met de betrokken federale diensten, via de socio-economische cel (zie rubriek 3.2.1.5).

#### 2.4 Gemeentelijke overheden

De wetgeving op de civiele bescherming heeft geen afbreuk willen doen aan de gemeentelijke bevoegdheden inzake openbare veiligheid en hygiëne, die steunen op artikel 135 § 2 van de gemeentewet van 26 mei 1989.

Niettemin wordt ervan uitgegaan dat een radiologisch risico, zeker dit voortkomend uit een ongeval in een nucleaire installatie, gemeentegrensoverschrijdend is en een rechtstreekse coördinatie veronderstelt op provinciaal en op nationaal niveau, krachtens het bovenvermelde K.B. van 23 juni 1971, en dit in het kader van een provinciaal rampenplan voor hulpverlening en van dit plan.

#### 2.5 Andere instellingen

##### 2.5.1 Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle (FANC)

Het Agentschap verleent technische en wetenschappelijke hulp bij de uitwerking van de noodplannen die de Minister van Binnenlandse Zaken vaststelt. Het organiseert een interventiecel voor de noodgevallen en is ermee belast een wetenschappelijke en technische documentatie op het gebied van de nucleaire veiligheid samen te stellen (artikel 22 en 23 van de wet van 15 april 1994 betreffende de bescherming van de bevolking en van het leefmilieu tegen de uit ioniserende stralingen voortspruitende gevaren en betreffende het FANC).

In het kader van dit plan, moet het onder andere :

- het voorzitterschap van de evaluatiecel en van de meetcel verzekeren en een technische en wetenschappelijke bijstand verlenen aan deze laatste;

- wetenschappelijke adviseurs leveren aan de informatiecel;

- de interventieniveau's voor de radiologische noodsituaties en de gebruiksmodaliteiten ervan definiëren;

- de bevoegde instantie zijn tegenover het IAAE en de Europese Commissie voor de radiologische noodsituaties die plaatsvinden op het Belgische grondgebied.

##### 2.5.2 Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen (FAVV)

Het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen (FAVV) (zie wet van 4 februari 2000 houdende oprichting van het FAVV), onder de verantwoordelijkheid van de Minister van Volksgezondheid, is bevoegd voor :

- de controle, het onderzoek en de keuring van de voedselproducten en hun grondstoffen in alle stadia van de voedselketen;

- de controle en de keuring van de productie, de verwerking, de bewaring, het vervoer, de handel, de in- en uitvoer, de productie-, verwerking-, verpakking-, verhandeling-, opslag- en verkoopplaatsen van de voedselproducten en hun grondstoffen.

##### 2.5.3 Wetenschappelijk Instituut Volksgezondheid (WIV)

Het Wetenschappelijk Instituut Volksgezondheid is een wetenschappelijke overheidsinstelling, onder de verantwoordelijkheid van de Minister die bevoegd is voor de Volksgezondheid.

In het kader van dit plan, is het WIV belast met technische opdrachten inzake radioactiviteitsmetingen in het milieu.

##### 2.5.4 Koninklijk Meteorologisch Instituut (KMI)

Het KMI is belast met :

- het verzamelen van de informatie aangaande de waarnemingen en de analyse van de bestaande weersituatie op de begane grond en in de standaarddrukvlakken in de vrije atmosfeer;

- de meteorologische verwachtingen en de berekening van de te verwachten trajecten van de besmette luchtmassa;

- het leveren van de door de internationale instanties opgelegde informatie, binnen de evaluatiecel (zie rubriek 3.2.1.3.).

##### 2.5.5 Studiecencentrum voor Kernenergie (SCK-CEN)

Het Studiecencentrum voor Kernenergie SCK-CEN, instelling van openbaar nut, verricht onderzoek onder andere in verband met de veilige toepassing van kernenergie en de stralingsbescherming. In het kader van dit noodplan voor radiologische risico's voor het Belgische grondgebied, kan het, op verzoek van de regering, expertise en adviesopdrachten, evenals toezicht- en nazichtverrichtingen van technische aard uitvoeren.

Tot deze opdrachten behoren onder andere volgende taken, zowel in crisissituaties als daarbuiten :

- de ondersteuning en adviesverlening bij het opstellen, toepassen, inoefenen en aanpassen van procedures en instructies voor de evaluatiecel en voor de meetcel;

- het uitvoeren van metingen zowel in eigen laboratoria als in-situ; de ondersteuning van meetploegen en hun coördinatie op het terrein. Deze metingen kunnen zowel omgevingsmetingen, analyses van monsters uit de voedselketen als controle op de uitwendige en inwendige besmetting van personen omvatten;

- de opleiding van het ingezet personeel;

- evaluatiestudies door modelanalyses;

- ontsmetting van beperkte groepen personen;

- elke andere adviserende of ondersteunende taak waar de overheid in het kader van dit noodplan behoefte aan kan hebben;

- logistieke steun in de hiervoor vermelde domeinen.

De toevertrouwde taken worden gespecificeerd in een met de Minister van Binnenlandse Zaken, afgesloten conventie met bijhorende addenda.

##### 2.5.6 Nationaal Instituut voor Radio-elementen (IRE)

Het Nationaal Instituut voor Radio-elementen is een instelling van openbaar nut die beschikt over een controle-infrastructuur van het leefmilieu. In het kader van dit plan kan de Regering het IRE de opdracht geven om technische opdrachten uit te voeren.

Een kaderovereenkomst met bijhorende addenda gesloten met de Minister van Binnenlandse Zaken preciseren de verschillende opdrachten die tot de bevoegdheid van het Instituut behoren :

- radioactiviteitsmetingen in de laboratoria van het IRE;

- veldmetingen van de omgevingstraling, de luchtbesmetting, oppervlaktebesmettingstraling, besmetting van de voedselketen;

- ter beschikking stellen van meetploegen;

- bepaling van de inwendige besmetting van personen in de instelling zelf;
- fysieke controle op het vlak van stralingsmeting en bescherming;
- ondersteuning van de evaluatiecel.

#### 2.5.7 Erkende instellingen

In het kader van de bepalingen van artikel 74 van het K.B. van 20 juli 2001, werden de volgende instellingen erkend in klasse I :

- Association Vinçotte Nucléaire (AVN);
- AIB-VINÇOTTE CONTROLATOM. (AVC)

In deze context voeren zij opdrachten uit in verband met controle van installaties, overeenkomstig artikel 23 van het K.B. van 20.07.2001 houdende algemeen reglement op de bescherming van de bevolking, van de werknemers en het leefmilieu tegen het gevaar van de ioniserende stralingen, onder andere met betrekking tot de veiligheid van de installatie en de interne noodplanning. Hun know-how is essentieel voor het crisisbeheer en als dusdanig versterken de betrokken erkende instellingen de evaluatiecel (verzameling en evaluatie van de informatie betreffende de gecontroleerde instelling, de staat van de installaties, de onmiddellijke en potentiële gevolgen, ...).

Deze versterking van de evaluatiecel wordt geregeld door een overeenkomst gesloten met de Minister van Binnenlandse Zaken.

#### 2.5.8 Rode Kruis van België

Het Rode Kruis is belast met de organisatie van de sanitaire hulpverlening aan de burgerbevolking bij rampen, en meer bepaald in de oprichting en de vorming van een kader van personen die bekwaam zijn de eerste hulp te verlenen (K.B. van 20 april 1967 betreffende de Rijkstegemoetkoming in de organisatie door het Rode Kruis van België van bepaalde taken van sanitaire hulpverlening aan de burgerbevolking).

Op grond van de overeenkomst tussen het Rode Kruis van België en het Departement van Volksgezondheid d.d. 12 oktober 1970, in uitvoering van het bovenvermelde K.B., heeft het Rode Kruis geneeskundige groepen opgericht en staat het in voor de « welfare »-diensten, onder meer bij de evacuatie van personen.

De interventies zullen omschreven worden in het betrokken provinciale rampenplan voor hulpverlening.

#### 2.5.9 Andere expertises

Naar gelang van de omstandigheden, kan er een beroep gedaan worden op elke expertise die, rekening houdend met de situatie, noodzakelijk geacht wordt. Ter illustratie, deskundigen van universiteiten of van de Nationale Instelling voor Radioactief Afval en Verrijkte Splijtstoffen (NIRAS), in het opzicht van het algemene beheer van radioactief afval, zouden, op grond van hun know-how en hun bijzondere actiemiddelen, opgeroepen kunnen worden om deel te nemen aan diverse activiteiten bij de aanwending van dit noodplan.

#### 2.6 De exploitant van de nucleaire installatie

De exploitant die houder is van de exploitatievergunning, is en blijft in alle omstandigheden verantwoordelijk voor het beheer van de installatie en voor de bescherming, inzonderheid op stralingsgebied, van de personen die hij tewerkstelt. De exploitatie gebeurt met inachtneming van de wet en de voorwaarden omschreven in de vergunning en onder controle van de bevoegde autoriteiten; via de Dienst voor de fysische Controle van de installatie is de exploitatie onderworpen aan de permanente controle van een erkende instelling van klasse I. De burgerlijke aansprakelijkheid van de exploitatie is geregeld bij de wet van 22 juli 1985 betreffende de burgerlijke aansprakelijkheid in de sector van de kernenergie.

In geval van een incident of van een ongeval, ongeacht of zulks al dan niet tot de inwerkingtreding van het intern noodplan en/of van dit plan leidt, blijft de exploitant verantwoordelijk voor het beheer van de installaties. Aangezien hij door de eigenaar van de installatie met de exploitatie werd belast, is hij wettelijk verplicht namens laatstgenoemde alle bewarende maatregelen te nemen die noodzakelijk zijn om de veiligheid te vrijwaren van de personen en goederen buiten de installatie waarin het ongeval zich heeft voorgedaan. Hij moet het ongeval omschrijven en alles in het werk stellen opdat de installatie zo snel mogelijk in veilige status kan worden gebracht.

De exploitant informeert de bevoegde overheden op grond van de bepalingen opgenomen in dit plan, de voorwaarden die zijn vastgesteld in de wet (o.a. artikelen 67 en 76 van het K.B. van 20 juli 2001) en in het vergunningsbesluit. Bij een ongeval dat tot de inwerkingtreding van dit noodplan leidt, worden de inlichtingen gegeven overeenkomstig dit plan. Deze inlichtingen hebben voorrang op eerder genoemde inlichtingen.

De exploitant geeft de evaluatiecel (notificatieniveau N1, N2, N3 en NR) en de gouverneur (notificatieniveau NR) de informatie over de staat van zijn installatie waarover zij moeten beschikken om hun opdracht te kunnen uitvoeren. Bedoelde inlichtingen zijn in andere hoofdstukken van dit plan omschreven. Hij voert een eerste schatting uit van de stralingsgevolgen rond de installatie en verleent ook plaatselijk hulp aan de andere interveniërende diensten, voor zover die hulp kan worden verzoend met de uitoefening van zijn eigen taak.

De bescherming van het personeel van de exploitant op het ogenblik van een radiologische noodsituatie heeft ook betrekking op de bescherming van de personen die met zijn toestemming op de exploitatiesite aanwezig zijn. Op stralingsvlak heeft deze bescherming betrekking op maatregelen inzake hergroepering, evacuatie, ontsmetting binnen of buiten de site, de overbrenging naar gespecialiseerde ziekenhuizen, alsook op maatregelen van medische aard die voortvloeien uit de toestand of worden opgelegd door de artsen van de installatie.

De taken die ten laste vallen van de exploitant, zijn omschreven in het interne noodplan van de installatie.

#### 2.7 Internationale organisaties

##### 2.7.1 Internationaal Atoomagentschap (IAAE)

Door de goedkeuring van de wet van 5 juni 1998 houdende instemming met de Verdragen inzake vroegtijdige kennisgeving van een nucleair ongeval en met het Verdrag inzake de verlening van bijstand in het geval van een nucleair ongeval of een calamiteit met radioactieve stoffen, heeft België deze verdragen toegepast. Deze twee verdragen werden ondertekend op 26 september 1986 en bij het Internationaal Atoomagentschap (IAAE) te Wenen ingediend.

Het IAAE wordt geïnformeerd over elk incident dat gevolgen kan hebben voor andere landen, overeenkomstig het notificatieniveau dat door de Minister van Binnenlandse Zaken meegedeeld wordt.

### 2.7.2 Europese Unie (EU)

De Raad van de Europese Unie heeft op 14 december 1987 een beschikking goedgekeurd betreffende communautaire regelingen voor snelle uitwisseling van informatie in geval van een radiologische noodsituatie (« ECURIE », 87/600/EURATOM, Publicatieblad nr. L 371 van 30/12/1987 blz. 0076-0078). De Europese Commissie wordt verwittigd voor iedere noodsituatie met risico's op blootstelling aan ioniserende stralingen voor dewelke de autoriteiten besluiten tot het nemen van maatregelen ter bescherming van de bevolking, onafgezien van het feit of zulks gevolgen heeft voor andere landen.

De Raad van de Europese Unie heeft maximaal toelaatbare niveaus vastgesteld voor de radioactieve besmetting in de Verordening (Euratom) nr. 2218/89 van de Raad van 18 juli 1989 tot wijziging van de verordening (Euratom) nr. 3954/87 tot vaststelling van de maximaal toelaatbare niveau's voor de radioactieve besmetting voor de voedingsmiddelen en de diervoeders na een nucleair ongeval of in elke andere radiologische noodsituatie (Publicatieblad nr. L 211 van 22/07/1989 blz. 0001-0003).

Er bestaat eveneens een verordening tot vaststelling van de maximaal toelaatbare niveau's voor de radioactieve besmetting voor de minder belangrijke voedingsmiddelen : verordening (Euratom) nr. 944/89 van de Commissie van 12 april 1989 tot vaststelling van de maximaal toelaatbare niveau's voor de radioactieve besmetting voor de minder belangrijke voedingsmiddelen na een nucleair ongeval of in elke andere radiologische noodsituatie (Publicatieblad nr. L 101 van 13/04/1989 blz. 0017-0018) en ook voor diervoeders : verordening (Euratom) nr. 770/90 van de Commissie van 29 maart 1990, tot vaststelling van de maximaal toelaatbare niveau's voor de radioactieve besmetting voor de diervoeders na een nucleair ongeval of in elke andere radiologische noodsituatie (Publicatieblad nr. L 083 van 30/03/1990 blz. 0078-0079).

De Raad van de Europese Unie heeft bijzondere voorwaarden bepaald voor de uitvoer van voedingsmiddelen en diervoeders na een nucleair ongeval of in elke andere radiologische noodsituatie : verordening (EEG) 2219/89 van 18 juli 1989 (Publicatieblad nr. L 211 van 22/07/1989 blz. 0004 — 0005).

De Richtlijn 96/29/Euratom van de Raad van 13 mei 1996 tot vaststelling van de basisnormen voor de bescherming van de gezondheid der bevolking en der werkers tegen de aan ioniserende straling verbonden gevaren, voorziet in haar artikelen 49 tot 53 interventie maatregelen in geval van radiologische noodsituatie. Deze bepalingen werden omgezet in de artikelen 72 en 72bis van het KB van 20.07.2001.

De Richtlijn 89/618/Euratom van de Raad van 27 november 1989 betreffende de informatie van de bevolking over de bij stralingsgevaar toepasselijke maatregelen ter bescherming van de gezondheid en over de alsdan te volgen gedragslijn, werd eveneens omgezet in de artikelen 72.1, 72.2 en 72.3 van het koninklijk besluit van 20.07.2001.

## 3 ALGEMENE ORGANISATIE

### 3.1 Algemene organisatie van de verantwoordelijkheden

Er dient herhaald te worden dat in geval van een radiologische noodsituatie in een nucleaire installatie, de exploitant de enige verantwoordelijke is en blijft voor het beheer van de operaties op de site. De Emergency Director van de overheden kan evenwel op elk ogenblik, in overleg met de Emergency Director van de exploitant, maatregelen nemen om een noodsituatie op de exploitatiesite te controleren, als de openbare orde of de veiligheid van de bevolking dat vereist.

Buiten de site zijn het de overheden die belast zijn met de bescherming van de bevolking.

#### 3.1.1 Emergency Director van de overheid

De verantwoordelijkheid van Emergency Director van de overheid ligt tijdens de hele crisis bij de Minister van Binnenlandse Zaken of zijn gemachtigde.

De Emergency Director van de overheid stelt dit plan in werking (zie niettemin par. 4.2 : de inwerkingstelling van de praktische bepalingen van het plan door het C.G.C.C.R. in afwachting van de beslissing van de Emergency Director), kondigt de alarmniveaus af, zit het federale coördinatiecomité voor en kondigt het einde van de noodtoestand aan. Hij wijst de woordvoerder van de regering aan, in overleg met de communicatie-coördinator.

#### 3.1.2 Emergency Director van de exploitant

De leiding van de operaties op de exploitatiesite in geval van een nucleair incident of ongeval dat aanleiding geeft tot de afkondiging van het interne noodplan, is de verantwoordelijkheid van het ondernemingshoofd.

De Emergency Director van de exploitant kondigt het interne plan af en bepaalt het notificatieniveau.

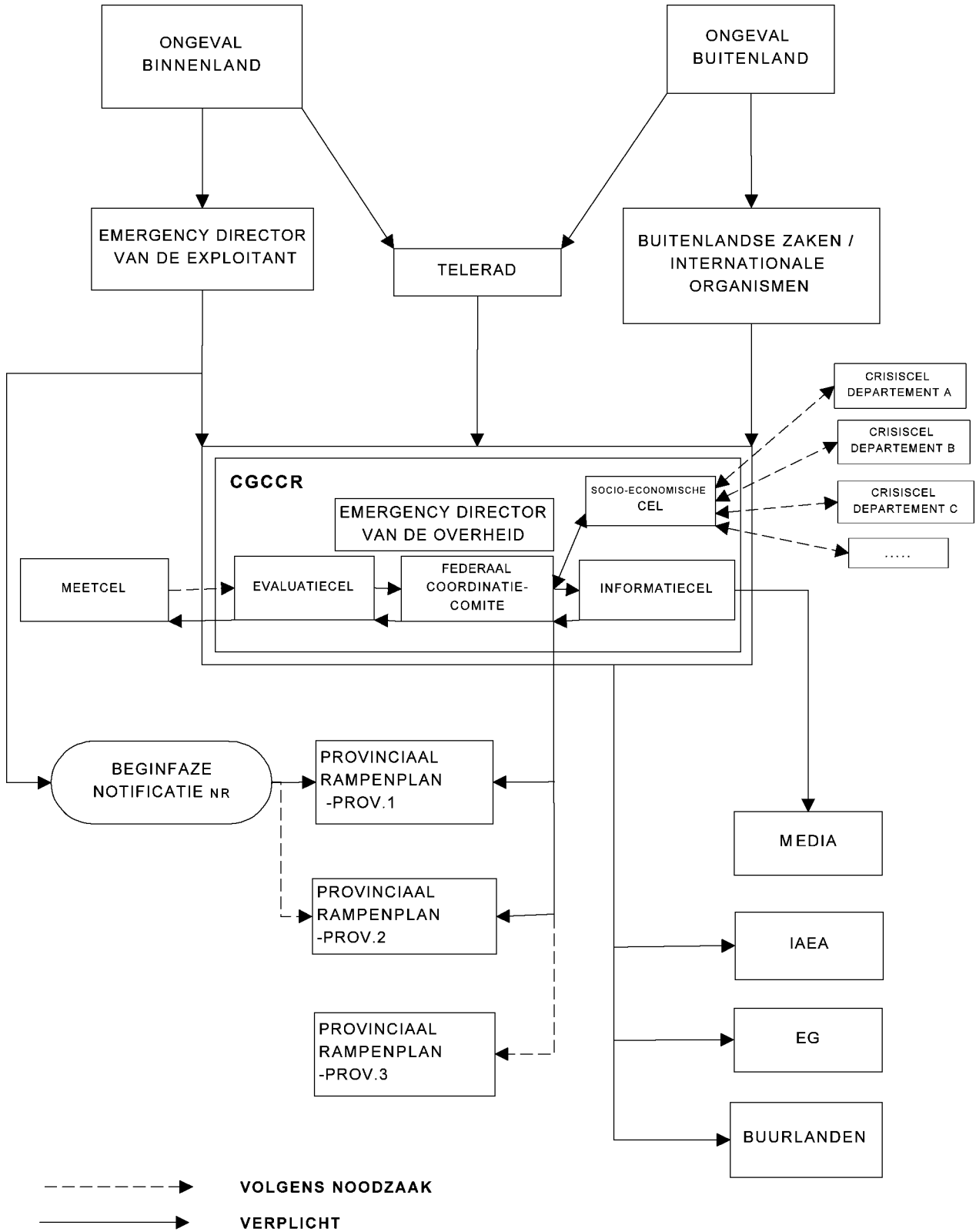
Voor de rechtsreeks bij dit plan betrokken nucleaire installaties (kerncentrales van Doel en van Tihange, het SCK-CEN, het IRE, Belgoprocess, Belgonucléaire), wordt de functie van Emergency Director uitgeoefend door een daartoe behoorlijk gemachtigd directielid van de exploitatiesite.

#### 3.1.3 Verdeling van de verantwoordelijkheden

Hoewel de Emergency Director van de overheid de algemene bevoegdheid heeft om dit plan in werking te stellen (zie niettemin par. 4.2 : de inwerkingstelling van de praktische bepalingen van het plan door het C.G.C.C.R. in afwachting van de beslissing van de Emergency Director) en stap voor stap uit te voeren volgens de richtlijnen van het plan en van het federale coördinatiecomité, blijft de Emergency Director van de exploitant zijn verantwoordelijkheden op de exploitatiesite behouden. Hij is verantwoordelijk voor het interne noodplan, voor de voorbereiding en, indien nodig, de uitvoering ervan en voor het beheer van de installatie, zoals bepaald in § 3.2.3 van dit plan.

In het algemeen belang primeert, in voorkomend geval, echter de beslissing van de Emergency Director van de overheid.

3.2 Algemene structuur van de organisatie van het noodplan



### 3.2.1 Structuur en federale organisatie

#### 3.2.1.1 Het Coördinatie- en Crisiscentrum van de Regering (CGCCR)

Het Coördinatie- en Crisiscentrum van de Regering verzekert een continue wachtdienst ten gunste van de Regering. Dit betekent dat de medewerkers 24u/24 de gebeurtenissen volgen, die volgens de verkregen inlichtingen, tot een noodsituatie zouden kunnen leiden. De bevoegde overheden worden van de situatie op de hoogte gehouden.

Indien nodig stelt het CGCCR een infrastructuur voor crisisbeheer en ervaren personeel ter beschikking van de overheden die een crisis moeten beheren. Deze infrastructuur wordt regelmatig aangepast aan de nieuwe technologieën.

Het CGCCR heeft als opdracht :

- het aanwenden van de praktische bepalingen van dit plan, op aangeven van de Emergency Director van de overheid, op de hierna bepaalde wijze (zie niettemin par. 4.2 omtrent de inwerkingstelling van de praktische bepalingen van het plan door het C.G.C.C.R. in afwachting van de beslissing van de Emergency Director);

- het verwittigen van de in dit plan aangewezen verantwoordelijke diensten en personen van de notificatie, volgens de voorgestelde alarmniveaus;

- de opvang van de verschillende comités en cellen in zijn lokalen;

- het verspreiden van de door de verschillende cellen voorbereide inlichtingen;

- het treffen van de logistieke voorzieningen, de communicatiemiddelen inbegrepen;

- als nationaal contactpunt te dienen in het kader van de overeenkomsten met het IAAE en de EG (zie rubriek 2.7) of van elke ad hoc bilaterale overeenkomst.

#### 3.2.1.2 Federaal Coördinatiecomité

##### 3.2.1.2.1 Opdrachten

Het federale coördinatiecomité stelt de algemene crisisstrategie op punt, neemt de fundamentele beslissingen en neemt de politieke verantwoordelijkheid ervoor op zich.

Daartoe baseert het federale coördinatiecomité zich met name op de adviezen van de evaluatie- en socio-economische cellen.

Het zorgt eveneens voor de aanwending van de operationele coördinatie (of de voortzetting ervan), in het kader van het provinciale rampenplan voor hulpverlening.

##### 3.2.1.2.2 Samenstelling

Het federale coördinatiecomité is samengesteld uit de verschillende Ministers of Staatssecretarissen of hun gemachtigden die een rechtstreekse verantwoordelijkheid hebben bij een radiologische noodsituatie, met name diegene die bevoegd zijn voor Volksgezondheid en Leefmilieu, Arbeid en Tewerkstelling, Binnenlandse Zaken, Landbouw, Buitenlandse Zaken, Financiën (Douane), Landsverdediging, Economische Zaken en Energie. Indien nodig, kunnen andere federale of gewestelijke Ministers of Staatssecretarissen of hun gemachtigden uitgenodigd worden om deel uit te maken van het federale coördinatiecomité.

Het federale coördinatiecomité zal door de Emergency Director opgericht worden op basis van de graad van ernst van de lopende situatie.

De Minister van Binnenlandse Zaken wordt bijgestaan door de betrokken Provinciegouverneur(s) of hun gemachtigde(n).

##### 3.2.1.2.3 Voorzitterschap

Vanaf de aanvangsfase neemt de Minister van Binnenlandse Zaken of zijn gemachtigde het voorzitterschap waar en vervult dus de functie van Emergency Director van de overheid.

Naar gelang van de situatie, kan de Minister van Binnenlandse Zaken of zijn gemachtigde de Minister die bevoegd is voor Volksgezondheid en Leefmilieu machtigen de functie van Emergency Director van de overheid te verzekeren.

Hiermee wordt geen afbreuk gedaan aan het voorrecht van de Eerste Minister om de regeringsactie zelf te leiden.

##### 3.2.1.2.4 Werkmethode

De werkmethode van het federale coördinatiecomité wordt beschreven in de interne procedures.

##### 3.2.1.2.5 Interface met de andere cellen en comités

Het federale coördinatiecomité laat zich op permanente wijze voorlichten door de evaluatiecel en de socio-economische cel; te gepaste tijde, deelt ze de informatiecel mee welke inlichtingen via de media aan de bevolking moeten worden meegedeeld. Een verbindingsambtenaar van de informatiecel zetelt in het federale coördinatiecomité.

Het federale coördinatiecomité houdt via het C.G.C.C.R. ook voortdurend contact met het operationele niveau, de Provinciegouverneur(s).

#### 3.2.1.3 Evaluatiecel

##### 3.2.1.3.1 Opdrachten

De evaluatiecel beoordeelt de situatie op radiologisch en technisch vlak, teneinde een advies te kunnen geven aan het federale coördinatiecomité over de beschermingsmaatregelen voor bevolking en leefmilieu. Zij bepaalt eveneens de strategie van radioactiviteitsmetingen in het leefmilieu.

De evaluatiecel geeft, na beraad over de potentiële en/of reële gevolgen van een incident en van de eventuele beschermingsmaatregelen voor de mens en zijn leefmilieu, advies aan het federale coördinatiecomité over beschermingsmaatregelen voor de bevolking.

Zij verstrekt inlichtingen op aanvraag van het federale coördinatiecomité en kan door hem geraadpleegd worden voor allerlei problemen van radiologische aard.

In overleg met de meetcel, bereidt zij de inlichtingen voor die in het kader van de verplichtingen inzake alarmering en informatieuitwisseling aan de internationale organisaties (EU en IAAE) bezorgd moeten worden.

In de « post-emergency » situatie (zie rubriek 6.6), d.w.z. na het formeel opheffen van de noodsituatie, dient de evaluatiecel na te gaan of :

- een verlengde procedure voor omgevingscontrole gerechtvaardigd is;

- er modaliteiten dienen opgesteld te worden volgens welke de normale levenswijze van de bevolking in functie van de tijd terug hersteld kan worden (terugkeer van de geëvacueerde bevolking, distributie van voedingsproducten, landgebruik,...).

Na het opheffen van de noodsituatie zal de evaluatiecel een verslag van haar activiteiten opmaken (verloop van de noodsituatie, werking van de meetcel, radiologische evaluatie, ...).

### 3.2.1.3.2 Samenstelling

De evaluatiecel is samengesteld uit vertegenwoordigers van overheidsdiensten die verantwoordelijkheden hebben op radiologisch vlak; deze vertegenwoordigers worden bijgestaan door aangewezen diensten of organismen die optreden als deskundigen.

De verantwoordelijke overheidsdiensten zijn :

- het federaal Agentschap voor nucleaire Controle (FANC);
- de FOD Volksgezondheid — Algemene Directie : dieren, planten en voeding;
- de FOD Buitenlandse Zaken in geval van een nucleair ongeval in het buitenland;
- het departement Landsverdediging;
- het koninklijk meteorologisch Instituut (KMI).

De deskundigen zijn vertegenwoordigers van :

- het Studiecentrum voor Kernenergie (SCK-CEN);
- het nationaal Instituut voor Radio-elementen (IRE);
- de erkende Instelling van de betrokken installatie;
- de vertegenwoordiger van de betrokken installatie.

Indien nodig, kan de Minister die verantwoordelijk is voor de coördinatie van de interventies, een beroep doen op andere deskundigen om deel te nemen aan de werkzaamheden van de evaluatiecel.

### 3.2.1.3.3 Voorzitterschap

Het voorzitterschap wordt waargenomen door een vertegenwoordiger van het FANC.

### 3.2.1.3.4 Werkmethode

De werkmethode van de evaluatiecel wordt beschreven in de interne procedures.

### 3.2.1.3.5 Interface met de andere cellen en comités

Voor het verwerven van de elementen voor de radiologische evaluatie, staat de evaluatiecel in verbinding met :

- de exploitant van de betrokken installatie;
- de meetcel;
- het federale coördinatiecomité, voor de aanbeveling van beschermingsmaatregelen, alsook voor de feedback van de genomen beslissingen en de uitgevoerde beschermingsmaatregelen;
- de instellingen waartoe de leden van de cel behoren (FANC, FOD Volksgezondheid, SCK-CEN, IRE, KMI, erkende instelling,...) voor het uitvoeren van haar evaluatietaak.

De contacten met de informatiecel en de socio-economische cel gebeuren via het federale coördinatiecomité en via een intern communicatiesysteem.

### 3.2.1.4 Meetcel

#### 3.2.1.4.1 Opdrachten

De meetcel staat in voor de uitvoering van de meetstrategie zoals deze door de evaluatiecel wordt voorgesteld (cfr. Rubriek Missions). Hiertoe coördineert ze alle activiteiten die erop gericht zijn om meetgegevens te verwerven, in functie van het stadium van de crisis (vóór, tijdens of na reële lozingen) en de verschillende blootstellingwegen. In de aanvangsfase van het crisisbeheer kan de meetcel op eigen initiatief metingen starten in afwachting van instructies vanwege de evaluatiecel.

De meetcel staat in voor de praktische organisatie van alle metingen en bemonsteringen, evenals voor de snelle en efficiënte doorstroming van de gegevens en de resultaten, de nodige controles en validaties, en een gepaste voorstelling van de resultaten. Het betreft alle metingen die kunnen vereist zijn voor de bescherming van de bevolking, zowel rechtstreeks als in laboratoria, zowel via automatische meetsystemen zoals TELERAD als via inzet van mensen en middelen (inclusief helikoptermiddelen) : bepaling en afbakening van risicozones; controles van leden van hulpdiensten, van de getroffen site, van de bevolking; controles in de voedsel- en drinkwaterketen; controles van landbouwproducten; controles van import en export; controles van besmetting en ontsmetting van mensen en gebruiksgoederen zoals voertuigen; metingen die een dosisreconstructie achteraf toelaten enz.

Daarnaast staat de meetcel ook in, samen met de evaluatiecel, voor de voorbereiding van de informatie die naar internationale organisaties zoals de EU of het IAAE moeten doorgegeven worden.

Na de crisis staat de meetcel in voor het verder uitvoeren van de controleprogramma's die nodig geacht worden. Bovendien bezorgt de meetcel de nodige gegevens aan de evaluatiecel om het rapport waarvan sprake onder rubriek Missions (« post emergency »).

De meetcel is gericht op twee operationele niveau's :

- het federale niveau (CGCCR), geleid door zijn « Voorzitter »;
- het lokale niveau, geleid door een « lokale coördinator ».

#### 3.2.1.4.2 Samenstelling

De meetcel bestaat uit instellingen en organismen die over de belangrijkste meetinstrumenten beschikken (TELERAD, mobiele middelen, laboratoria, ...) en over de nodige bevoegdheid, namelijk :

- het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle (FANC);
- het Studiecentrum voor Kernenergie (SCK-CEN);
- het Nationaal Instituut voor Radio-elementen (IRE);
- het Wetenschappelijk Instituut Volksgezondheid (WIV);
- de Civiele bescherming;
- het departement Landsverdediging;
- andere.

De resultaten van de radioactiviteitsmetingen, uitgevoerd door de exploitanten buiten hun site, worden eveneens ter beschikking gesteld van de meetcel.

Ten slotte kan men ook een beroep doen op buitenlandse teams volgens de Conventie voor wederzijdse bijstand van het IAAE (zie ook rubriek 2.7.1).

De Civiele bescherming staat in voor de communicatie tussen de lokale coördinator, de meetploegen en het CGCCR, eventueel aangevuld door de eigen middelen van de deelnemers.

De leiding en de coördinatie van de door de verschillende interveniërende partijen uitgevoerde taken worden verzekerd door het FANC. Het beheert ook de gegevens en staat in voor de archivering van de aldus verzamelde informatie.

De functie van lokale coördinator van de meetploegen wordt uitgeoefend door het SCK-CEN of het IRE.

### 3.2.1.4.3 Voorzitterschap

Het voorzitterschap wordt waargenomen door de vertegenwoordiger van het FANC die eveneens instaat voor de interface met de evaluatiecel teneinde een nauwe samenwerking tussen deze twee cellen te garanderen.

#### 3.2.1.4.4 Werkmethode

De werkmethode van de meetcel wordt beschreven in haar interne procedures in overleg met de evaluatiecel.

Deze procedures beschrijven onder andere de taken en de werking van de meetcel in functie van de situatie :

- in geval van een crisis : vóór, tijdens en na de lozingen;
- bij de nazorg na de crisis; waaronder de synthese en archivering van de meetresultaten;
- buiten perioden van crisis : de werking om de cel en de meetmiddelen operationeel te houden, o.a. door oefeningen en opleiding;
- de werking van de meetcel binnen het CGCCR;
- het opzetten van veldmetingen, met inbegrip van de desbetreffende praktische modaliteiten;
- de organisatie van bemonstering en transport van de monsters naar de laboratoria, met inbegrip van de desbetreffende praktische modaliteiten.

#### 3.2.1.4.5 Interface met de andere comités en cellen

De meetcel staat in contact met de evaluatiecel, met de lokale coördinator, met de laboratoria, en met alle plaatsen waar personeel van de meetcel wordt ingezet.

### 3.2.1.5 Socio-economische cel

#### 3.2.1.5.1 Opdracht

De socio-economische cel is belast met :

- het adviseren van het federale coördinatiecomité over de socio-economische gevolgen van de genomen of te nemen beslissingen;
- het verzekeren van de verwerking van deze gevolgen naar gelang van de genomen beslissingen;
- het informeren van het federale coördinatiecomité over de follow-up van de beslissingen in de betrokken sectoren (op het niveau van de voorbereiding en de uitvoering van de maatregelen);
- het verzekeren van de terugkeer naar een normale socio-economische situatie na het ongeval (beheer van de post-accidentele fase).

#### 3.2.1.5.2 Samenstelling

De socio-economische cel is samengesteld uit vertegenwoordigers van de departementen die verantwoordelijk zijn voor de goede werking van het socio-economische leven van het land (diverse bevoorradings, gezondheidszorgen, communicatie, telecommunicatie, ...).

Deze vertegenwoordigers verzekeren de verbinding tussen het federale coördinatiecomité en de crisiscellen van de betrokken departementen.

Indien de situatie het vereist, komen de directeurs van de departementale crisiscellen punctueel samen in het CGCCR.

Indien nodig, kan de cel een beroep doen op deskundigen.

#### 3.2.1.5.3 Voorzitterschap

De Emergency Director van de overheid wijst de voorzitter van de cel aan naar gelang van de omstandigheden van het ongeval.

#### 3.2.1.5.4 Werkmethode

In het kader van de verspreiding van het alarm — en op beslissing van de Emergency Director van de overheid — informeert het CGCCR de crisiscellen van de betrokken departementen opdat zij zich zouden kunnen organiseren en de aanwezigheid van hun departementale vertegenwoordigers in het CGCCR zouden kunnen verzekeren.

De Emergency Director van de overheid oordeelt over de gepastheid om de socio-economische cel al dan niet samen te brengen. Als de cel niet samengeroepen wordt, wordt de socio-economische problematiek behandeld door de gewone communicatiekanalen tussen het CGCCR en de departementale crisiscellen.

De coördinatie van de actie van de verschillende betrokken departementen wordt verzekerd door de vertegenwoordigers van de op het CGCCR samengeroepen departementen.

Deze werken nauw samen met de crisiscellen van hun departementen.

Deze laten werken samen met de federale en regionale overheden en met de federaties van de betrokken sectoren.

#### 3.2.1.5.5 Interface met de andere cellen

De socio-economische cel is een ondersteunende cel voor het federale coördinatiecomité.

Zij werkt ook nauw samen met de informatiecel teneinde de betrokken departementen te informeren. De twee cellen organiseren met name de éénvormige informatie van de betrokken sectoren (doelgroepen).

De contacten met de Provinciegouverneurs verlopen via het federale coördinatiecomité.

### 3.2.1.6 Informatiecel

#### 3.2.1.6.1 Opdrachten

De informatiecel draagt een woordvoerder voor aan de Emergency Director van de overheid en organiseert de coördinatie van de actie van de woordvoerders van de verschillende autoriteiten.

Zodra dit plan afgekondigd wordt, waakt de informatiecel erover dat :

- de bevolking gewaarschuwd wordt betreffende de te nemen beschermingsmaatregelen via de nationale zenders (radio en T.V.); de inhoud van de aan de bevolking geleverde informatie wordt bepaald in overleg met het FANC;
- de media op een éénvormige wijze en op geregelde tijdstippen over de noodtoestand en het verloop ervan geïnformeerd worden;
- een adequaat informatiesysteem georganiseerd wordt om te kunnen antwoorden op de vragen van de bevolking;
- een gepaste monitoring van de bevolking en van de media georganiseerd wordt teneinde de reacties van de bevolking en van de media in reële tijd te kunnen evalueren;
- de nodige inlichtingen verstrekt worden aan de buurlanden waarmee bilaterale overeenkomsten afgesloten zijn voor wederzijdse bijstandsverlening in geval van nucleaire ongevallen;
- een bepaald aantal specifieke doelgroepen rechtstreeks geïnformeerd wordt. Andere doelgroepen ontvangen de nodige informatie via de bevoegde autoriteiten;
- de betrokken autoriteiten geïnformeerd worden vanaf het moment van de afkondiging van dit plan en dat het waarschuwingsstatuut, vastgesteld door de Emergency Director van de overheid overeenkomstig dit plan, meegedeeld wordt aan de bevoegde overheden.



Indien informatie aan de media noodzakelijk blijkt wanneer dit plan niet afgekondigd wordt, wordt er een overleg georganiseerd tussen de Emergency Director van de overheid, het FANC, de Civiele Veiligheid en het CGCCR.

#### 3.2.1.6.2 Samenstelling

De informatiecel bestaat uit :

- de communicatiecoördinator lid van het CGCCR;
- wetenschappelijke raadgevers van het FANC;
- vertegenwoordigers van andere departementen in functie van de toestand.

De informatiecel wordt bovendien bijgestaan door medewerkers aangewezen door federale departementen en/of privé organismen.

#### 3.2.1.6.3 Voorzitterschap

Het voorzitterschap wordt waargenomen door een door de Emergency Director van de overheid gemachtigde persoon.

#### 3.2.1.6.4 Werkmethode

De werkmethode van de informatiecel wordt beschreven in haar werkprocedures, bevattende :

- de werkmethode van de cel;
- de opleiding van de leden;
- de beschikbare middelen;
- de wijze van verspreiden van de informatie.

#### 3.2.1.6.5 Interface met de andere comités en cellen

Een contactpersoon woont de beraadslagingen van het federale coördinatiecomité bij. Desgevallend neemt een vertegenwoordiger van de informatiecel deel aan de beraadslagingen van de evaluatiecel.

De informatiecel staat in contact met de communicatiecel van de exploitant van de getroffen nucleaire installatie (zie par. 3.2.1.6.6 hieronder) en met de betrokken Provinciegouverneurs, teneinde met hun respectieve informatiecellen te beraadslagen over de te verspreiden inlichtingen, alsook over de mededelingen die door de autoriteiten gedaan (zullen) worden (en vice versa).

#### 3.2.1.6.6 Informatie aan de media door de exploitant

De door de exploitant aan de media en/of aan de bevolking geleverde informatie beperkt zich tot de inlichtingen betreffende de situatie op de exploitatiesite en de evolutie ervan.

Indien de omstandigheden het vereisen, kan op de site een informatiecel opgericht worden om de pers, die zich er zou aanmelden, met name de televisie, te ontvangen.

De verantwoordelijken van de exploitant belast met de informatie zullen regelmatig contact hebben met de informatiecel van de op het CGCCR zetelende overheden.

#### 3.2.1.6.7 Internationale beoordelingsschaal van de ernst van een ongeval

Het IAAE heeft een internationale schaal ontworpen met als doel de voorstelling van de omvang van de incidenten of ongevallen in de nucleaire installaties te vergemakkelijken volgens hun belangrijkheid op het gebied van de veiligheid. Zo werden er 7 niveau's bepaald. De voornaamste doelstelling van deze schaal is de bevolking vlug en duidelijk te informeren over de gevolgen van incidenten in de nucleaire installaties op de veiligheid.

De INES-schaal kan in geen geval gebruikt worden als beheersinstrument voor antwoorden op een nucleaire crisissituatie.

De klassering van een gebeurtenis op de INES-schaal gebeurt volgens een protocol opgesteld tussen de exploitanten, de autoriteiten en de erkende instelling.

Elk niveau op de INES-schaal wordt vastgelegd op basis van de elementen beschikbaar op het moment van de klassering. Naar gelang van de evolutie van de situatie of van bijkomende elementen, zou een aanpassing van het niveau op de INES-schaal noodzakelijk kunnen blijken.

In een crisissituatie gebeurt het overleg tussen de exploitant, de autoriteiten en de erkende instelling over de bepaling van het niveau op de INES-schaal binnen de evaluatiecel zonder evenwel de opdrachten van de evaluatiecel, zoals in dit plan bepaald, in gevaar te brengen.

#### 3.2.2 Provinciale operationele coördinatie van de hulpverlening

Vanaf het alarmniveau U2 roepen de Provinciegouverneurs het provinciale coördinatiecomité samen.

De Provinciegouverneur coördineert de interventies overeenkomstig het provinciale rampenplan voor hulpverlening.

Bij de alarmniveau's U2 en U3 verzekert het provinciale niveau de aanwending van de beschermingsmaatregelen, waartoe het federale coördinatiecomité besloten heeft, alsook de informatie van het publiek aangaande de door de Gouverneur genomen maatregelen.

Bij het alarmniveau UR neemt de Provinciegouverneur onmiddellijk en op eigen verantwoordelijkheid de in dit geval voorziene beschermingsmaatregelen (waarschuwen, schuilen, luisteren), overeenkomstig de bepalingen van het provinciale rampenplan voor hulpverlening, in afwachting van de beslissingen van het federale coördinatiecomité, dat samenkomt in het CGCCR.

De Provinciegouverneur doet steeds een beroep op de burgemeester van de getroffen gemeente en op de burgemeesters van de gemeenten die deel uitmaken van de interventiezone.

#### 3.2.3 Algemene organisatiestructuur van het interne noodplan op de site

Bij een situatie die leidt tot de afkondiging van het interne noodplan en/of dit plan, stelt de exploitant op de exploitatiesite een voorziening ter beschikking die het mogelijk maakt :

- te beschikken over de informatie die nodig is om de ernst van de situatie in te schatten, om het ongeval onder controle te krijgen en de installatie opnieuw veilig te maken;
- het interventiepersoneel van de exploitant, alsook de organismen op welke de exploitant een beroep doet en welke in dergelijke omstandigheden een rol spelen, te beheren en te coördineren;
- snel de reële of potentiële radiologische risico's in te schatten;
- het personeel dat op de exploitatiesite aanwezig is, de overheid en eventueel de media te waarschuwen;
- de nodige maatregelen te treffen ter bescherming van het personeel en de eventuele bezoekers;
- de reële en potentiële externe radiologische gevolgen van het ongeval te evalueren;
- de overheid regelmatig te informeren over de evolutie van het ongeval en de gevolgen ervan voor het leefmilieu;
- indien nodig, de verantwoordelijke overheden te adviseren met betrekking tot de maatregelen ter bescherming van de bevolking.

Deze voorziening, die gedetailleerd wordt omschreven in een document « Intern noodplan » van elke exploitant, biedt de mogelijkheid om een onderscheid te maken in de functies en verantwoordelijkheden. Het document vermeldt de taken van de verschillende verantwoordelijken en de interventieploeg(en). De groepeeringsmodaliteiten van het niet

rechtstreeks betrokken personeel worden eveneens beschreven. De verantwoordelijken, hun taken, de interne en externe hulpmiddelen waarop ze kunnen rekenen, worden duidelijk gepreciseerd. Het Intern Noodplan bevat eveneens de gedetailleerde criteria van elk notificatieniveau, alsook de formulieren die door de exploitant gebruikt worden voor de overdracht van de notificatie en van de latere informatie aan de autoriteiten (zie rubrieken 4.1.1.6, 4.3 en 4.4).

Het document voorziet essentieel twee grote types van situaties :

- de situaties waarvan de gevolgen zich beperken tot de die beperkte gevolgen hebben op de exploitatiesite;
- de situaties die een radiologische invloed (kunnen) hebben buiten de exploitatiesite.

De algemene organisatiestructuur opgezet in geval van een incident of een ongeval is een evolutieve structuur naar gelang van de omvang van de gebeurtenis.

Zij is voldoende soepel om, volgens het type van situatie, aangepast te worden aan de reële behoeften (instelling van bijkomende cellen, zoals interne technische ondersteuning, externe technische ondersteuning, behandeling van het afval en van het afvalwater, informatie van de media ...).

### 3.3 Bijzondere gevallen

#### 3.3.1 Organisatie in geval van noodsituatie in het buitenland

In het geval van een noodsituatie naar aanleiding van een ongeval in één van de kerncentrales, gelegen nabij België (centrales van Chooz, Gravelines, Cattenom en Borssele), zal de aanwending van dit plan gebeuren volgens gelijkaardige modaliteiten zoals deze toegepast voor een ongeval in een Belgische nucleaire installatie. Enkel de waarschuwing (notificatie en alarmering) en de informatieuitwisseling maken het voorwerp uit van specifieke bepalingen, die worden opgenomen in de interne procedures van de federale en provinciale cellen en comités.

In de andere gevallen, zodra het CGCCR op de hoogte gebracht wordt van een ongeval of van een radiologische noodsituatie in het buitenland, met een reëel of potentieel gevolg voor het Belgische grondgebied, en dit via :

- de FOD Buitenlandse Zaken;
  - de internationale organismen IAAE en/of EG;
  - het FANC (automatische meetnetwerk TELERAD, ...);
  - elke andere veilige informatiebron (bilaterale akkoorden van alarmering en van informatieuitwisseling, ...);
- verwittigt het de voorzitter van de evaluatiecel en de Emergency Director van de overheid erover.

De voorzitter van de evaluatiecel stelt, in voorkomend geval, op grond van de beschikbare informatie of van informatie in te winnen via de geëigende kanalen of via eigen informatiebronnen, een alarmniveau voor aan de Emergency Director van de overheid. Vanaf dat ogenblik verloopt de procedure van verwittiging en interventie overeenkomstig de bepalingen van dit plan (cf. rubriek 4.3.).

De Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken verzamelt de inlichtingen over de risico's voor de Belgen in het buitenland, met name in de getroffen streken.

Indien de omvang van de ramp en het aantal in gevaar verkerende landgenoten het vereisen, wordt de procedure van openstelling van het crisiscentrum van Buitenlandse Zaken in werking gesteld.

#### 3.3.2 Organisatie in geval van neerstorten van een ruimtetuig met radioactieve producten

Het CGCCR analyseert de situatie met de hulp van de inlichtingen van de Europese Ruimtevaartorganisatie (ESA) en het Belgische Instituut voor Ruimte-Aëronomie. Dankzij deze inlichtingen, volgt het CGCCR de baan van de satelliet en informeert de voorzitter van de evaluatiecel en de Emergency Director van de overheid.

De voorzitter van de evaluatiecel stelt, in voorkomend geval, op grond van de beschikbare informatie of van informatie in te winnen via de geëigende kanalen of via eigen informatiebronnen, een alarmniveau voor aan de Emergency Director van de overheid. Vanaf dat ogenblik verloopt de procedure van verwittiging en interventie overeenkomstig de bepalingen van dit plan (zie rubriek 4.3.).

#### 3.3.3 Organisatie in geval van ongeval tijdens het vervoer op het Belgische grondgebied

Zodra het CGCCR en/of het FANC op de hoogte gebracht wordt van een ongeval tijdens het vervoer op het Belgische grondgebied, wordt de voorzitter van de evaluatiecel ervan verwittigd.

De oorspronkelijke informatie kan komen van :

- de chauffeur;
- de aangestelde voor het vervoer;
- de dienst 100;
- de politiediensten;
- elke andere veilige informatiebron (dienst fysieke controle van de vervoerder, ...)

Het CGCCR wordt in elk geval ingelicht.

De voorzitter van de evaluatiecel stelt, in voorkomend geval, op grond van de beschikbare informatie of van informatie in te winnen via de geëigende kanalen of via eigen informatiebronnen, een alarmniveau voor aan de « emergency director » van de overheid. Vanaf dat ogenblik verloopt de procedure van verwittiging en interventie overeenkomstig de bepalingen van dit plan (zie rubriek 4.3.).

Een gepast interventiescenario zal daarna aangewend worden naar gelang van de situatie, ofwel op het niveau van de lokale overheden (burgemeester, gouverneurs), ofwel op het federale niveau.

#### 3.3.4 Interventie in geval van noodsituaties met militaire tuigen of installaties

Overeenkomstig het koninklijk besluit van 11 mei 1971 houdende algemeen militair reglement op de bescherming tegen het gevaar van de ioniserende stralen, richt de commandant van de militaire installatie of de militaire overheid verantwoordelijk voor een transport, bij een zwaar ongeval, op de site een voorziening op die het mogelijk maakt :

- te beschikken over de nodig informatie om te oordelen over de ernst van het ongeval;
- het optreden van de militaire interventiediensten te beheren en te coördineren;
- de militaire en burgerlijke overheden te informeren betreffende de reële of potentiële radiologische risico's indien deze zich zouden kunnen uitstrekken tot buiten het militaire domein of de bevolking zouden kunnen bedreigen. De militaire overheden zullen in het bijzonder de burgerlijke overheden verwittigen betreffende de specifieke risico's met militaire (nucleaire) tuigen, evenals betreffende de explosiegevaaren van bepaalde bestanddelen of de gevaaren voor contaminatie;
- de nodige onmiddellijke maatregelen ter bescherming van het personeel of de bevolking te nemen.

Interne plannen per site worden uitgewerkt door de militaire overheden en de belangrijke elementen met het oog op de bescherming van de burgerbevolking worden mee gedeeld aan de Minister van Binnenlandse Zaken.

#### 3.3.5 Organisatie in geval van radiologische noodsituatie naar aanleiding van terroristische daden

Zodra het CGCCR op de hoogte wordt gebracht van een radiologische noodsituatie op het Belgische grondgebied of die het Belgische grondgebied zou bedreigen, veroorzaakt door een terroristische daad, en dit via elke betrouwbare informatiebron, verwittigt het de hulpdiensten, de politie- en inlichtingendiensten, de voorzitter van de evaluatiecel en de Emergency Director van de overheid.

De voorzitter van de evaluatiecel stelt, op grond van de beschikbare informatie of van informatie in te winnen via de geëigende kanalen of via eigen informatiebronnen, een alarmniveau voor aan de Emergency Director van de overheid. De bijzondere bepalingen worden dan aangewend naar gelang van de noodsituatie.

De bepalingen die eigen zijn aan een dergelijke situatie, zullen in een bijzondere procedure beschreven worden.

#### 3.3.6 Andere radiologische noodsituaties

Zodra het CGCCR op de hoogte wordt gebracht van een reële of potentiële radiologische noodsituatie op het Belgische grondgebied of die het Belgische grondgebied zou bedreigen, en dit via elke betrouwbare informatiebron, verwittigt het de voorzitter van de evaluatiecel en de Emergency Director van de overheid.

De voorzitter van de evaluatiecel stelt, in voorkomend geval, op grond van de beschikbare informatie of van informatie in te winnen via de geëigende kanalen of via eigen informatiebronnen, een alarmniveau voor aan de Emergency Director van de overheid. Vanaf dat ogenblik zullen de bepalingen van dit plan uitgevoerd worden teneinde de noodsituatie zo goed mogelijk te beheren (zie rubriek 4.3).

### 4 MELDING EN ALARMERING

#### 4.1 Meldingsplicht van de exploitant

##### 4.1.1 Notificatieniveau's

In het kader van het noodplan zijn, op grond van de ernst van een abnormale gebeurtenis of van het ongeval in een nucleaire installatie, vier notificatieniveaus omschreven : deze niveaus van notificatie door de exploitant heten N1, N2, N3 en NR, en kunnen worden gekoppeld aan de alarmniveaus waarvan sprake is in paragraaf 4.2.

Naast deze vier niveaus, werd ook een niveau « N0 » voorzien voor de waarschuwing van de overheid in geval van een exploitatieanomalie. Op dit niveau treedt dit noodplan niet in werking, behalve indien de Emergency Director van de overheid een andersluidende beslissing neemt.

##### 4.1.1.1 Notificatieniveau « N0 »

Het gaat hier om abnormale gebeurtenissen waarvan, overeenkomstig de exploitatievergunning, binnen korte tijd kennis moet worden gegeven aan de overheid, maar die niet zouden leiden tot radioactieve lozing en dus geen aanleiding geven tot beschermingsacties buiten de exploitatiesite en/of collectieve maatregelen voor het personeel. De exploitant bezorgt het CGCCR een kennisgeving. Dit noodplan is niet van toepassing, behalve indien de Emergency Director van de overheid een andersluidende beslissing neemt.

##### 4.1.1.2 Notificatieniveau « N1 »

Het gaat hier om een gebeurtenis die een reële of potentiële verlaging van het veiligheidsniveau in de installatie impliceert en die mogelijk zou kunnen leiden tot belangrijke radiologische gevolgen voor de omgeving van de exploitatiesite.

De radioactieve lozing blijft nog beperkt, zodat er geen gevaar is voor de omgeving van de exploitatiesite (er moeten geen maatregelen worden genomen voor de bescherming van de bevolking, noch voor de voedselketen of voor het drinkwater). Het zou noodzakelijk kunnen zijn beschermende acties te ondernemen voor het personeel en voor de bezoekers die zich binnen de exploitatiesite bevinden.

##### 4.1.1.3 Notificatieniveau « N2 »

Het gaat hier om een gebeurtenis die wordt gekenmerkt door belangrijke (reële of potentiële) defecten van functies die noodzakelijk zijn om de veiligheid van de bevolking en van de werknemers te vrijwaren. Op grond van de informatie en de evaluatie blijkt dat beschermende maatregelen voor de bevolking niet onmiddellijk noodzakelijk zijn voor de omgeving van de exploitatiesite. Het kan evenwel noodzakelijk zijn maatregelen te nemen voor de voedselketen.

##### 4.1.1.4 Notificatieniveau « N3 »

Het gaat hier om een gebeurtenis waarbij substantiële defecten aan de installaties optreden of kunnen optreden en die redelijkerwijze kunnen leiden tot de verspreiding van radioactieve stoffen in de atmosfeer, waardoor beschermende maatregelen moeten worden genomen voor de bevolking buiten de site.

##### 4.1.1.5 Notificatieniveau « NR »

Het gaat hier om een gebeurtenis waarbij op korte termijn (vlugge kinetiek) radioactieve stoffen verspreid worden, waardoor binnen een termijn van minder dan 4 uur een blootstelling kan ontstaan die hoger is dan een interventierichtwaarde.

Bijgevolg zullen onmiddellijk zonder andere evaluatie- beschermingsacties voor de bevolking buiten de exploitatiesite opgezet worden onder de bevoegdheid van de Provinciegouverneur, in afwachting van de instelling van de federale en provinciale cellen en comités. De onmiddellijke beschermingsmaatregelen zullen in deze optiek beperkt zijn tot het waarschuwen, het schuilen en het luisteren in een vooraf bepaalde reflexperimeter.

##### 4.1.1.6 Notificatiecriteria

Voor ieder notificatieniveau N1, N2 en N3 worden de criteria opgesplitst in :

- criteria inzake atmosferische lozingen;
- criteria inzake de toestand van de installatie die kunnen leiden tot een lozing die overeenstemt met de bovenvermelde criteria.

Aangezien de gebeurtenissen afhankelijk zijn van het type van de installatie waarin de problemen zich hebben voorgedaan, worden voorbeelden van omstandigheden gegeven voor de verschillende nucleaire installaties in België. De gedetailleerde criteria i.v.m. deze voorbeelden worden opgesteld in overleg met de evaluatiecel. Zij worden opgenomen in een operationeel document van deze cel en in het Intern Noodplan van de betrokken exploitanten.

In het bijzondere geval van het niveau NR, zullen de criteria en perimeters, geassocieerd met de verschillende installaties, opgesteld worden in overleg met de exploitanten van elk van de betrokken nucleaire installaties en met de overheden en de gespecialiseerde organismen. Zij zullen worden opgenomen in het voormelde operationeel document van de evaluatiecel.

Ondertussen is de door de Provinciegouverneur toe te passen reflexperimeter de met het schuilen geassocieerde noodplanningszone (zie par. 5.1).

In de andere gevallen (NR vastgesteld voor een situatie buiten de betrokken nucleaire installaties), zal de toegepaste reflexperimeter 3 km zijn.

#### 4.1.2 Notificatiewijzen

De initiële notificatie gebeurt zo snel mogelijk aan de verschillende organismen vermeld in het notificatieschema van de rubriek Schéma de notification - niveau de notification « N1, N2, N3 et NR », en overeenkomstig dit schema. De notificatie vermeldt een notificatieniveau dat voor de overheden een voorstel van alarmniveau vormt.

Een schriftelijke bevestiging van deze notificatie en van deze niveaus gebeurt door overdracht door de exploitant van een formulier, opgesteld volgens de in het Intern Noodplan bepaalde formaten, aan :

- het CGCCR voor de niveau's N1, N2, N3 en NR;
- de Provinciegouverneur voor het niveau NR.

## 4.1.3 TELERAD

Onverminderd de meldingsplicht van de exploitant, beschikken de autoriteiten via TELERAD over een onafhankelijk opsporingssysteem dat het, indien nodig, mogelijk maakt dit noodplan aan te wenden.

## 4.2 Alarmering en alarmniveau's

In het kader van de toepassing van het noodplan onderscheidt men 4 alarmniveau's die overeenstemmen met de in rubriek 4.1.1 vermelde notificatieniveau's. Het alarmniveau veronderstelt één van de volgende acties van de autoriteiten :

## Alarmniveau « U1 »

Vooralarm : veronderstelt een « stand by » van de bij dit noodplan betrokken personen en diensten, die het mogelijk moet maken tijd te winnen wanneer de situatie zou verergeren. De informatiecel komt echter samen in het CGCCR. De evaluatiecel komt ook samen in het CGCCR, tenzij de voorzitter van de evaluatiecel anders bepaalt. De meetcel van haar kant houdt zich stand-by en de meetploegen begeven zich naar een vooraf in de interne procedures van deze cel bepaald verzamelpunt.

## Alarmniveau « U2 »

Alarm : deze drempel houdt in dat de betrokkenen (zie rubriek 3.2) samenkomen in de coördinatiecentra, doch veronderstelt in principe geen onmiddellijke beschermingsactie naar de bevolking toe. Nochtans kunnen, in voorkomend geval, acties voor de bescherming van de voedselketen en de drinkwatervoorziening nodig zijn, evenals informatieacties voor de bevolking.

## Alarmniveau « U3 »

Alarm : deze drempel houdt in dat alle betrokkenen samenkomen in de coördinatiecentra en dat acties ter bescherming van de bevolking kunnen worden genomen, na evaluatie van de toestand door de evaluatiecel en beslissing van het federale coördinatiecomité, al of niet gepaard gaande met acties t.a.v. de voedselketen of de drinkwatervoorziening.

## Alarmniveau « UR »

Alarm : deze drempel leidt tot onmiddellijke beschermingsacties voor de bevolking, beperkt tot het verwittigen, het schuilen en het luisteren in een voorafbepaalde reflexperimeter. Deze onmiddellijke reflexacties worden afgekondigd door de Provinciegouverneur, zonder de evaluatie van de evaluatiecel, noch de beslissingen van het federale coördinatiecomité af te wachten. Zodra de federale cellen en comités opgezet en operationeel zijn, zal het alarmniveau UR omgezet worden in een gepast alarmniveau door de Emergency Director van de overheid.

De notificatieniveau's N1, N2 en N3 zullen door de Emergency Director van de overheid omgezet worden in een alarmniveau. Het alarmniveau zal eventueel later aangepast worden op advies van de evaluatiecel.

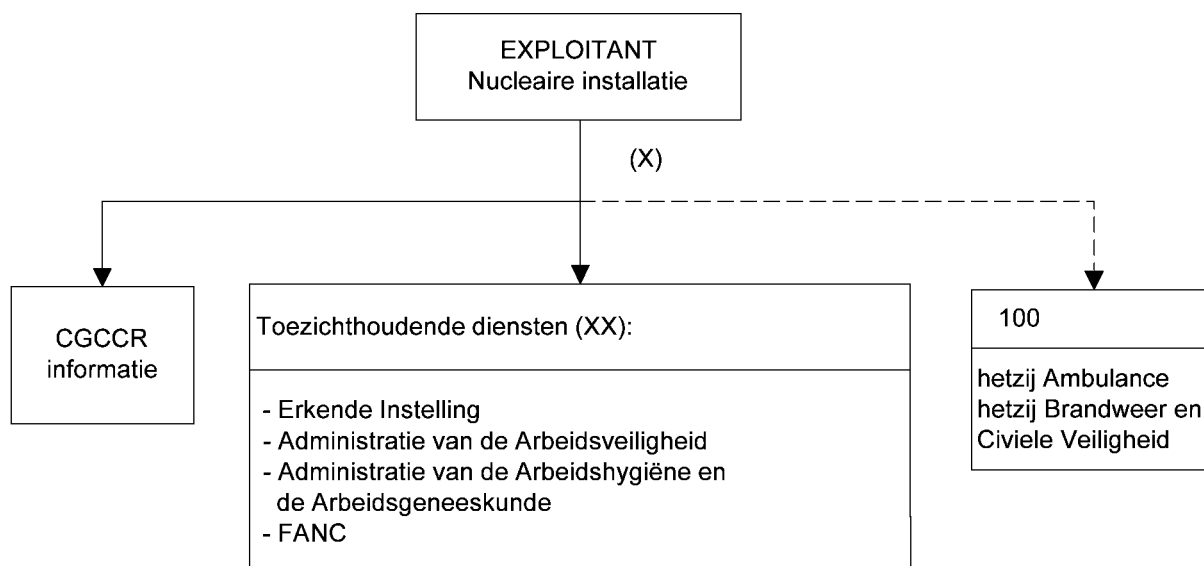
Ter bewarende titel zal het notificatieniveau, dat een voorstel voor het alarmniveau is, als zodanig beschouwd worden in afwachting van de beslissing van de Emergency Director van de overheid. Dit zal namelijk aan het C.G.C.C.R. de mogelijkheid geven de praktische beschikkingen van het noodplan onmiddellijk in werking te stellen.

Het notificatieniveau NR wordt automatisch omgezet in een alarmniveau UR zonder interventie van de Emergency Director van de overheid.

## 4.3 Notificatieschema's

De exploitant van een nucleaire installatie dient minstens de verwittigingen te doen volgens de hierna vermelde schema's. Dit gebeurt mondeling, met een schriftelijke bevestiging waarvoor hij het notificatiebericht, volgens de in zijn Intern Noodplan bepaalde formaten, gebruikt.

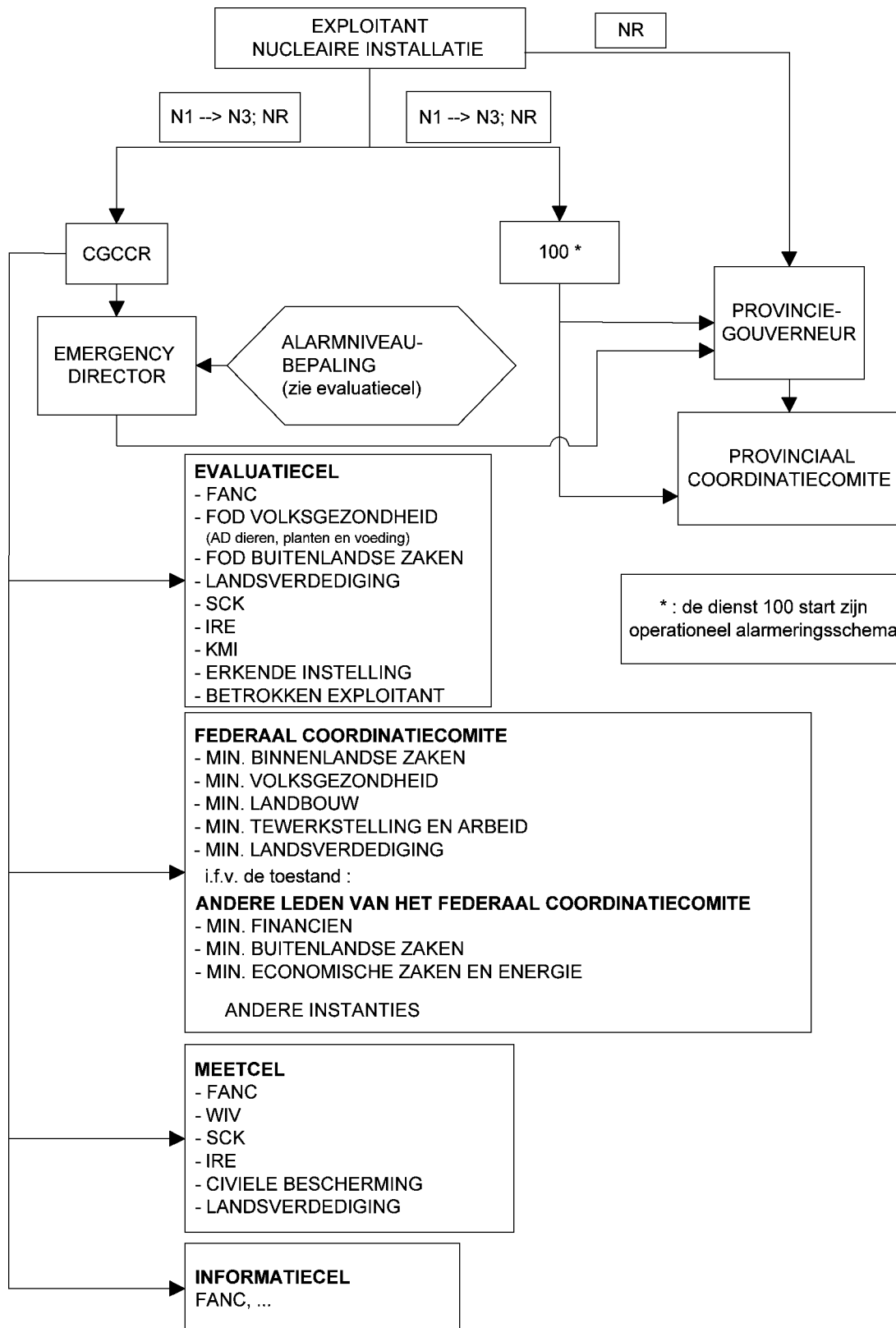
Het CGCCR gebruikt deze notificatieschema's om in zijn intern alarmeringsplan de volgorde van de notificaties en de te ondernemen acties te bepalen.

4.3.1 Notificatieschema - notificatieniveau « N0 »  
(pro memorie)

- (X) ———> verplicht  
 - - - -> volgens noodzaak (bijv. gewonden, brand, explosie, ...)

(XX) Het FANC en de erkende instelling moeten zich ervan vergewissen of het incident wel degelijk het niveau "0" betreft; indien nodig, zullen zij via het CGCCR een alarmniveau kunnen voorstellen.

## 4.3.2 Notificatieschema - notificatieniveau « N1, N2, N3 en NR »



## 4.3.3 Actieschema van de verschillende Comités en Cellen

Alarm-niveau *	Federaal Coördinatie-comité	Evaluatiecel	Meetcel	Socio-economische cel	Informatiecel	Provinciaal Coördinatiecomité
U1	<ul style="list-style-type: none"> <li>Stand-by</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Komt samen, tenzij anders bepaald door de Voorzitter</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Stand-by op een vooraf bepaald verzamelpunt</li> </ul>	N/A	<ul style="list-style-type: none"> <li>Contact media</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Stand-by</li> </ul>
U2	<ul style="list-style-type: none"> <li>Beslist over maatregelen ter bescherming van de voedselketen</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Evaluatie</li> <li>Beveelt de beschermingsmaatregelen aan</li> <li>Bereidt informatie voor IAAE+EG.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Metingen op het terrein</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Komt samen op beslissing van de ED</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Contact media</li> <li>Informeert de bevolking</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Bereidt de beschermingsmaatregelen voor</li> <li>Geen interventies op het terrein naar de bevolking toe</li> <li>Eventuele interventie voor de voedselketen en het drinkwater</li> </ul>
U3	<ul style="list-style-type: none"> <li>Beslist over maatregelen ter bescherming van de bevolking en de voedselketen</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Evaluatie</li> <li>Beveelt de beschermingsmaatregelen aan</li> <li>Bereidt informatie voor IAAE+EG.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Metingen op het terrein</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Komt samen op beslissing van de ED</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Contact media</li> <li>Informeert de bevolking</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Voert regeringsbeslissingen uit</li> </ul>
UR	<ul style="list-style-type: none"> <li>Komt samen</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Komt samen</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Komt samen</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Komt samen op beslissing van de ED</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Komt samen</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Wendt de onmiddellijke beschermingsmaatregelen aan in de reflexperimeter</li> </ul>

\* De Emergency Director van de overheid kondigt het alarmniveau af. In afwachting ervan en ter bewarende titel wordt dit alarmschema door het CGCCR aangewend op basis van het notificatieniveau.

#### 4.4 Overdracht van latere informatie door de exploitant

De exploitant stelt, overeenkomstig zijn intern noodplan en volgens een in overleg met de verschillende cellen en comités bepaald formaat, aan het CGCCR inlichtingen ter beschikking over de evolutie van de technische toestand in de installatie, over de radioactieve lozingen in het milieu en hun vermoedelijke ontwikkeling, alsmede over de reële en/of potentiële ramingen van de radiologische gevolgen van deze lozingen.

#### 4.5 Notificatie en informatieoverdracht vanuit het buitenland

Het CGCCR is het officiële contactpunt voor melding van het IAAE en de Europese Commissie voor nucleaire ongevallen of radiologische noodsituaties in het buitenland.

Indien de Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken of een ander bij dit plan betrokken organisme, via eigen informatiebronnen, kennis zou krijgen van een nucleair ongeval of van een radiologische noodsituatie in het buitenland, met mogelijke gevolgen voor het Belgische grondgebied, moet het CGCCR zo spoedig mogelijk verwittigd worden.

Het CGCCR zal, afhankelijk van de notificatie, de verantwoordelijke personen en diensten verwittigen, op eigen initiatief, met name de leden van de evaluatiecel en van het federale coördinatieteam.

#### 4.6 Notificatie en informatieoverdracht naar het buitenland

In geval van een radiologische noodsituatie op het Belgische grondgebied die leidt tot de aanwending van dit plan, deelt het CGCCR de nodige inlichtingen mee volgens de geldende bepalingen :

- aan de buurlanden waarmee bilaterale overeenkomsten afgesloten zijn voor wederzijdse bijstandverlening in geval van nucleaire ongevallen (zie rubr. 9);
- aan de EG (zie rubr. Union européenne (UE) ), volgens de bepalingen voorzien in het ECURIE (European Community Urgent Radiological Information Exchange)-systeem;
- aan het IAAE (zie rubr. Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA)), volgens de bepalingen voorzien door de Verdragen van Wenen.

### 5 Noodplannings- en interventiezones

#### 5.1 Noodplanningszones

Een noodplanningszone is per definitie een cirkelvormige zone waarbinnen de maatregelen ter rechtstreekse bescherming van de bevolking (schuilen, inname jodiumtabletten en evacuatie) vooraf moeten worden voorbereid, met het oog op een snelle en efficiënte interventie van de autoriteiten.

In het kader van dit plan, worden deze zones gedefinieerd in de volgende tabel, naar gelang van het type van beschermingsmaatregelen en de potentiële radiologische gevolgen (wat de verschillen verklaart tussen de nucleaire installaties van Mol - Dessel - Fleurus en de kerncentrales van Doel, Tihange, Chooz en Borssele).

Nucleaire installatie of kerncentrale	Maatregelen voor de rechtstreekse bescherming van de bevolking Noodplanningszone in km		
	Evacuatie	Schuilen	Pre-verdeling van jodiumtabletten in de gezinnen en de collectiviteiten (*)
Doel	10	10	20
Tihange	10	10	20
Chooz (Fr)	10	10	20
Borssele (P-B)	10	10	20
Mol (SCK-CEN)	4	10	20
Dessel (BN, BP)	4	10	20
Fleurus (IRE)	—	5	10

(\*) In deze noodplanningszone worden vooraf dozen met stabiele jodiumtabletten, alsook informatiebrochures uitgedeeld in de gezinnen en de collectiviteiten (scholen, hospitalen, fabrieken, crèches,...). Bovendien zijn reserves van dozen met tabletten beschikbaar in alle apotheken.

Buiten de noodplanningszones en voor het hele Belgische grondgebied beschikken alle apotheken over reserves van stabiel jodium onder verschillende vormen; bovendien zijn reserves van dozen met stabiele jodiumtabletten op verschillende plaatsen beschikbaar. Er worden plannen opgesteld voor de snelle verdeling van deze tabletten onder de verantwoordelijkheid van de Minister van Binnenlandse Zaken.

De stabiele jodiumtabletten worden eveneens op voorhand uitgedeeld aan de interventiediensten die moeten optreden in de interventiezone.

Wat de maatregelen ter bescherming van de voedselketen betreft, kunnen de betrokken interventiezones duidelijk uitgestrekter zijn dan de interventiezones betreffende de maatregelen van rechtstreekse bescherming. In dit opzicht moeten de Franse kerncentrales van Gravelines en Cattenom in beschouwing genomen worden en in de praktijk wordt slechts één noodplanningszone geassocieerd met de bescherming van de voedselketen, die het hele Belgische grondgebied betreft.

De noodplanningszone van de andere installaties, zoals bepaald in rubriek 1.3.2 (de nucleaire installaties van Thetis te Gent, het Transuranium laboratorium van de Universiteit van Luik (Sart-Tilman), FBFC te Dessel en CBNM te Geel) worden in ieder provinciaal rampenplan voor hulpverlening gespecificeerd, in overleg met de bevoegde diensten.

#### 5.2 Interventiezones

De interventiezone is de zone waarbinnen de maatregelen effectief toegepast worden wanneer dit plan afgekondigd wordt. De interventiezone wordt door de Emergency Director van de overheid vastgesteld bij de alarmniveaus U2 en U3.

Op grond van een evaluatie, door berekening en door meting, van de radioactieve lozingen of van de radiologische noodsituatie, kan de toepassing van de noodbeschermingsmaatregelen, in voorkomend geval, uitgebreid of beperkt worden tot te specifieke zones, die door de Emergency Director van de overheid meegedeeld zullen worden.

Bij het alarmniveau UR stemt de interventiezone overeen met de vooraf bepaalde reflexperimeter (zie rubrieken Niveau de notification « NR » en 4.1.1.6).

## 6 EVALUATIE VAN DE SITUATIE OP RADIOLOGISCH VLAK

### 6.1 Inleiding

De evaluatiecel heeft tot taak, in het kader van dit plan, de risico's ten gevolge van de blootstelling aan ioniserende stralingen te bepalen en te beoordelen. Hiertoe heeft deze cel behoefte aan informatie en aan procedures, om deze informatie om te zetten in adviezen ten behoeve van het federale coördinatieteam.

De informatie wordt voornamelijk geleverd door de exploitant van de getroffen installatie, door de meetcel en door de organismen die in de evaluatiecel vertegenwoordigd zijn.

Het informatieminimum dat door de exploitant moet worden geleverd, wordt omschreven in het interne noodplan dat opgelegd wordt door de exploitatievergunning en in de paragrafen 3.2.3, 4.1, 4.3 en 4.4 van dit noodplan. De aard van de informatie die door de meetcel wordt geleverd, wordt omschreven in de procedures van de meetcel.

De evaluatiecel heeft de permanente opdracht de inhoud en de vorm van de informatie die haar in geval van toepassing van dit plan zal worden verstrekt, te analyseren; desgevallend zal zij suggesties moeten doen om deze informatie beter in overeenstemming te brengen met de door haar voorziene evaluatieprocedures. Deze laatste worden regelmatig aangepast aan de evolutie in dit domein.

De evaluatiecel zal tijdens een noodsituatie op ieder ogenblik een zo goed mogelijk beeld trachten te schetsen van de gebeurtenissen (reconstructie) en van wat met een redelijke waarschijnlijkheid op relatief korte termijn (ongeveer 10 uur) nog zou kunnen gebeuren (voorspelling).

### 6.2 Initiële evaluatie — reconstructie

Het notificatieniveau evenals verdere informatie verstrekt door de exploitant op grond van zijn meldingsplicht moet de evaluatiecel de mogelijkheid bieden een beoordeling te maken omtrent het alarmniveau dat door de Emergency Director van de overheid bekrachtigd dient te worden.

Afhankelijk van de dwingendheid van de te nemen maatregelen, worden de potentiële of reële gevolgen voor de bevolking geëvalueerd, hetzij op basis van de berekeningsmodellen, rekening houdend met de gekende of te verwachten lozingen en de heersende of te verwachten meteorologische omstandigheden, hetzij op basis van de metingen, hetzij op basis van beide. In geval van een notificatieniveau NR worden alleen de voorziene beschermingsmaatregelen door de Provinciegouverneur aangewend, in afwachting van een evaluatie van de radiologische situatie door de evaluatiecel en van de beslissingen van het federale coördinatieteam betreffende het behouden, het uitbreiden of het opheffen van de beschermingsmaatregelen voor de bevolking.

Bij ontstentenis van een melding en wanneer het meetnet Telerad een verhoogde radioactiviteit op het Belgische grondgebied zou vaststellen, zal de evaluatiecel de nodige elementen verzamelen teneinde de oorsprong van deze verhoging te achterhalen.

De Belgische nucleaire installaties voor welke dit plan van toepassing is, dienen te beschikken over berekeningsmiddelen voor de evaluatie van de gevolgen van een incident tot op enkele tientallen kilometers van het lozingspunt. De berekeningsmethodes worden bepaald door de evaluatiecel. De in dit model in te voeren meteorologische gegevens komen bij voorkeur uit metingen op de exploitatiesite. De resultaten van de berekeningen die door de exploitanten volgens vooraf vastgelegde procedures uitgevoerd dienen te worden, worden aan de evaluatiecel bezorgd volgens de door deze cel bepaalde modaliteiten.

Deze mathematische reconstructie heeft tot doel :

- de blootstellingsrisico's te evalueren en daaruit aanbevelingen inzake beschermingsmaatregelen af te leiden;
- de door de meetcel aan te wenden meetstrategie op het terrein te bepalen;
- een gestructureerde boekhouding van lozingen, meteo-omstandigheden en berekende gevolgen samen te stellen naar gelang van het verloop van de noodsituatie.

### 6.3 Radioactiviteitsmetingen

Op basis van de initiële evaluatie stelt de evaluatiecel eventueel acties voor. De initiële evaluatie wordt, indien nodig, op termijn, aangevuld met gegevens van de meetcel en eventueel met het meetbestand van de exploitant, die informatie kunnen leveren over het stralingsdebiet in de omgeving, de bodem- en luchtbesmetting en over de besmetting van de voedselketen.

De meetresultaten zullen het mogelijk maken een evaluatie uit te voeren over :

- de verspreiding van de besmetting, door metingen over een veelheid van meetpunten, wat moet leiden tot de bepaling van het getroffen gebied;
- de variabiliteit van de besmetting ten gevolge van lokale factoren;
- de samenstelling van de besmetting, door laboratoriumanalyse op basis van monsters.

De evaluatiecel leidt uit al deze gegevens de blootstelling voor de verschillende bevolkingsgroepen af volgens meerdere blootstellingswegen.

De verplaatsing van de radioactieve wolk op grotere afstanden kan afgeleid worden door het KMI, aan de hand van de beschikbare meteorologische metingen op continentale schaal (trajectmodellen).

### 6.4 Evaluatie van de potentialiteit van grotere lozingen — voorspelling

Een dergelijke evaluatie vereist een permanente inschatting van de redelijkerwijze te verwachten lozingen en meteorologische omstandigheden gedurende een periode van een tiental uur.

De bepaling van de potentiële lozingen is gesteund op een technische analyse van de toestand van de installatie. De exploitant zal periodiek een overzicht geven van de toestand van de veiligheidssystemen en van de veiligheidssystemen in zijn installatie en op basis daarvan een zo goed mogelijke schatting maken van de op korte termijn denkbare lozingen en hun waarschijnlijkheid.

De mogelijke evolutie van de meteorologische omstandigheden zal door de evaluatiecel gevolgd worden op basis van de door het KMI geleverde gegevens en van de adviezen van de vertegenwoordiger van het KMI die er zetelt.

De evaluatiecel zal met de potentiële bronterm en de te verwachten meteorologische omstandigheden een voorspelling maken van de gevolgen voor de bevolking, op een analoge wijze als beschreven in paragraaf 6.2 « Initiële evaluatie - reconstructie ». Eventueel kunnen verschillende mogelijke scenario's geëvalueerd worden.

De resultaten van deze voorspellingen worden in overweging genomen om eventueel preventieve beschermingsmaatregelen voor te stellen aan het federale coördinatieteam. Voorspellingen kunnen reeds uitgevoerd worden vóór het begin van de lozingen; zij moeten evenwel permanent doorgevoerd worden na het begin van de lozingen, teneinde de (te verwachten) verbetering of verslechtering van de situatie op korte en middellange termijn in overweging te kunnen nemen bij de formulering van de aanbevelingen. Daarenboven maken deze voorspellingen het mogelijk de omgevingsmetingen optimaal te organiseren.



### 6.5 Adviseren van beschermingsmaatregelen

De risico's van blootstelling aan ioniserende stralingen kunnen beperkt worden door het aanwenden van beschermingsmaatregelen, zoals beschreven in hoofdstuk 8. Na beraadslaging formuleert de evaluatiecel een advies betreffende de wenselijkheid van bepaalde acties t.a.v. het federale coördinatieteam. Deze adviezen zijn gebaseerd op de principes van rechtvaardiging en optimalisering (zie 8.2) en houden rekening met de socio-economische analyse van de situatie.

De evaluatiecel dient permanent geïnformeerd te worden over de door het federale coördinatieteam genomen beslissingen en het reële gevolg dat eraan gegeven werd.

### 6.6 Einde van de noodsituatie

De Emergency Director van de overheid beslist over de toepassingsduur van dit noodplan.

Zodra de toepassing van dit noodplan formeel opgeheven wordt, zal de evaluatiecel nagaan of :

- een langetermijnprocedure voor omgevingscontrole noodzakelijk is;
- er modaliteiten dienen opgelegd te worden waardoor de normale levenswijze van de bevolking hersteld kan worden naar gelang van de tijd (terugkeer van de geëvacueerde bevolking, verdeling van voedingsproducten, landgebruik);
- indien nodig, bepaalde niet-dringende acties geïntegreerd zullen kunnen worden in het kader van routinematige maatregelen.

De evaluatiecel zal een werkingsverslag opstellen, overeenkomstig rubriek Missions.

## 7 VERWITTIGEN EN INFORMEREN VAN DE BEVOLKING TIJDENS HET ONGEVAL OF DE RADIOLOGISCHE NOODSITUATIE

### 7.1 Algemene organisatie

De algemene organisatie i.v.m. de methodes en procedures voor alarmering en inlichting van de bevolking is een taak van de overheid. De alarmering is gebonden aan het nemen van beschermingsmaatregelen naar de bevolking toe. Bijgevolg neemt de Emergency Director van de overheid het initiatief tot het alarmeren van de bevolking, behalve op het alarmniveau UR waar de Gouverneur van de getroffen provincie onmiddellijk overgaat tot het nemen van maatregelen om de bevolking te alarmeren. De praktische uitvoering van deze alarmeringsprocedure wordt bepaald in het provinciale rampenplan voor hulpverlening.

De beslissing om over te gaan tot alarmering wordt door de informatiecel meegedeeld aan de media. De informatiecel zorgt ervoor dat de bevolking op de hoogte gehouden wordt van de evolutie van de noodgeest.

De Provinciegouverneur zal deze algemene informatie aanvullen en uitwerken in overleg met de informatiecel.

De mededelingen van de exploitant van de nucleaire installatie dienen te worden voorgelegd aan de informatiecel (rubriek 3.2.1.6.6), met het oog op een éénduidige informatie van de bevolking.

Vanaf het alarmniveau U1 zal de bevolking die dreigt getroffen te worden, de volgende informatie en instructies tijdens deze fase moeten ontvangen :

- verzoek aan de betrokken bevolking om naar de radio of de televisie te luisteren;
- voorbereidende instructies voor inrichtingen met bijzondere collectieve verantwoordelijkheden;
- aanbevelingen aan bijzonder betrokken beroepen.

### 7.2 Sirenes

In geval van blootstellingsrisico wordt de bevolking zo snel mogelijk verwittigd door de sirenes van de Civiele Veiligheid, door de mededelingen op radio en T.V. en door wagens met luidsprekers die in de interventiezone rondrijden.

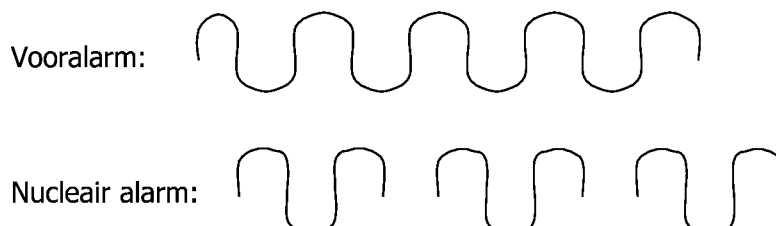
Het bestaande net van ongeveer 660 sirenes, dat vooral rond de nucleaire installaties en de zogenaamde SEVESO-installaties werd uitgebreid, kan in zijn geheel per zone, per gedeeltelijke zone of per gemeente, radiofonisch in werking worden gesteld vanuit de operationele eenheid van de Civiele Veiligheid of vanuit een provinciaal centrum van de 100-dienst.

Indien een radioactieve besmetting mogelijk maar nog niet dreigend is, wordt een vooralarm gegeven. Dit signaal bestaat uit een snelle, gemoduleerde toon die 60 seconden aanhoudt.

Het eigenlijke nucleaire alarmsignaal bestaat uit een identieke gemoduleerde toon van 60 seconden, maar wordt tweemaal onderbroken. Dit signaal wordt om de 30 seconden herhaald (zie schema hierna).

Het nucleaire alarmsignaal verschilt van het gewone brandalarm, dat bestaat uit twee doorlopende tonen van 20 seconden met een interval van 5 seconden.

Het nucleaire alarmsignaal heeft voornamelijk tot doel de bevolking aan te zetten onmiddellijk de open ruimte te verlaten om via radio en televisie en via de rondrijdende wagens met luidsprekers, mededeling te krijgen van de te nemen veiligheidsmaatregelen.



### 7.3 Radio en TV

Voor de algemene verspreiding van de informatie betreffende de te nemen beschermingsmaatregelen, de evacuatiewegen, de bestemming, de verzamelplaatsen enz., doet de informatiecel een beroep op de nationale zenders (VRT — RTBF — BRF) volgens een gestandaardiseerde procedure, teneinde de overheidsmededeling duidelijk herkenbaar te maken bij de bevolking. Deze procedure zal door de informatiecel bepaald worden.

### 7.4 Telefoon

Het federale coördinatieteam zal zowel op nationaal als op provinciaal vlak bijzondere telefoonnummers vrijgeven om de vragen van de bevolking te kunnen beantwoorden (call center).

### 7.5 Wagens met luidsprekers

De bevolking in de interventiezones kan daarenboven door de politiediensten op de hoogte gebracht worden van de te nemen maatregelen door middel van wagens met luidsprekers. Het provinciale rampenplan voor hulpverlening bepaalt de modaliteiten ervan.

## 8 BESCHERMINGSMAATREGELEN

### 8.1 Bescherming van het interventiepersoneel

In het kader van dit plan dient onder « interventiepersoneel » te worden verstaan : het personeel van elke dienst die betrokken is bij de reddingsinterventie of bij de interventie ter bescherming van belangrijke materiële belangen, zoals brandweer, civiele veiligheid, politiediensten, personeel van de ziekenwagens en van de medische diensten, ... evenals diegenen die een ondersteunende opdracht hebben (opgevoerde buschauffeurs, personeel van de meetploegen,...).

De doelstelling is aan het interventiepersoneel een maximale bescherming te bieden tegen het gevaar van blootstelling aan ioniserende stralingen in alle door dit plan bedoelde situaties.

De principes voor bescherming van het interventiepersoneel worden bepaald in de artikelen 20.2, 72.3 en 72.4 van het KB van 20 juli 2001.

Overeenkomstig dezelfde reglementaire bepalingen, worden de maximale blootstellingen voor het interventiepersoneel bepaald door het FANC.

Bij wijze van overgangmaatregel blijven de maximale blootstellingen voor het interventiepersoneel die momenteel gelden, van toepassing. Ter herinnering, deze niveau's zijn de volgende :

Interventietype	Maximale blootstelling (totale effectieve dosis in mSv)
Bijstand bij de evacuatie of de schuilmaatregel	250
Levensreddende interventie	500

Voor het personeel van Landsverdediging, worden de principes voor de bescherming van het interventiepersoneel bepaald door het KB van toepassing op Landsverdediging (actueel KB van 11 mei 1971) en de militaire regelgevingen ter zake.

Onverminderd deze bepalingen kan de Minister van Binnenlandse Zaken de toepassingsmodaliteiten bij omzendbrief bepalen.

Deze maximale blootstellingen gelden slechts onder de door voormelde ministeriële omzendbrief bepaalde voorwaarden. De volgende beschermingsmethodes kunnen toegepast worden teneinde de dosis tijdens de interventie te beperken :

- gebruik van individuele beschermingsmiddelen (beschermingsmasker, aangepaste interventiekledij en bescherming van de schildklier door inname van jodiumtabletten);
- meting van de ontvangen dosis;
- bescherming door een scherm en/of door de beperking van de blootstellingstijd (rotatie van de interventieploegen).

### 8.2 Rechtstreekse beschermingsmaatregelen voor de bevolking

#### Basisfilosofie en interventieniveau's

De principes van beperking van de doses aan de bevolking in geval van radiologische noodsituatie worden bepaald in artikel 20.2 van het KB van 20 juli 2001.

In geval van een radiologische noodsituatie, worden de rechtstreekse beschermingsmaatregelen die genomen kunnen worden om de blootstelling aan ioniserende stralingen zoveel mogelijk te verminderen, beperkt tot het schuilen, het innemen van jodiumtabletten en de evacuatie. Anderzijds zijn er ook algemene aanbevelingen of richtlijnen voor bepaalde specifieke bevolkingsgroepen voorzien (dragen van beschermkledij, te nemen maatregelen in de landbouwbedrijven, aanbevelingen voor zwangere vrouwen en jonge kinderen,...). Het spreekt vanzelf dat deze maatregelen uitsluitend betrekking hebben op de inwoners van de geografische zones die door het ongeval zijn getroffen of bedreigd worden.

Een groot deel van deze beschermingsmaatregelen gaan evenwel gepaard met een risico voor de gezondheid of met min of meer aanzienlijke sociale of economische kosten (bijv. de evacuatie van een grote stad). De risico's van deze beschermingsmaatregelen dienen dan afgewogen te worden tegen het radiologische risico dat door de bedreigde bevolkingsgroep gelopen wordt. De nodige socio-economische gegevens worden ter beschikking gesteld van het federale en provinciale coördinatieteam. Naar gelang van de omstandigheden kunnen bepaalde beschermingsmaatregelen geheel of gedeeltelijk van toepassing zijn.

De omvang en de aard van het radiologische risico schommelen naar gelang van de doses waarvan sprake is en van de leeftijd van de getroffen personen.

Kinderen en zwangere vrouwen vormen de meest kwetsbare bevolkingsgroepen. Naar gelang van de omstandigheden zullen bepaalde beschermingsmaatregelen enkel van toepassing kunnen zijn voor deze kwetsbare groepen.

Het voornaamste na te leven principe is dat de interventie gerechtvaardigd moet worden nadat alle belangrijkste beoordelingselementen (medische, economische, sociale en ethische) onderzocht en geëvalueerd werden.

In toepassing van bovenstaande principes en beschouwingen en overeenkomstig artikel 20.2 van het KB van 20 juli 2001, worden door het FANC interventierichtwaarden opgesteld. Het FANC bepaalt eveneens de gebruiksmodaliteiten van deze interventierichtwaarden.

Bij wijze van overgangmaatregel blijven de interventierichtwaarden die momenteel gelden, van toepassing.

Ter herinnering, deze interventierichtwaarden voor het nemen van beschermingsmaatregelen voor de bevolking zijn

Beschermingsmaatregel	Interventierichtwaarden (*) (mSv)
Algemene schuilmaatregel van maximum 24 u.	5-15 (totale effectieve dosis geïntegreerd over 24 u.)
Inname van stabiel jodium	50 (**) (schildklierdosis door inademing tijdens de doorgang van de wolk, ondanks de schuilmaatregel)
Algemene evacuatie (met uitzondering van specifieke groepen, te bepalen)	50-150 (totale effectieve dosis geïntegreerd over 2 weken, ondanks de schuilmaatregel)

\* In functie van ernstige omstandigheden, kunnen de interventierichtwaarden desgevallend de maximumwaarden van de tabel overschrijden, zonder dat echter de drempel van de acute gevolgen bereikt worden.

\*\* De hoogte van de richtwaarde varieert naargelang van de bijzondere kenmerken van de bevolking in de omgeving van iedere nucleaire site.

Onverminderd deze bepalingen, kan de Minister van Binnenlandse Zaken toepassingsmodaliteiten bij omzendbrief bepalen.

#### 8.2.1 Controle van het verkeer naar en vanuit de getroffen zone

##### 8.2.1.1 Doelstellingen

Deze maatregel begeleidt over het algemeen zowel de schuil- als de evacuatiemaatregel. De controle van het verkeer, teneinde de toegang tot de interventiezone te ontzeggen, en de schuilmaatregelen verhinderen dat personen, voertuigen en goederen besmet worden. De evacuatie probeert de verspreiding van de besmetting zoveel mogelijk te verminderen, desgevallend gepaard gaande met decontaminatiemaatregelen (zie 8.2.5.).

##### 8.2.1.2 Basisprincipes van toepassing

De maatregel zal van toepassing zijn binnen de interventiezone.

De interventiezone wordt afgebakend en de toegangswegen zullen worden bewaakt door de politiediensten, overeenkomstig de bepalingen van de omzendbrief van de Minister van Binnenlandse Zaken d.d. 11 juli 1990 betreffende de rampenplannen voor hulpverlening.

Door het installeren van een isolatieperimeter zullen de politiediensten het verkeer (personen en voertuigen) kunnen regelen ter hoogte van en binnen deze perimeter, waarbij het verkeer voorbehouden wordt aan de hulpdiensten en ten behoeve van een eventuele evacuatie.

De signalisatie zal ingesteld worden tot de ontradingsperimeter, gelegen buiten de isolatieperimeter. (\*)

##### 8.2.1.3 Verantwoordelijken voor de uitvoering

Het Coördinatie- en Crisiscentrum van de Regering staat in voor de contacten (van de Emergency Director van de overheid of van het federale coördinatiecomité) met de betrokken Gouverneur(s).

De Provinciegouverneur is belast met de coördinatie van de middelen die in het kader van het provinciale rampenplan voor hulpverlening ingezet worden.

In beginsel zijn de politiediensten belast met de controle van de isolatie- en ontradingsperimeter. Zij beschikken daartoe over de nodige logistieke en signalisatiemiddelen.

#### 8.2.2 Schuilen

De operationele bepalingen worden vastgelegd in het provinciale rampenplan voor hulpverlening.

##### 8.2.2.1 Doelstellingen

Deze maatregel beoogt de vermindering van de rechtstreekse blootstelling bij omgevingsbestraling (dosisreducerend effect zowel tegen uitwendige bestraling afkomstig van de overtrekkende radioactieve wolk en van de besmette bodem als tegen de inwendige bestraling ten gevolge van de inhalatie en bij contact met radioactieve stofdeeltjes), door de bevolking aan te manen binnen te blijven of in een gebouw te gaan. De woningen bieden meestal een voldoende bescherming en maken het eveneens mogelijk via de media (radio en televisie) de inwoners adequaat in te lichten over het verloop van het ongeval en over andere maatregelen die nog nodig zouden zijn (bv. bescherming van de ademhalingswegen, inname stabiele jodiumtabletten, evacuatie...).

##### 8.2.2.2 Richtlijnen van toepassing

Zodra mogelijk zal de bevolking aangemaand worden om binnen gesloten gebouwen te blijven of er zich naar te begeven, door de signalen die uitgezonden worden door alarmsirenes en door de instructies verspreid via radio/televisie en wagens met luidsprekers.

Na het overtrekken van de radioactieve wolk zou opdracht moeten worden gegeven tot maximale ventilatie.

Tijdens de ganse duur van deze schuilmaatregel zal de bevolking steeds op de hoogte gehouden worden van het verloop van het ongeval en van eventuele bijkomende maatregelen. De schuilmaatregel is alleszins van korte duur.

De toegang tot de zone waar de schuilmaatregel afgekondigd wordt, zal streng worden gecontroleerd om personen zonder specifieke opdracht uit deze zone te weren (cfr. § 8.2.1.). Om een overbelasting van het telefoonverkeer te vermijden, wordt ten zeerste aanbevolen de telefoon enkel en alleen te gebruiken bij dringende noodzakelijkheid.

Schuilen kan gepaard gaan met de inname van jodiumtabletten. Al diegenen die zich op het ogenblik van het afkondigen van deze maatregel op hun werkplaats bevinden (scholen, bedrijven, hospitalen, magazijnen enz.) wordt aangeraden ter plaatse te blijven. Eventuele bevoorradingsproblemen dienen opgelost te worden door het provinciale coördinatiecomité.

Aan diegenen die zich tijdelijk in deze zone bevinden (vakantiegangers, zakenmensen...) wordt aangeraden om in hun verblijfplaats te blijven of er zich zo snel mogelijk naar te begeven; indien nodig zullen zij moeten schuilen in om het even welk openbaar of ander gesloten gebouw.

##### 8.2.2.3 Verantwoordelijken voor de uitvoering

Op alarmniveau U3 wordt de noodzaak van het al of niet afkondigen van de schuilmaatregel bepaald door het federale coördinatiecomité, via de Emergency Director van de overheid; in bevestigend geval bepaalt hij tegelijkertijd de interventiezone waar de schuilmaatregel van kracht is.

Op alarmniveau UR wendt de Provinciegouverneur de schuilmaatregel aan in de vooraf bepaalde reflexperimeter.

Het CGCCR staat in voor de contacten met de betrokken Gouverneur(s).

De Provinciegouverneur is belast met de coördinatie van de middelen die in het kader van het provinciale rampenplan voor hulpverlening worden ingezet.

Ongeacht het bestaan van daartoe geëigende informatiekanalen en voor zover zulks mogelijk is, wordt de gemeentepolitie ermee belast de onontbeerlijke informatie aan de bevolking te bezorgen en na te gaan of de opgelegde schuilmaatregelen worden toegepast.

De politiediensten zijn belast met het afsluiten van de interventiezone (zie § 8.2.1).

### 8.2.3 Nemen van stabiele jodiumtabletten

#### 8.2.3.1 Doelstellingen en basisprincipes

Bij een radiologische noodsituatie kan de radioactieve wolk radioactief jodium bevatten dat kan vrijkomen. Wanneer dit ingeademd wordt, zet het zich vlug vast in de schildklier, waar het, zelfs op grote afstand van de plaats van het ongeval, aanzienlijke blootstellingen kan veroorzaken, vooral bij kinderen (gezien het volume van de klier). De opname door de schildklier van radioactief jodium via inademing kan sterk verminderd worden door de voorafgaande inname van niet-radioactief jodium (stabiel jodium) teneinde de schildklier te verzadigen. Het effect van deze maatregel hangt sterk af van het tijdstip van de inname, vanwaar het belang van een systeem dat een zo groot en zo snel mogelijke beschikbaarheid van stabiel jodium garandeert.

In de noodplanningszone worden dozen met stabiele jodiumtabletten voorafgaandelijk uitgedeeld in de gezinnen en de collectiviteiten (scholen, hospitalen, fabrieken, crèches,...). Er zijn bovendien reserves van dozen met jodiumtabletten beschikbaar in alle apotheken.

Buiten de noodplanningszones, beschikken alle apotheken over reserves van stabiel jodium onder verschillende vormen (poeder, lugol, ...); bovendien zijn reserves van dozen met stabiele jodiumtabletten beschikbaar op verschillende plaatsen. Onder de verantwoordelijkheid van de Minister van Binnenlandse Zaken worden plannen voor de snelle verdeling van deze tabletten opgemaakt.

Gezien de mogelijke neveneffecten van de inname van een relatief grote hoeveelheid stabiel jodium, wordt het « groen licht » voor de inname van de tabletten door de bevolking slechts gegeven wanneer het risico van de straling van de schildklier groter wordt dan het risico van de inname van stabiel jodium. Wegens de hoge gevoeligheid bij kinderen (vooral de jongsten) en foetussen voor het ontstaan van kankers in de schildklier en gezien het kleine risico op ernstige neveneffecten bij hen, is het mogelijk, zelfs waarschijnlijk, dat de aanbeveling tot inname van stabiel jodium beperkt moet worden tot kinderen en zwangere vrouwen.

#### 8.2.3.2 Toepassingsmodaliteiten

Via een waarschuwingssysteem en onder een aan de omstandigheden aangepaste vorm, zal de inname van stabiele jodiumtabletten afgekondigd worden. De aan de bevolking mee te delen berichten moeten zorgvuldig bestudeerd en voorbereid worden in het kader van de noodplanning.

Er moet voor gezorgd worden dat, in de mate van het mogelijke, het stabiel jodium ingenomen wordt vóór het begin van de blootstelling aan radioactief jodium, vermits het op dat ogenblik een optimaal effect (meer dan 90 %) vertegenwoordigt. Nochtans kan men nog 50 % afscherming verwachten wanneer de toediening binnen de 4 à 6 uur na de besmetting kan gebeuren.

Bij tijdsgespreide luchtbesmettingen blijft deze maatregel nuttig voor de toekomstige blootstellingen. De voorgeschreven hoeveelheid zal gedurende 24 uur effectief zijn. Hoewel de maatregel ook efficiënt is bij inname van besmet voedsel zal men bij deze situaties bij voorkeur andere maatregelen overwegen (vb. consumptieverbod - zie hoofdstuk 8.4.).

De hulpdiensten zijn onderworpen aan dezelfde bepalingen (voorafgaande verdeling en voorlichting) dan de personen binnen de noodplanningszone.

#### 8.2.3.3 Verantwoordelijken voor de uitvoering

Het federale coördinatiecomité beslist, op aanbeveling van de evaluatiecel, de maatregel tot bescherming van de schildklier door stabiel jodium af te kondigen en waakt erover dat de betrokkenen onmiddellijk op een adequate manier (via de radio, de televisie of wagens met luidsprekers) op de hoogte worden gebracht.

De Minister van Binnenlandse Zaken organiseert de voorafgaande verdeling en de hernieuwing van de stabiele jodiumtabletten, overeenkomstig de bepalingen van rubriek 5.1. Onder de verantwoordelijkheid van de Minister van Binnenlandse Zaken worden eveneens plannen opgesteld voor de snelle verdeling van de tablettenreserves.

Iedere verantwoordelijke van de interventiedienst die moet optreden in de interventiezone, waakt over de inname ervan door zijn personeel, volgens de indicaties van de bijsluiter, voorafgaandelijk aan de interventie.

### 8.2.4 Evacuatie

#### 8.2.4.1 Doelstellingen

De meest uitzonderlijke maatregel voor de bescherming tegen de blootstelling aan radioactieve stralingen is het verwijderen van de bevolking uit de nabijheid van de lozingsbron naar een verblijfplaats met lagere besmetting. Deze plaats bevindt zich geografisch buiten de noodplanningszone.

Het gaat om een maatregel die bedoeld is tegen de risico's van luchtbestraling (directe wolkstraling), van inademing en bodembestraling.

Er kan een opsplitsing gemaakt worden tussen de preventieve evacuatie, d.w.z. voor de emissie van radioactief materiaal of vooraleer een wolk met radioactief materiaal de betrokken bevolking heeft bereikt, en de uitgestelde evacuatie, d.w.z. nadat een radioactieve wolk is voorbijgetrokken.

#### 8.2.4.2 Basisprincipes

De evacuatie verloopt in verschillende fasen : de voorbereiding, de doorvoer, de opname, de medische zorgen, de terugvoer en de nazorg. De twee laatste fasen staan echter buiten dit noodplan.

Zoals reeds vermeld in § 8.2.4.1., onderscheiden zich twee evacuatietypes, naar gelang van de uitvoeringstijd :

— de preventieve evacuatie : wordt beslist vóór het begin van een belangrijke lozing van radioactiviteit, d.w.z. op basis van prognoses van de exploitant;

— de uitgestelde evacuatie : wordt uitgevoerd na het einde van de lozing, op basis van de evaluaties en metingen ter plaatse. De evacuatie tijdens de lozing kan bij de planning à priori niet worden uitgesloten, op grond van de voorspellingen van nog aanzienlijkere lozingen.

In alle situaties kan de evacuatie begeleid worden door maatregelen, zoals inname van stabiel jodium en schuilen, mits de eigen beperkingen van deze maatregelen in overweging genomen worden (beschermingsduur voor schuilen, bescherming van de andere organen dan de schildklier in geval van jodiuminname).

De modaliteiten van de evacuatie moeten vastgelegd worden in het provinciale rampenplan voor hulpverlening, met dien verstande dat de evacuatie dient te gebeuren naar een plaats geografisch gesitueerd buiten de noodplanningszone.

In principe dient iedereen die over een privévoertuig beschikt, te zorgen voor zijn eigen vervoer. De overheid stelt publieke en private transportmiddelen ter beschikking voor hen die over geen vervoermiddel beschikken of voor bepaalde bevolkingsgroepen (scholen, bejaarden, geestelijk en lichamelijk gehandicapten, de patiënten in ziekenhuizen, verpleegtehuizen, psychiatrische instellingen en thuiszorg, de gedetineerden...) Elk van de instellingen verantwoordelijk voor de opvang van deze specifieke groepen, dient een intern noodplan, waarin bijzondere aandacht wordt besteed aan de evacuatie, voor te leggen aan de Provinciegouverneur.

Het te evacueren gebied wordt afgezet en bewaakt door de politiediensten. Het provinciale rampenplan voor hulpverlening voorziet een door de politiediensten uitgewerkt verkeerscontroleplan ter bepaling van de aan- en afvoerwegen voor de evacuatievoertuigen en van de wegen die voor de hulpverleners moeten worden vrijgehouden.

Het provinciale rampenplan moet bovendien een inventaris omvatten van de in geval van evacuatie beschikbare transportmiddelen en bevat de volgende elementen :

- de lokalisatie van de opvang voor elk van de te evacueren segmenten van 30° in de noodplanningszone (vooraf bij de bevolking reeds voldoende bekendmaken);
- een duidelijke afspraak omtrent de identificatie van de woningen, die aangeeft dat de betrokkenen reeds geëvacueerd werden, opdat voor de hulpverlening en bewakingsverantwoordelijken zo weinig mogelijk tijd verloren zou gaan;
- de nodige ordehandhaving in het kader van het verkeerscontroleplan en in het kader van de bewaking over het betreden van de te evacueren zone;
- de organisatie van zowel tijdelijke als permanente opvangcentra;
- regelen van voedsel- en medische voorziening;
- dringende medische hulpverlening ten behoeve van de veiligheidsdiensten.

In de opvangcentra moet een registratie van de geëvacueerden plaatsvinden, enerzijds van hen die gebruik maakten van de door de overheid ter beschikking gestelde transportmiddelen en anderzijds van hen die gebruik maakten van hun eigen voertuig en die wensen gebruik te maken van de door de overheid ter beschikking gestelde opvangcentra.

Diegenen die gebruik maakten van hun persoonlijk voertuig en niet wensen opgenomen te worden in de voorziene opvangcentra, dienen zich te laten registreren op het secretariaat van de gemeente of stad waar zij tijdelijk onderkomen gevonden hebben.

In geval van een uitgestelde evacuatie worden de geëvacueerden in de opvangcentra gecontroleerd op besmetting en kunnen personen en materieel worden gedecontamineerd (zie hoofdstuk 8.2.5.). Van daaruit kunnen de geëvacueerden naar meer permanente bestemmingen vertrekken en afhankelijk van hun opgelopen dosis, indien nodig, eventueel medisch worden begeleid.

Personen die hun eigen voertuig hebben gebruikt en geen beroep doen op de voorziene opvangcentra zullen instructies krijgen voor auto-decontaminatie op de controleposten, tijdens de evacuatie zelf.

Al deze richtlijnen zullen worden opgenomen in de informatiecampagne over de verspreiding van de jodiumtabletten in de noodplanningszones.

Tijdens de evacuatie zullen de vitale overheidsdiensten (water, elektriciteit en gas) zolang als nodig hun opdracht blijven verderzetten in de geëvacueerde zone. Overeenkomstig § 1.3 moet een intern noodplan voorgelegd worden aan de Minister van Binnenlandse Zaken.

De waarschuwing van de bevolking betreffende de toepassing van de evacuatiemaatregel zal op dezelfde manier als voor de andere maatregelen geregeld worden.

#### 8.2.4.3 Verantwoordelijken voor de uitvoering

De evacuatie van de bevolking uit een zone is een uitzonderlijke maatregel en kan uitsluitend worden bevolen door het federale coördinatiecomité (alarmniveau U3).

De Provinciegouverneur coördineert ter plaatse de aanwending van de middelen die noodzakelijk zijn met het oog op de evacuatie en de opvang van de bevolking, overeenkomstig het provinciale rampenplan voor hulpverlening.

De concrete aanwending van de evacuatie gebeurt in overleg met de territoriaal bevoegde burgemeester(s).

De autoriteiten bevoegd voor het onderwijs, de strafinrichtingen, de hospitalen, de psychiatrische ziekenhuizen, de asielen, de homes en de rusthuizen, werken mee aan de voorbereiding van de evacuatieplannen en voorzien in de maatregelen die noodzakelijk zijn met het oog op de evacuatie van :

- de personen die afhankelijk zijn van een permanente medische verzorging;
- de personen die in deze instellingen gedomicilieerd zijn;
- de personen die op grond van een rechterlijke beslissing van hun vrijheid zijn beroofd.

Bijzondere aandacht moet gaan naar de evacuatie van industriële installaties die binnen de noodplanningszone gelegen zijn.

Daartoe dienen de verantwoordelijke autoriteiten een intern noodplan op te maken dat aan de Provinciegouverneur ter goedkeuring moet worden voorgelegd.

### 8.2.5 Decontaminatie

#### 8.2.5.1 Doelstellingen

Reductie van de rechtstreekse gevolgen van de straling op de personen, ingevolge radioactiviteitsafzetting op het lichaam of op de voertuigen, de kleding, de dieren enz., zodat geen gezondheidsschade meer kan ontstaan en de verspreiding van radioactieve stofdeeltjes in de minder of niet-besmette zones beperkt wordt.

Deze decontaminatiemaatregel voorziet niet alleen het uitvoeren van de ontsmettingshandelingen, maar ook de activiteiten die nodig zijn om effectief te kunnen ontsmetten, met name :

- het meten van de aanwezige radioactieve stoffen vóór en na de ontsmetting;
- het vaststellen van de meest geschikte methodes met de daarbij in acht te nemen veiligheidsmaatregelen;
- het vaststellen van de toelaatbare restbesmetting;
- het vooraf selecteren van mogelijke ontsmettingsplaatsen.

Direct na het ongeval en de radioactieve lozing is vooral de controle op personen, dieren, goederen en voertuigen van belang.

### 8.2.5.2 Basisprincipes van toepassing

#### 8.2.5.2.1 Decontaminatie van de personen

Deze operatie gaat hoofdzakelijk samen met de uitgestelde evacuatie. De beslissing tot ontsmetting zal steunen op meetresultaten.

De meet- en ontsmettingseenheid zal worden opgericht in de opvangcentra.

Om de personen gedurende hun evacuatie niet langer dan nodig aan externe bestraling bloot te stellen, moet de evacuatie tijd binnen de besmette zone zo beperkt mogelijk gehouden worden, zodat geen tijd verloren mag worden door de ontsmetting te voorzien aan de doorlaatposten.

De personen die mogelijk besmet zijn en die zich niet begeven naar de opvangcentra, zullen de nodige richtlijnen meekrijgen bij het verlaten van de besmette zone zodat zij zelf een aantal decontaminatiemaatregelen kunnen toepassen.

#### 8.2.5.2.2 Decontaminatie van voertuigen en goederen — Richtlijnen van toepassing

Indien het vermoeden bestaat dat goederen besmet zijn of indien dit door meting bevestigd wordt, moet worden gezorgd voor de ontsmetting of, zo nodig, voor de tijdelijke opslag ervan.

De voertuigen zullen bij het verlaten van de besmette gebieden, ontsmet worden. Een eerste ontsmetting kan plaatsvinden door het afspritzen van het voertuig door de hulpdiensten. In de opvangcentra zal door metingen nagegaan worden of de ontsmetting voldoende was of niet; er zal een verdere decontaminatie doorgevoerd worden indien nodig.

Blijven nog de ontsmettingsmaatregelen op langere termijn, die deel uitmaken van de herstel- en nazorgoperaties. Deze zijn er voornamelijk op gericht de woon-, werk-, en recreatiefuncties van een bepaald gebied te herstellen en vallen buiten het kader van dit plan.

### 8.2.5.3 Verantwoordelijken voor de uitvoering

De decontaminatiemodaliteiten, die eveneens betrekking hebben op de medische bijstand, dienen in het provinciale rampenplan voor hulpverlening bepaald te worden.

#### 8.2.6 Aanbevelingen naar bepaalde bevolkingsgroepen

##### 8.2.6.1 Doelstellingen

Afgezien van de aanbevelingen die in de vorige rubrieken reeds ter sprake zijn gebracht, zijn sommige aanbevelingen voor de bevolking die betrekking hebben op eenvoudige en ongevaarlijke maatregelen, van aard om de collectieve dosis te verminderen of nutteloze doses te vermijden. Deze maatregelen zullen vaak worden gekoppeld aan de schuilmaatregelen.

##### 8.2.6.2 Richtlijnen van toepassing

Sommige van deze aanbevelingen zijn algemeen van aard en gericht op de bevolking in haar geheel. De meeste aanbevelingen zijn evenwel op specifieke groepen van de bevolking gericht, onder meer op kinderen en zwangere vrouwen en op landbouwers, tuinbouwers en veekwekers die, ondanks de aanbevelingen om de woning niet te verlaten, toch buiten moeten zijn en die de volgende dagen, ondanks deze aanbevelingen, toch buitenshuis zullen moeten werken.

##### 8.2.6.3 Verantwoordelijken voor de uitvoering

Deze aanbevelingen worden door de evaluatiecel aan het federale coördinatiecomité meegedeeld. De informatiecel is bevoegd voor de communicatie ervan aan de bevolking.

### 8.3 Medische acties

#### 8.3.1 Basisfilosofie

De evacuatie van de slachtoffers (niet te verwarren met de evacuatie van de bevolkingsgroepen) geschiedt via een verplicht punt waar de essentiële handelingen zoals de triage, de conditionering, de identificatie (zelfs de voorlopige) en de regulatie van de ziekenhuisbestemmingen gebeuren.

De maatregelen voor het toezicht na het ongeval op de getroffen bevolking worden georganiseerd en worden niet beschreven in het kader van dit plan.

De medische hulpverleningsketting zal de medewerking krijgen van diensten gespecialiseerd in de radioprotectie op het terrein.

#### 8.3.2 Doelstellingen

De medische acties hebben tot doel :

— de evaluatie van de ernst van de situatie, karakterisering van de soorten van slachtoffers, bepaling van het aantal slachtoffers;

— de deelname aan de bepaling van de zones voor sanitaire interventie;

— de beslissingen van aanwerving van personeel (zie 8.1);

— de inwerkingstelling en bestuur van de medische hulpverleningsketting;

— de beperking van de contaminatie in een op voorhand bepaalde zone;

— de beoordeling van de noodzaak tot verhoging van de inzetmogelijkheden, rekening houdend met het bijzondere risico voor de personeelsleden en ook met de bijzondere omloopsnelheid van de verschillende etappes van de medische hulpverleningsketting, decontaminatie inbegrepen;

— de hergroepering van alle interveniërende partijen en het openen van een specifiek medisch dossier;

— de geldigverklaring van de specifieke triagekaarten (met dosimetrische indicaties);

— de regulatie van de evacuatie naar ziekenhuiscentra in functie van de indicaties van het provinciale coördinatiecentrum of, desgevallend, van het CGCCR.

### 8.3.3 Richtlijnen van aanwending

Een specifiek medisch interventieplan zal uitgewerkt worden op het niveau van elke betrokken provincie. Dit plan beschrijft op een gedetailleerde wijze de acties van elk team, de nationale en internationale middelen voor systematische versterking, de hergroeperingspunten, de mogelijkheden tot vestiging van vooruitgeschoven medische posten, de toegangswegen en de wegen voor evacuatie van slachtoffers, de ziekenhuizen van bestemming in functie van de ernst of van de specificiteit van de letsels, de plaatsen van samenkomst voor de versterkingen, diegene bepaald voor de gespecialiseerde diensten, de organisatie van het dosimetrische toezicht en de modaliteiten voor het inzetten van de personeelsleden. De zones voor sanitaire interventie worden voorbereid volgens schema's opgemaakt met de gespecialiseerde diensten.

#### Algemene principes

— De geneesheer-directeur van de medische hulpverleningsoperaties of zijn adjunct is een ziekenhuisspecialist (op voorhand aangewezen op een lijst van verplichtingen) bekwaam op het vlak van de radioprotectie;

— het personeel van de interventiediensten wordt op voorhand geïdentificeerd en geniet van een aangepaste opleiding en een specifieke medische bescherming;

— alle personeel belast met het ophalen, het verzorgen en het transport van slachtoffers dient uitgerust te zijn met een adequate bescherming;

— loten specifieke materialen (met wegwerpcontainers) worden klaargemaakt in samenwerking met de Medische Dienst van de onderneming;

— de decontaminatie dient vroegtijdig ondernomen te worden (vóór de opname in het ziekenhuis). Hiertoe zal men gebruik maken van de structuren van de medische diensten van de site, indien ze toegankelijk zijn; indien dit niet het geval is, zal men een beroep doen op voorlopige structuren, oordeelkundig gespreid op het terrein;

— een medische triagekaart met klinische gegevens dient ingevuld te worden;

— decontaminatie- en hulpverleningsposten dienen opgericht te worden voor de hulpverleningsvoertuigen;

— adequate beslissingsschema's worden toegestuurd aan alle geneesheren die in aanmerking komen om te interveniëren.

### 8.3.4 Verantwoordelijken voor de uitvoering

Overeenkomstig de omzendbrief van de Minister van Binnenlandse Zaken d.d. 11 juli 1990 in verband met de rampenplannen voor hulpverlening, werkt de provinciale Gezondheidsinspecteur van de FOD Volksgezondheid en Leefmilieu, onder toezicht van de Provinciegouverneur, een aangepast medisch interventieplan uit.

De Dienst voor Sanitaire Hulp aan de burgerbevolking van de FOD Volksgezondheid en Leefmilieu waakt over de technische coördinatie van de provinciale sanitaire plannen.

Door de Gouverneur wordt een wachtrol opgemaakt voor de Geneesheer-directeurs van de hulpverleningsoperaties, op basis van conventies op te stellen met de ziekenhuizen van de provincie.

## 8.4 Beperkingen inzake de consumptie van besmet voedsel of water

### 8.4.1 Doelstellingen

Deze aanbevelingen strekken ertoe de interne blootstelling van de bevolking naar aanleiding van de inname van besmet water of voedsel te verminderen.

#### 8.4.1.1 Basisprincipes van toepassing

De toepassing van de maatregelen betreffende de voedselketen heeft tot doel de interne blootstelling van de bevolking te doen dalen.

Ook in dit geval moeten rechtstreekse gevolgen voor de gezondheid van de consumenten vermeden worden, moeten de collectieve dosis en het individuele risico voor gevolgen op lange termijn zoveel mogelijk ingedijkt worden, maar moet daarbij vermeden worden dat de tegenmaatregel (bijv. het verbod om een bepaald voedsel te gebruiken) niet meer schadelijke gevolgen heeft dan die welke voortvloeien uit interne blootstelling aan ioniserende stralingen.

De bepaling van een nulniveau inzake nucleaire besmetting van het voedsel na een nucleair ongeval zou onmiskenbaar tot de verhoging van de bevolking leiden. Bijgevolg worden voor de maatregelen houdende de beperking en/of het verbod van de voedseldistributie ook niveaus van interventiedoses vastgelegd.

Aan de hand daarvan, worden niveau's inzake maximale radioactieve besmetting van het voedsel vastgesteld (een bepaald aantal Becquerel van een bepaalde radionuclide per kg van een bepaald soort voedsel). In de praktijk worden de niveau's inzake maximale radioactieve besmetting omgezet in operationele afgeleide niveau's van oppervlaktebesmetting (in Bq/m<sup>2</sup>) via specifieke hypothesen (bijv. de hoeveelheid verbruikt voedsel varieert naar gelang van het individu). Deze operationele afgeleide niveau's worden opgenomen in de interne procedures van de evaluatiecel.

#### 8.4.1.2 Europees Reglement

De Europese Unie heeft desbetreffend een reglementering uitgewerkt en is overgegaan tot de bepaling, m.b.t. de gevolgen van een ongeval, van vooraf vastgestelde niveaus inzake maximale voedselbesmetting voor commercialisatie, die binnen een termijn van drie maanden kunnen aangepast worden (zie tabel).

MAXIMAAL TOELAATBARE NIVEAUS VOOR HET VRIJE VERKEER BINNEN DE EU VAN LEVENSMIDDELLEN EN DIERVOEDERS (Bq/kg).

	Levensmiddelen (1)					Diervoeders (2)
	Babyvoeding (3)	Zuivelproducten (4)	Andere levensmiddelen, met uitzondering van minder belangrijke (5)	Minder belangrijke levensmiddelen (5)	Vloeibare levensmiddelen (6)	
Isotopen strontium met name Sr-90	75	125	750	7500	125	
Isotopen jodium, met name I-131	150	500	2000	20000	500	
Isotopen plutonium en elementen transplutonium, met emissie alfa, met name Pu-239 en Am-241	1	20	80	800	20	
Alle andere nucliden met radioactieve periode van meer dan 10 dagen, met name Cs-134 en Cs-137 (7)	400	1000	1250	12500	1000	- varkens : 1250 - gevogelte, lammeren, kalveren : 2500 - andere : 5000

(1) Het niveau voor geconcentreerde of gedroogde producten wordt berekend op basis van het gereconstitueerde gebruiksklare product. De Lidstaten kunnen aanbevelingen formuleren betreffende de aanlegingsvoorwaarden met het oog op het naleven van de bij deze verordening vastgestelde maximaal toelaatbare niveaus.

(2) De maximaal toelaatbare niveaus voor de diervoeders worden bepaald overeenkomstig artikel 7 van de Euratomverordening 3954/87, gewijzigd door de Euratomverordening 2218/89, aangezien deze niveaus moeten bijdragen tot de naleving van de maximaal toelaatbare niveaus voor de levensmiddelen, op zich deze naleving in alle omstandigheden niet kunnen garanderen en niet afdoen aan de verplichting om de niveaus in producten van dierlijke oorsprong, bestemd voor menselijke consumptie, te controleren. De niveaus zijn van toepassing op de voedingswaren bestemd voor de consumptie.

(3) Onder babyvoeding wordt verstaan de levensmiddelen die bestemd zijn voor de voeding van zuigelingen in de eerste vier tot zes maanden van hun leven, die op zichzelf voldoen aan de voedingsbehoeften van deze categorie personen en in de detailhandel verkrijgbaar zijn in gemakkelijk herkenbare verpakkingen voorzien van het etiket « babyvoeding ».

(4) Onder zuivelproducten worden verstaan de producten die vallen onder de volgende GN-codes, en, in voorkomend geval, in de aanpassingen die later hierin kunnen worden aangebracht : 0401, 0402 (behalve 04022911).

(5) De minder belangrijke levensmiddelen en de daarop toe te passen overeenkomstige niveaus worden bepaald. De waarden voor de minder belangrijke levensmiddelen zijn 10 maal hoger dan de waarden van de Euratomverordening 2218/89 voor de rubriek « Andere levensmiddelen, met uitzondering van minder belangrijke ».

(6) Vloeibare levensmiddelen, als gedefinieerd in de GN-code 2009 en in het hoofdstuk 22 van de gecombineerde nomenclatuur. De waarden worden berekend met inachtneming van het verbruik van kraanwater en dezelfde waarden zouden naar goeddunken van de bevoegde autoriteiten in de Lidstaten moeten worden toegepast voor de drinkwatervoorziening.

(7) Koolstof-14, tritium en kalium worden niet hiertoe gerekend.

Het reglement voorziet echter dat er specifieke niveau's kunnen worden toegepast voor de zones die dichtbij de plaats van het ongeval liggen.

Er moet eveneens onthouden worden dat deze niveau's, die enkel de aspecten van commercialisering betreffen, bepaald werden op basis van algemene hypothesen. Indien nodig, moeten meer beperkte niveau's overwogen worden, met name in het kader van de besmetting van melk door jodium 131 (consumptie door de kinderen) of de besmetting van melk en verse groenten door langlevende alfa-emissies consumptie door zeer kleine kinderen).

#### 8.4.1.3 Praktische benadering

In de praktijk, steunen de maatregelen die tot doel hebben de inwendige blootstelling van de bevolking te verlagen, vooral op het beperken en/of verbieden van het gebruik of de commercialisering van levensmiddelen (en van drinkwater), als blijkt dat de besmetting ervan bepaalde maximaal toelaatbare niveaus overstijgt.

De beschrijving van de maatregelen tot naleving van de Europese reglementering (verplichtingen voor de landbouw- en voedingsnijverheid, certificaten, vernietigingen...) is vastgelegd in de bijzondere plannen van de betrokken departementen (FAVV, ...).

In dit plan worden enkel de directe maatregelen aangegeven die ertoe strekken de inwendige bestraling van personen te beperken bij inname van besmet voedsel en water gedurende de eerste uren van de besmetting.

Het begin en de periode van consumptie-ontrading of verbod is afhankelijk van de vrijgekomen isotopen, de voedselsoort en de besmettingsweg (rechtsreekse depositie vanuit de lucht of opname vanuit een besmette bodem).

Meestal zal de ontrading of het verbod van consumptie preventief gebeuren tot op het ogenblik dat de noodzakelijke controles zullen gemeten zijn op de werkelijke besmetting.



#### 8.4.2 Richtlijnen van toepassing

##### 8.4.2.1 Verse gewassen

In de rechtstreekse besmettingsfase kunnen zowel kortlevende als langlevende elementen voorkomen. Het verbruiksverbod zal onmiddellijk ingaan bij het begin van de lozing. De afkondiging ervan gebeurt via radio en T.V. Indien enkel kortlevende elementen zijn afgezet, zal de maatregel voor een korte periode gelden.

Dit verbod zal noodzakelijkerwijs gemoduleerd zijn volgens de oppervlakte-adsorptiecapaciteit van de verschillende gewassen.

##### 8.4.2.2 Verbod op gebruik van drinkwater of oppervlaktewater

Het verbod heeft enkel betrekking op drinkwater dat gewonnen wordt uit openluchtspaarbekken en waterlopen. Het verbruiksverbod zal steunen op gemeten besmetting van het behandeld ruwwater. De afkondiging ervan gebeurt via radio en T.V. Indien geen specifieke maatregelen worden uitgevaardigd, kan het winnen van drinkwater uit grondwater verder gaan. Het gebruik van watertanken (regenwater) wordt afgeraden, tenzij andere richtlijnen worden gegeven.

##### 8.4.2.3 Melk

De melkbesmetting zal een maximum bereiken onmiddellijk na een acute afzetting voor de jodiumisotopen en kan ook gedurende een lange periode (meerdere jaren) aanhouden wanneer cesium en strontium vrijkomen. De omvang van de besmetting wordt hoofdzakelijk bepaald door de besmettingsgraad van het diervoeder.

Het verbod zal gemotiveerd worden door controlemetingen, die in het geval van een homogene besmettings-situatie gericht zullen zijn op de verdeelcentra (melkerijen) en in het geval van ongelijkmatige besmetting, bij de producenten (boerderijen) moeten worden uitgevoerd. Het verbruik buiten het niet-commerciële circuit is - tenzij anders gespecificeerd - af te raden.

Het verbod zal worden afgekondigd via radio en T.V.

##### 8.4.2.4 Vlees

Het verbruiksverbod dat zich niet in dezelfde mate van hoogdringendheid stelt als de andere maatregelen, kan algemeen zijn of rekening houden met specifieke diersoorten volgens de spreiding van de besmettingsgraad, die beïnvloed wordt door het dieet (besmet of opgeslagen voeder), de kweekzone...

De maximale vleesbesmetting situeert zich later dan de melkbesmetting en bestaat hoofdzakelijk uit de isotopen van cesium. Het verbruiksverbod steunt op controles die prioritair in slachterijen worden uitgevoerd. Het verbod wordt afgekondigd via radio en T.V. Een speciale controle moet worden uitgebouwd voor vleeswaren die niet langs de traditionele circuits bij de gebruiker komen en meestal een hogere besmettingsgraad vertonen omwille van de specificiteit van hun voeding (wild).

##### 8.4.2.5 Verbod op gebruik van andere voedingswaren

De voedingswaren die aan de lucht blootgesteld worden tijdens het voorbijtrekken van de radioactieve wolk zijn besmet. Het is aan te raden het verbruik uit te stellen tot steekproeven de werkelijke besmettingsgraad hebben aangetoond.

Het verbruiksverbod wordt afgekondigd via radio en T.V.

#### 8.4.3 Verantwoordelijken voor de uitvoering

De bijzondere plannen van het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen bepaalt de modaliteiten van uitvoering i.v.m. de primaire producten.

De interne plannen van de Gewesten die het drinkwaterbeleid in hun bevoegdheid hebben, bepalen de modaliteiten van uitvoering voor het drinkwater.

### 8.5 Preventieve maatregelen betreffende de voedselketen

#### 8.5.1 Doelstellingen

Naast de maatregelen om de consument te beschermen, kunnen een reeks andere preventieve maatregelen worden genomen teneinde de radioactieve besmetting van voedsel zoveel mogelijk te verminderen.

De preventieve acties ter bescherming van de voedselketen worden opgezet zodra het risico ontstaat van overschrijding van de maximaal toelaatbare niveaus voor besmetting van voedsel, zoals die in de Europese reglementering zijn vastgelegd teneinde de doses voor de bevolking te beperken. Er moet worden onderstreept dat dergelijke situaties zich kunnen voordoen voor dosisniveaus die lager liggen dan die welke aanleiding geven tot de inwerkingtreding van maatregelen ter bescherming van de bevolking.

In geval van hogere dosisniveaus moeten de uitvoerbaarheid en de wenselijkheid van de tegenmaatregelen worden geëvalueerd.

#### 8.5.2 Basisprincipes van toepassing

De aanbevolen maatregelen hangen af van de fase van het ongeluk (vóór, tijdens of na radioactieve lozingen) en van de ernst ervan (de scenario's : gewone waakzaamheid, gevaar beperkt tot de voedselketen en gevaar voor de bevolking komen overeen met de alarmniveaus U1 tot U3).

De interne noodplannen van het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen, dienen conform §1.3 te worden overgemaakt aan de Minister van Binnenlandse Zaken.

Het federale coördinatiecomité geeft aanbevelingen of vaardigt richtlijnen uit. De uitvoeringsmodaliteiten ervan worden vastgesteld door de bevoegde diensten van het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen, zoals vermeld in het interne plan van deze overheden. Deze overheden beslissen wanneer de maatregelen worden opgeheven.

#### 8.5.3 Graasverbod

##### 8.5.3.1 Doelstellingen

De besmetting van voedsel (melk en vlees) kan sterk verminderd worden door het vee van besmet weiland te verwijderen.

Zo wil men de voedselvoorziening voor de Belgische bevolking en de internationale handel (export) vrijwaren.

##### 8.5.3.2 Richtlijnen van toepassing en algemene bepalingen

Deze beschermingsmaatregel is hoofdzakelijk van toepassing op ongevallen met vrijkomen van jodium, cesium en strontium, die zich in melk (jodium, strontium en cesium) of spierweefsel concentreren. De uitvaardiging is afhankelijk van de beschikbaarheid van onbesmet opgeslagen voeder en veronderstelt dat het blootstellingsrisico voor personen (landbouwers) aanvaardbaar is.

De lijst van getroffen gemeenten zal via radio en T.V. worden medegedeeld.

De vermoedelijke duur van het verbod wordt aangegeven in functie van het incident.

### 8.5.4 Evacuatie van het vee

#### 8.5.4.1 Doelstellingen

Hoewel door deze maatregel, zoals bij het graasverbod, de voedselbesmetting wordt onderdrukt, zal hij enkel overwogen worden als onderdeel van een evacuatie.

Er zal slechts een evacuatie overwogen kunnen worden wanneer het vee onvoldoende kan worden gestald in het getroffen gebied en wanneer het gebied voldoende klein is.

#### 8.5.4.2 Richtlijnen van toepassing

De evacuatie van het vee is een operatie die hoofdzakelijk door economische argumenten wordt ingegeven en dus ondergeschikt is aan de bescherming van de individuen tegen de straling. Om deze reden is ze enkel toepasbaar bij trage evacuatiescenario's.

Het afkondigen van de operatie zal via radio en T.V. gebeuren.

### 8.5.5 Verbod op irrigatie en op verbruik van drinkwater voor de dieren

#### 8.5.5.1 Doelstellingen

Voorkomen van besmetting van culturen door irrigatie met besmet water. Ook de besmetting van de dieren door het drinken van water uit regenwatertanken dient vermeden te worden. Het grondwater zal de eerste periode na een nucleair ongeval nog niet verontreinigd zijn.

#### 8.5.5.2 Richtlijnen van toepassing

De maatregel is vooral pertinent bij besmetting van de regenwaterreservoirs. Die is het resultaat van regenval tijdens de luchtbesmetting en/of van droge afzetting uit de lucht in open spaarbekkens en oppervlakte waters. Het verbod zal worden afgekondigd via radio en T.V.

## 9 HULP UIT HET BUITENLAND

België heeft met zijn buurlanden bilaterale overeenkomsten afgesloten voor wederzijdse bijstandsverlening in geval van rampen of calamiteiten, daarin begrepen de nucleaire ongevallen :

- met het Groot-Hertogdom Luxemburg (wet van 31 januari 1978);
- met Frankrijk (wet van 9 december 1983);
- met Duitsland (wet van 17 januari 1984);
- met Nederland (wet van 9 september 1988).

De Minister van Binnenlandse Zaken kan, krachtens deze overeenkomsten, een bijzondere bijstand inroepen voor radiologische noodsituaties.

Daarenboven kan de Minister van Binnenlandse Zaken de bijstand inroepen :

— van alle lidstaten die de Conventie betreffende de hulpverlening bij nucleaire ongevallen hebben ondertekend. (Convention on Assistance in the Case of a Radiological Emergency, Wenen 26.09.1986) (zie rubriek Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA)).

— via het communautair mechanisme ter vergemakkelijking van versterkte samenwerking bij bijstandsinterventies in het kader van civiele bescherming (Beschikking van de Europese Raad van 23.10.2001, bekendgemaakt in het Publicatieblad nr. L-297 van 15.11.2001 blz. 0007-0011).

## 10 OPLEIDING EN OEFENINGEN

Alle overheden en private personen die betrokken zijn bij dit noodplan zorgen, in samenspraak met alle andere deelnemers aan dit noodplan, voor de nodige opleiding en oefening van hun eigen personeel.

Inzake opleiding van de personen betrokken bij dit plan, dient de Europese richtlijn 89/618/Euratom d.d. 27 november 1989 te worden toegepast.

Overeenkomstig artikel 2 van het koninklijk besluit van 29 juli 1991 tot oprichting van een hoger instituut voor de noodplanning, behoort het eveneens tot de opdrachten van dit instituut om, aan de personen die ingeschakeld kunnen worden bij de organisatie van de hulpverlening, adequate en geregeld bijgewerkte informatie te verspreiden over de risico's die hun inzet voor hun gezondheid heeft en over de in dergelijke gevallen te nemen voorzorgsmaatregelen.

### 10.1 Initiële opleiding

Elke deelnemende organisatie zorgt voor de initiële opleiding van haar personeelsleden die zouden kunnen interveniëren in het kader van dit plan. Het opleidingsschema en -programma (theoretische en praktische cursussen) worden voorgelegd aan de Minister van Binnenlandse Zaken, die, indien nodig, aanpassingen kan vragen.

### 10.2 Informatie aan het medische corps en aan de apothekers

De Minister die de Volksgezondheid onder zijn bevoegdheid heeft, zal aan het medisch corps van het land de specifieke informatie betreffende de radiologische noodsituaties meedelen.

### 10.3 Bijscholing

De verschillende in dit plan interveniërende organisaties staan in voor de bijscholing van hun personeel. De Minister van Binnenlandse Zaken ontvangt van elke in dit plan interveniërende organisatie jaarlijks een verslag dat de uitgevoerde bijscholingsacties beschrijft. De Minister van Binnenlandse Zaken kan hier eveneens aanpassingen vragen.

### 10.4 Oefeningen

Bij de voornaamste Belgische nucleaire installaties, bepaald in par. 1.3.1 (toepassingsveld) van dit plan, zal jaarlijks een oefening gehouden worden voor de kerncentrales van Doel en Tihange en om de twee jaar voor de vier andere installaties (Instituut voor Radio-elementen, Belgonucleaire, Belgoprocess en Studiecentrum voor Kernenergie).

De omvang van deze oefeningen wordt bepaald door de Minister van Binnenlandse Zaken of zijn vertegenwoordiger, in samenspraak met de exploitant van de betrokken installatie, de Provinciegouverneur en eventuele andere interveniërende partijen. Bij het bepalen van de omvang van de oefeningen, wordt rekening gehouden met de lessen en conclusies uit de vorige oefeningen.

Minstens de interactie en de informatieuitwisseling tussen de exploitant, het CGCCR en de evaluatiecel worden tijdens deze oefeningen gecontroleerd.

Er wordt een jaarlijks en/of meerjarig oefenprogramma opgesteld door de Minister van Binnenlandse Zaken of zijn vertegenwoordiger, in samenspraak met de exploitanten van de betrokken nucleaire installaties, de betrokken Provinciegouverneurs en andere interveniërende partijen. Indien nodig, bevat het andere noodsituaties dan die vermeld in § 1.3.1 van dit plan.

Om de 3 jaar wordt een oefening van grote omvang (globale oefening) georganiseerd. De praktische modaliteiten van de globale oefening worden vastgelegd door de Minister van Binnenlandse Zaken of zijn vertegenwoordiger, in samenspraak met de betrokken interveniërende partijen.

Bovendien zal de deelname van België aan internationale oefeningen, zoals bilaterale oefeningen of door internationale instanties georganiseerde oefeningen (EG, IAAE, OESO/NEA), opgenomen worden in het voormelde jaarlijks en/of meerjarig programma.

## 10.5 Evaluatie en getrokken lessen

Elke oefening wordt door alle betrokken partijen geëvalueerd, die er lessen uit trekken voor hun eigen gebruik.

Een globaal jaarverslag over de evaluatie van de oefeningen wordt opgesteld onder de verantwoordelijkheid van het CGCCR en bezorgd aan de Minister van Binnenlandse Zaken, ten laatste tegen het einde van de maand maart van elk jaar.

Dit globaal verslag bevat eveneens een actieplan met de verbeterde acties naar aanleiding van de ervaring van de oefeningen.

Op basis van de jaarlijkse globale evaluatieverslagen, kan de Minister van Binnenlandse Zaken de verschillende bij dit plan betrokken partijen samenroepen teneinde er voorstellen tot wijzigingen uit af te leiden.

## 11 VOORAFGAANDE INFORMATIE

Overeenkomstig de richtlijn 89/618/Euratom van de Raad van Europese Gemeenschappen van 27 november 1989 dient de bevolking die kan getroffen worden in geval van stralingsgevaar, d.w.z. de bevolking binnen de algemene noodplanningzone van de nucleaire sites, vooraf geïnformeerd te worden over de maatregelen ter bescherming van de gezondheid die op haar van toepassing zullen zijn, alsmede over de te volgen gedragslijn bij stralingsgevaar.

De voorafgaande informatie moet ten minste betrekking hebben op :

- de basiskennis over radioactiviteit en effecten daarvan op mens en milieu;
- de verschillende in aanmerking genomen gevallen van stralingsgevaar en hun gevolgen voor bevolking en milieu;
- de voorgeschreven noodmaatregelen om de bevolking bij stralingsgevaar te alarmeren, te beschermen en haar hulp te bieden;
- de passende informatie over de gedragslijn die de bevolking bij stralingsgevaar zou moeten volgen.

De informatie wordt voortdurend bijgewerkt, ook wanneer in de beschreven maatregelen significante wijzigingen worden aangebracht. Zij wordt op gezette tijden verstrekt zonder dat de betrokken bevolking erom hoeft te vragen, via informatiecampagnes.

Hoewel de voorafgaande informatie als zodanig geen deel uitmaakt van dit noodplan, is het niettemin een belangrijk element wanneer bij werkelijk stralingsgevaar, de bevolking de maatregelen die in dit noodplan voorzien zijn beter zou kunnen opvolgen en de te volgen gedragslijn beter zou kunnen bepalen.

De bevolking zal tijdens de informatiecampagnes op de hoogte worden gebracht van het feit dat dit noodplan zal, in het kader van de openbaarheid van bestuur, steeds kunnen geraadpleegd worden in elke gemeentelijke administratie binnen de noodplanningzone.

Gezien om te worden gevoegd bij Ons Besluit van 17 oktober 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,  
P. DEWAELE

—  
Nota's

(\*) Ontradingsperimeter (gele zone) : zone zonder gevaarlijke gevolgen, zonder onomkeerbare gezondheidsproblemen. De inwoners en werknemers hebben vrije toegang tot de zone. De zone wordt echter verboden voor alle verkeer en voor rampotoeristen.

Isolatieperimeter (oranje zone) : zone met schadelijke gevolgen of waar schadelijke gevolgen verwacht kunnen worden. Deze zone is toegankelijk voor alle hulpdiensten.

## SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

F. 2003 — 4433

[C - 2003/00829]

**29 OCTOBRE 2003. — Arrêté ministériel fixant les modalités de fonctionnement du comité consultatif de l'incendie**

Le Ministre de l'Intérieur,

Vu l'arrêté royal du 31 août 1993 portant création du comité consultatif de l'incendie, modifié par l'arrêté royal du 6 février 2003;

Vu l'arrêté ministériel du 3 février 1994 fixant les modalités de fonctionnement du comité consultatif de l'incendie;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 4 juillet 2003;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 17 septembre 2003,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le Comité consultatif se réunit au moins quatre fois par an.

**Art. 2.** Le Comité consultatif est convoqué par le président ou son délégué.

Sur la demande d'un tiers des membres, le président ou son délégué peut convoquer le Comité consultatif.

## FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

N. 2003 — 4433

[C - 2003/00829]

**29 OKTOBER 2003. — Ministerieel besluit tot vaststelling van de werkwijze van het Raadgevend Comité voor de Brandweer**

De Minister van Binnenlandse Zaken,

Gelet op het koninklijk besluit van 31 augustus 1993 houdende oprichting van het Raadgevend Comité voor de Brandweer, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 6 februari 2003;

Gelet op het ministerieel besluit van 3 februari 1994 tot vaststelling van de werkwijze van het Raadgevend Comité voor de Brandweer;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 4 juli 2003;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 17 september 2003,

Besluit :

**Artikel 1.** Het Raadgevend Comité komt minstens viermaal per jaar samen.

**Art. 2.** Het Raadgevend Comité wordt door de voorzitter of zijn gemachtigde bijeengeroepen.

Op verzoek van één derde van de leden kan de voorzitter of zijn gemachtigde het Raadgevend Comité bijeenroepen.